



LES CAHIERS DE CULTURE & DÉMOCRATIE

---

04

---

---

**CULTURE &  
DÉMOCRATIE**  
20 ANS  
DE RÉFLEXIONS

---

Ouvrage collectif  
mis en œuvre par Paul Biot



&

LA 27<sup>E</sup> LETTRE OU LA LETTRE PERDUE

L'ESPERLUETTE, PERLUETTE, OU PIRLOUETTE, EST CETTE  
LIGATURE DU *E* ET DU *7* ÉVOCATRICE DES SALUTAIRES  
INTRIGUES QUI NOUS CONDUISENT DE CULTURE(S) À  
DÉMOCRATIE ET DE DÉMOCRATIE À CULTURE(S)

Roland de Bodt

---

---

**CULTURE &  
DÉMOCRATIE**  
20 ANS DE  
RÉFLEXIONS

---

---

*Une histoire  
de mots en actions  
et d'actions  
mises en mots*

---

## AVANT-PROPOS

Il y a vingt ans, Culture & Démocratie s'est constituée autour d'une volonté et d'un besoin, d'une conviction et d'une exigence.

La volonté : faire se rencontrer et se parler les professionnels de la culture, francophones et néerlandophones, pour mieux la défendre.

La conviction : la culture et les arts – patrimoine et création – sont essentiels dans une société démocratique. Ils y sont les garants de l'ouverture, du lien, du sens et de la cohésion.

L'exigence : elle s'adressait au pouvoir politique – porter à 1% du budget les moyens affectés à la culture – et elle se nouait autour d'une préoccupation inscrite dans les logiques de démocratisation de la culture – lier l'éducation et la culture, partager celle-ci, le plus largement possible.

Vingt ans c'est peu mais c'est assez pour parler d'une histoire, pour acter son mouvement en observant comment durant ce temps, la société, les formes et les pratiques culturelles et, bien entendu, notre association ont bougé.

4. La mondialisation et l'expansion de l'hyper-libéralisme ont remanié profondément notre société, provoquant nombre d'effets économiques dont certains ravageurs et en matière sociale, l'explosion des inégalités. Si les politiques semblent impuissants à réguler pour le bien commun, nombre d'initiatives citoyennes ont surgi, inventives, subversives et affirmant avec audace la volonté d'inventer une autre manière de faire société. C'est dans ce contexte différent, traversé d'inquiétudes nouvelles, que Culture & Démocratie doit désormais penser le fait politique et le fait culturel.

Les formes de la culture et ses pratiques ont été bouleversées, elles aussi, en termes de production, de diffusion et de pratiques, notamment par les écrans multipliés et les réseaux sociaux. Les pratiques sont désormais multiples, polymorphes ou inexistantes. L'étude menée par l'Observatoire des politiques culturelles en décembre 2012 indique que 30% des personnes relevant de la Fédération Wallonie-Bruxelles peuvent être considérées comme étant « sans pratiques culturelles ». Elles sont, et sans doute est-ce un corollaire, enfermées dans un grand isolement. Comment penser à l'aune de ce chiffre, au temps de sa marchandisation débridée, la démocratisation de la culture, la démocratie et la participation culturelles ?

L'anniversaire de Culture & Démocratie constituait une formidable opportunité de questionnement. Nous l'avons saisie pour interroger parmi les productions de l'association, les Journaux publiés depuis 2001. Le lecteur découvrira dans l'important et passionnant travail accompli par Paul Biot comment en vingt ans, les questions et les urgences qui ont présidé à la fondation de l'association ont pu se déplacer, s'infléchir, s'approfondir, s'aiguiser ou au contraire s'apaiser pour laisser la place à de nouvelles interrogations.

---

Aujourd'hui, Culture & Démocratie est à la fois la même et une autre.

Culture & Démocratie n'a pas changé de nature : elle est depuis l'origine, un collectif, un réseau, une plate-forme, un espace même virtuel, de débat. Elle rassemble, met en contact, fait réseau autour de questions communes. Elle conjugue depuis l'origine pensée critique, action et débat dans la diversité féconde des points de vue. Culture & Démocratie a toutefois et heureusement changé. Un autre statut – elle est organisation d'éducation permanente depuis 2010 – un autre cadre et au sein de celui-ci des objectifs ou des priorités réévalués. La question culturelle déborde la seule sphère culturelle et artistique. Par l'entrée de la culture, Culture & Démocratie examine l'ensemble des fonctionnements et des dysfonctionnements de la démocratie contemporaine. Les thèmes de travail de ses commissions repris ici comme autant d'axes pour conduire l'analyse des Journaux – Culture et enseignement, Art et santé, Culture et prison, Culture et travail social et Droits à la culture – attestent d'une réflexion et d'une action en mouvement et d'une organisation résolument participative.

Ce travail au cœur des écrits de Culture & Démocratie a été – comme toutes les initiatives prises à l'occasion des vingt ans de l'association – conçu dans un esprit de prospective. Il s'agit de poursuivre la route, de travailler à la revitalisation de notre culture démocratique et de défendre – urgence en ces temps de violence et de barbarie – le soutien décisif à la culture, à la création et à l'éducation.

### Sabine de Ville

Présidente de Culture & Démocratie  
 Décembre 2014

---

## INTRODUCTION

## QUELQUES PROPOS POUR ABORDER LE CŒUR DE L'OUVRAGE



Cette partie de l'ouvrage répond à un impératif : en vingt ans, Culture & Démocratie a accumulé une somme d'analyses, d'essais, de propositions dont la trace écrite révèle la densité, la primauté de la position critique et la passion du débat.

La masse des contributions publiées dans le Journal de l'association constitue un florilège de réflexions qui, tout en s'appuyant sur le concret de l'action, montrent également la volonté de penser celle-ci dans toute sa complexité et ses contradictions.

La passion n'exclut pas la pensée critique. La volonté de peser sur le futur n'évite pas les erreurs d'anticipation. Sur la spirale du temps, des combats qui paraissent se répéter changent de nature, s'affinent, questionnent les évidences pour se reconstruire et chercher à convaincre.

Les pages qui vont suivre proposent au lecteur de mesurer l'évolution des approches successives des concepts fondateurs de l'association, et comment les mots pour les dire ont parfois changé de sens. Comment mots et concepts se sont réinventés pour prendre en compte les bouleversements sociétaux de ces vingt années. Comment la mondialisation, l'expansion du capitalisme libéral, l'accentuation des écarts sociaux, le recul de la puissance publique, l'effritement des principes fondamentaux de solidarité ont modifié la pensée sur la culture et la démocratie.

L'analyse proposée repose sur des écrits. Elle s'organise selon deux grilles de lecture : l'une, chronologique, est sans réserve appliquée aux premiers temps de l'association, où la « matière historique » est constituée de documents épars, notes de séances, synthèses manuscrites, articles de journaux soigneusement conservés, commentaires

© Frédéric Pauwels

Pascale dans une chambre d'isolement. Elle doit se soumettre aux consignes : porter un masque, une tenue stérile, désinfecter la guitare. Tout enfant a droit à l'éducation et au divertissement : la musique y tient une place fondamentale.

hâtivement brossés sur la page de garde d'un rapport ou au dos d'une convocation, reliés par quelques entretiens plus actuels avec les témoins de ces premiers temps.

L'autre voie, qui commence avec la naissance du *Journal de Culture & Démocratie*, est celle d'une organisation par « clés de lecture » d'extraits de très nombreuses contributions, reliés entre eux autant par la chronologie que selon des logiques de sens.

Le moment de la naissance du Journal est capital : à partir de ce moment, ce ne sont plus seulement les premiers porteurs du projet mais une manne sans cesse croissante de personnes « du terrain » – celui de la pensée et de l'action – qui, construisant en même temps le réseau de l'association, vont nourrir le foisonnant débat dont le Journal sera le vecteur.

Les extraits, choisis pour leur intensité et leur adéquation à la clé de lecture proposée, renvoient aux contributions, citent le nom de leur auteur, le titre de l'article, ou le numéro du Journal. Ce qu'ils ont parfois d'elliptique est compensé par leur agencement logique, en continuité ou en confrontation avec d'autres dans le même champ de réflexion. Des titres tentent d'organiser ce foisonnement que relie, lorsqu'il semble utile, quelques commentaires.

8. Les deux premières clés de lecture du temps du Journal ouvrent sur l'histoire générale des idées portées par les membres de l'association, et pour partie, celles de son large environnement social et politique, telles que le Journal s'en est fait l'écho depuis le début des années 2000.

Les clés qui organisent la suite de l'ouvrage reflètent l'évolution des réflexions portant sur quelques axes spécifiques du travail de l'association. La présentation chronologique cèdera parfois le pas à des « cercles ondoyants ». Ce sera le cas des questions qui, répétées, auront été traitées par strates successives, comme autant d'explorations du sujet selon des angles de vue particuliers.

De 2001 à 2006, le Journal proposait une forme de classification des contributions en les ordonnant autant que possible par enjeux. Certaines de ces subdivisions seront utilisées dans les clés 3 à 6 pour garder aux contributions parfois très disparates leur unité d'enjeu et concentrer l'attention sur ce qui, dans leur traitement, a évolué en termes de priorités, de langage et parfois de stratégie d'action, puisant dans la dynamique des mots des hypothèses pour le futur.

Quelques axes ont été traités plus spécifiquement par des groupes de travail – ou commissions – internes de l'association. Les numéros 32 à 35 du Journal leur ont donné l'occasion d'actualiser les orientations les plus récentes de Culture & Démocratie : elles seront présentes dans les dernières pages de chacune des clés concernées.

Des « clés » donc. Et puis aussi des « encarts » : cet ouvrage était l'occasion unique de relier la proliférante récolte des contributions au Journal à quelques propos actuels sollicités auprès des acteurs des premiers temps. Jean-Marie Piemme, Bernard Focroulle,

Laurent Busine et Pierre Mertens se sont prêtés au jeu et leurs encarts sont, à l'instar des illustrations photographiques, des instantanés semés à quelques moments de l'ouvrage, comme autant de temps de pause offerts à la réflexion du lecteur.

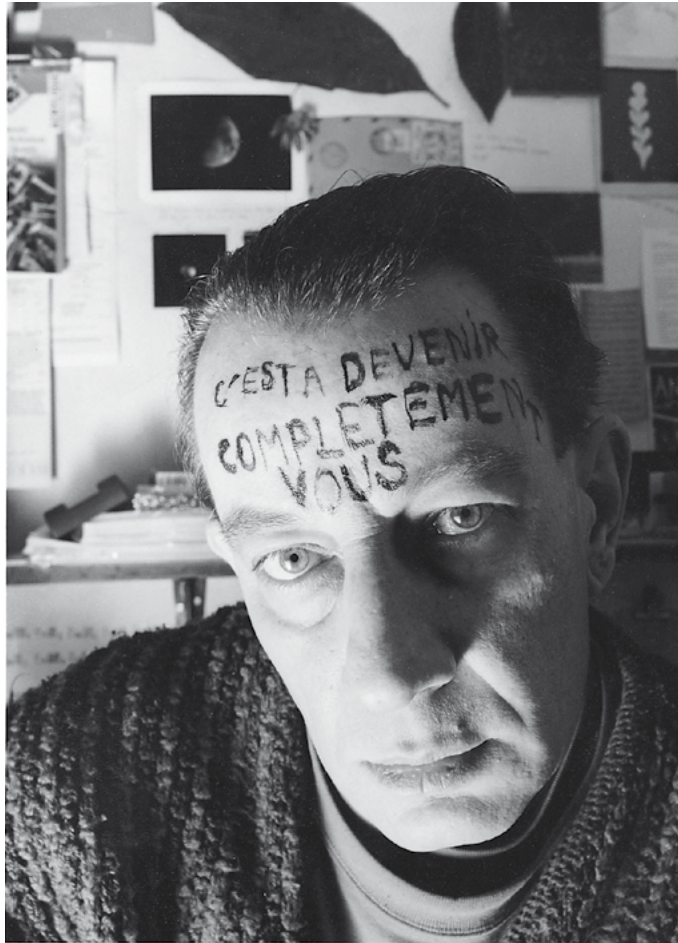
Des *encarts* qui sont aussi des *écarts* : ce qui leur était demandé était de dire, hors de toute convenance mais avec la force de leurs convictions toujours préservées, comment leur combat d'alors se poursuit aujourd'hui, en quoi il est à la fois autre et pareil qu'autrefois, comment aussi les temps de crise *écartèlent* leurs certitudes pour les faire se retrouver à l'infini.

Isy Brachot a généreusement ouvert ses mémoires – ses classeurs et ses souvenirs personnels –, et Georges Vercheval a apporté le regard scrutateur qu'il pose sur toute chose par le choix des photos illustrant cet ouvrage, comme il l'a fait pour chaque numéro du Journal.

À noter que cette méthode – clés et extraits – ne prétend ni à l'exhaustivité, ni à l'exactitude du copier-coller automatique : les extraits sont bien de la plume de leur auteur, mais peuvent aussi associer ce qui, dans l'original, peut être disjoint. Le rapprochement des mots permet de faire apparaître avec plus de force des éléments que la logique assemble et qu'une trop grande fidélité à l'original aurait, dans un ouvrage de synthèse, distrait de l'essentiel. Au demeurant, on pourra toujours consulter le texte complet dans le numéro du Journal référencé.

Dans de nombreux cas, certains propos moins développés à l'origine ont acquis avec le temps une évidence et une force imprévisibles. Ces surgissements de la pensée sont cependant là, parfois au détour d'une phrase, parfois débordés par d'autres mots ou d'autres priorités plus ponctuelles. Ceux à qui l'histoire a donné un caractère plus persistant, plus fondamental, voire une dimension visionnaire, sont ici présents et, pour l'essentiel sinon leur parfaite exactitude, mis en exergue.

Le pire aurait été de les oublier.



10.

---

# PREMIÈRES ANNÉES

11.

## PRÉMISSSES ET FRÉMISSEMENTS

### L'art en Belgique, tout est-il bonheur ?

1<sup>er</sup> juin 1992. Espace Senghor. Ita Gassel, membre fondateur du GRAP, le Groupe de recherche-action participative, est invité à débattre de la création en Belgique et de sa fonction économique et sociale. Le débat-spectacle *L'art en Belgique, tout est-il bonheur ?* organisé par le Forum d'étude et d'éveil européen (FEEE), est un appel à la « rencontre entre artistes, chercheurs et amoureux de l'art ». Dans l'entretien qu'il accorde à Anne-Cécile Brandenbourger, publié dans la revue *Euroscope* sous le titre « L'Art au coin de la rue », Ita Gassel réitère son constat, alarmant : « Dans les milieux populaires, les gens sont persuadés que la culture appartient aux classes les plus élevées et que leurs propres projets culturels ne valent rien. » Il est ethnologue et chercheur. Son intervention s'appuie sur une approche sociologique des *gens de peu* et des associations de quartier, les *invisibles*, mais ils n'ont pas été invités.

L'autre débatteur, Yves Bessières, est secrétaire général de l'Institut de Recherche pour le Développement de l'Espace Culturel Européen, qu'il a créé en 1990 avec le musicien et chef d'orchestre Yehudi Menuhin. Là, on joue dans la cour des grands. Ses interventions vont aller droit au cœur des institutions culturelles « phares ». Il fustige le manque de moyens financiers mis à leur disposition. Aux ministres et autres politiques présents ou soutenant, il rappelle que cet état des choses résulte de choix politiques. Il pousse les acteurs culturels à les approcher davantage : « Il y a un lien de causalité entre les uns et les autres et il est temps de donner un financement plus adéquat aux projets culturels belges. » Dans son entretien avec Françoise Tihon de la BBC, également publié dans *Euroscope*, il rappelle les années où le Théâtre de la Monnaie recevait « des Français qui montaient à Bruxelles ». Des propos qui, assurément, chantent aux oreilles de Bernard Foccroulle (directeur de la Monnaie), présent dans les travées de l'Espace Senghor. Pas loin de lui, l'écrivain Pierre Mertens, Serge Rangoni (directeur de l'Atelier Sainte-Anne), Jo Dekmine (Théâtre 140), l'acteur et metteur en scène Pierre Laroche,...

## 1992 : LES DÉS SONT LANCÉS

### Le 1% de la culture

Le 6 novembre 1992, un article du journal *Le Monde* donne le projet de budget de la culture en France pour l'année 1993. Ce budget met en pratique le « 1% pour la culture », une revendication de Jean Vilar dès 1965 et une promesse du programme socialiste de 1981. Le 18 février 1993, une réunion informelle à la Galerie Brachot – un premier *groupe de travail* – rassemble, à l'invitation des époux Brachot, le compositeur Pierre Bartholomé, Paul Danblon (Opéra royal de Wallonie), Bernard Foccroulle, Adrien Vanden Eede (du Comité olympique et interfédéral belge). Pressentis mais absents : l'écrivain Pierre Mertens, Philippe Van Kessel (directeur du Théâtre national de Belgique), Frédéric Flamand (directeur du KVS), Chantal Akerman (réalisatrice). Des objectifs sont posés : la nécessité d'une cohésion entre les « décideurs et responsables

culturels »<sup>1</sup> de Belgique pour convaincre les politiques – ceux que l'on suppose motivés –, d'accroître significativement les aides publiques aux institutions culturelles belges, sans distinction entre « Nord et Sud ».

« C'était, se souvient Isy Brachot, une bataille idéologique qui concernait les artistes en tant qu'acteurs du monde de la culture au sein de toute société démocratique. On pointait du doigt la lâcheté du monde politique qui ne prenait pas la culture au sérieux. »

Un constat est vite établi : « Les amateurs de produits culturels ne sont pas prêts à en acquitter les frais réels. L'aide publique est indispensable. Mais l'administration est démotivée. » Il faut frapper fort : pour concerner la collectivité et obtenir la solidarité, on trouvera un expert en communication qui reliera sport et culture (le Comité olympique fête ses cent ans et un colloque est prévu, avec quelques pointures politiques tel Vanden Boeynants...). On offrira des tickets pour des spectacles. La campagne pourrait porter sur la thématique « d'une Belgique qui néglige l'éducation culturelle et physique, ou sur la culture et le sport, facteurs d'équilibre et de paix ». Pourquoi pas « Les 24 h de la culture », un rendez-vous annuel fin septembre ? Bernard Foccroulle remettra une note et Paul Danblon un argumentaire. Priorités retenues : la concertation entre Flandre et Wallonie, sans enfermement dans les logiques séparatrices. Il faut chercher les bons relais politiques et les mobiliser – « ils ont tendance à diviser » –, trouver des budgets inutilisés : il y a quelques réserves destinées aux métiers à risque et l'action culturelle non plus n'est pas sans danger...

23 février 1993 : on fait le point. Quelques réactions : Pierre Mertens, toujours partant, s'étonne tout de même du lien avec l'olympisme, et comprend encore moins la référence à Vanden Boeynants, « ce gangster qui a saccagé Bruxelles ». La défense de la culture ne justifie pas tous les appuis. Il y a aussi un article dans *Le Soir*, « La nécessaire union », signé Georges Dumortier, alors directeur du Botanique : « La culture n'appartient pas aux responsables culturels mais au public. » Il est vrai qu'il ne fait pas partie des éminences sollicitées.

### Un premier argumentaire : une culture savante pour une société avancée

8 mars : invitation, au Grand Foyer de la Monnaie, de personnalités représentant les grandes institutions des deux rôles linguistiques. Elles formeront le premier groupe de travail de la future association. Danblon propose son argumentaire. En synthèse : toute « société développée » comporte une dimension culturelle et l'activité artistique doit donc disposer des moyens nécessaires à son exercice : « Dans une *société industrielle avancée*<sup>2</sup>, les produits de divertissement sont viables par eux-mêmes voire franchement bénéficiaires : telle est la loi du marché. » Mais pas pour « ce qu'on appelle la *culture savante* faute de mieux, qui ne constituera jamais une activité économique rentable ni même équilibrée, destinée au consommateur cultivé qui ne peut ni ne veut payer son prix. Il est donc dans la mission naturelle des pouvoirs publics dans une *société démocratique* de la rendre possible. » Texto.

Le concept de *démocratie* était apparu une première fois dans l'argumentaire, mais de manière assez ambiguë et entre guillemets : « Une certaine critique

1 Les citations non identifiées autrement dans ce chapitre proviennent de documents d'archives conservées par l'association ou gracieusement mises à disposition par Isidore Brachot.

2 Sauf précision, les termes en italiques sont de la rédaction.



«démocratique» va jusqu'à mettre en cause le bien-fondé des subventions culturelles [...] un argument qu'il faut rencontrer. » Et une troisième fois, dans un processus d'assainissement [sic] en posant « un acte politique de valorisation de la culture, *la déclarant valeur démocratique*, constatant que cette culture que nous défendons est un facteur de paix et d'harmonie sociale ». Mais – deux précautions valent mieux qu'une – on valorisera aussi sa rentabilité financière – par ses retombées – et le redressement de l'économie, la relève du public futur et l'image de marque du pays, pour faire en sorte qu'« en cette fin de millénaire, à l'instar de l'instruction publique au siècle précédent, la culture, valeur essentielle pour tous, soit réellement sur le marché et trouve son public ».

26 mars. L'argumentaire ne semble pas poser problème, seulement ses destinataires. L'objectif est de créer une plateforme qui rassemble le monde culturel et de convaincre l'opinion publique qu'1% du budget de l'État est indispensable pour la culture « que nous défendons ». On s'accorde sur le fait que, insuffisamment haute sur l'échelle des valeurs, elle doit être un *droit de l'homme*.

Le 3 avril, à la SACD, une table ronde met l'accent sur la création comme part essentielle de l'activité culturelle. Le 21 (le Comité olympique est absent et le restera !), un courrier de Danblon réplique que la création, d'accord, mais sans oublier que « la consommation culturelle – c'est-à-dire le *répertoire* [sic] –, constitue quantitativement l'aspect dominant de la culture. Le public généralement cultivé est sociologiquement minoritaire. Le public des créations est une minorité de minorité. *Dans une société démocratique* il faut qu'une part aussi importante que possible consomme spontanément et avec plaisir une masse importante d'une matière culturelle de qualité, sous peine d'une rupture du corps social, de l'isolement d'une élite. Elle est la condition d'une activité créatrice vivace et *politiquement licite*. »

Cette approche fait l'objet de réserves croissantes. Peut-être la référence à la démocratie apparaît-elle un peu trop comme un argument circonstanciel ? Par ailleurs, un dénominateur commun à tous les interlocuteurs du monde culturel est-il possible ? Le consensus va se faire sur la marginalité de la reconnaissance de la culture et l'absence d'une politique de l'État belge en ce domaine. Des actions sont décidées : vers les décideurs politiques, vers les partis, selon leur intérêt pour la culture. On analysera l'adéquation entre les programmes et les réalisations, les carences, les contradictions. On étudiera les pôles de pouvoirs – communal, régional, provincial, national – en vue des élections. Les citoyens ne sont pas oubliés : les milieux scolaires et universitaires. Ni la presse. On tentera une comparaison avec l'engagement politique sur la culture dans quarante-cinq pays dans le monde. On demandera un sondage à la s.a. Dialogic. Objectif : la perception de la culture par le grand public, le public culturel, les professionnels « notamment ceux ayant une démarche lobbyiste », les entreprises. On étudiera les montants réels alloués. On sensibilisera des personnalités au-delà de la sphère culturelle, par exemple la Fondation Roi Baudouin. On soulignera les aspects économiques du secteur culturel (le projet Artopol en Région de Bruxelles-Capitale).

#### Et la démocratie parut, vitale : l'argumentaire de Jean-Marie Piemme

Bref, cela fuse de tous côtés, la dynamique est en marche et le groupe de travail, qui s'agrandit, déterminé. Surtout, on demande à Jean-Marie Piemme de s'appuyer sur les débats et de proposer un texte qui puisse dépasser les contradictions, rallier les

culturels et provoquer les politiques. Ce document, légèrement modifié par une incise sur l'aspect économique, deviendra le futur *Manifeste*.

19 mai. Grand Foyer du Théâtre Royal de la Monnaie. Le texte de Piemme repose sur un triple constat : « Les dynamiques de création et de diffusion des arts et de la culture participent de manière significative à l'existence d'une *société civilisée* et à son identité culturelle ; elles sont un contrepoint qualitatif à la recherche du bien-être matériel ; les énergies qu'elles développent travaillent en profondeur la *vitalité d'une démocratie*. »

C'est apparemment la première fois que le terme « démocratie » est utilisé comme référence politique absolue et non plus comme un moyen, un qualificatif, ou un argument.

On s'accorde sur la nature et l'ampleur des revendications. Les difficultés des finances publiques ne peuvent plus hypothéquer le devenir de la société qui implique l'affectation d'1% des budgets publics aux dépenses culturelles, le caractère obligatoire d'un article culturel à tous les niveaux de pouvoir et les expressions artistiques dans les programmes de l'enseignement de la maternelle au supérieur. Aux rares interventions en faveur d'une indépendance de l'art par le seul recours à la société civile, le groupe de travail oppose l'impératif engagement des pouvoirs politiques en faveur du soutien public à ces revendications, qu'accompagneront des actions ciblées.

Les réunions se succèdent : 18 juin, sur le projet d'enquête d'opinion ; 14 septembre : le groupe de travail se subdivise en deux sous-groupes. L'un s'occupera des actions culturelles, en premier lieu celle lancée vers les responsables politiques au Nord et au Sud ; l'autre poursuivra les analyses sur les déclarations d'intention des partis et les moyens financiers publics des acteurs culturels, ainsi que du sondage sur l'opinion du public sur le « 1% à la culture ». La société Dialogic présente un plan de communication avec pour perspective « le monde culturel dans la nouvelle Belgique ». Objectifs déclarés : faire de la culture un enjeu de société et présenter le groupe de travail comme représentatif de la culture au plan national. Plus c'est gros...

#### Le Groupe Culture et Démocratie

25 septembre. Préparant la rencontre du 30 septembre avec des ministres d'État, Bernard Focroulle désigne le groupe de travail sous le nom de « Groupe Culture et Démocratie » (ci-après : GCD). Cet intitulé va désormais s'imposer : lors de la conférence de presse du 14 octobre et aux personnes réunies autour du Manifeste – daté du 29 septembre 1993 –, que chacun est invité à signer et à renvoyer au Théâtre Royal de la Monnaie. La presse est réactive. Elle reprend les grandes lignes de l'analyse et des exigences du GCD – appel à la relance de la culture dans une société civilisée ; exercice de la tolérance ; vitalité de la démocratie – et relaie les propos de Bernard Focroulle : « Nous voulons penser la culture comme un enjeu de la société. Une culture qui se replie sur elle-même est appelée à mourir. » Quelques hiatus apparaissent quant à savoir s'il faut ou non utiliser l'argument de la culture « créatrice d'emploi ». Vingt ans plus tard, le débat, toujours ouvert, se radicalisera encore davantage en raison du discours européen faisant le choix de favoriser des entreprises culturelles.

15 octobre. *Le Soir* fait écho à la conférence de presse sous le titre : « Le cri des artistes : la culture, enjeu de société. » Le quotidien étend ainsi de lui-même à tous les artistes – ou y fait naître – « l'appel d'une trentaine d'institutions, d'artistes et de



politiques ainsi rassemblés ». Il inscrit l'appel du GCD dans la question posée par Anvers, capitale européenne de la culture 1993 : « L'art peut-il sauver le monde ? », un événement parfois critiqué pour son élitisme, mais imprégné de l'idée multiculturelle. Le journal ne manque pas non plus de rappeler aux politiques la proximité des échéances électorales.

Le 21 octobre, Javier Pérez de Cuéllar, président de la Commission mondiale de la culture, prononce un discours à l'Unesco : « Pour un autre développement : le contrat culturel. » Il souligne la dimension symbolique de la culture, « facteur d'épanouissement pour tous, source et finalité du développement ». « La culture et le savoir occupent une place de plus en plus centrale au centre de toute activité humaine. Elle façonne nos actes et nos conduites. Elle n'inclut pas seulement le patrimoine physique ou symbolique, elle n'est pas seulement la fréquentation élitiste des œuvres de l'esprit : elle est langage, réflexion, innovation, création, capacité critique et action sur le monde, *la seule chose que le partage grandit.* »

Cette prise de position pousse quelques personnalités jusque-là attentives à tenir des propos presque imprécatoires. Le 18 octobre dans *La Libre Belgique*, Jacques Franck, un proche de Marcel Hicter, se réjouissait des résultats du sondage où une majorité estime la culture « nécessaire à la démocratie et porte-drapeau à l'étranger ». Après les fortes paroles de Javier Pérez de Cuéllar, son discours se fait de fait plus mordant : « *Sur quelle arche de Noé sauver et transmettre notre culture, pour ne pas aborder le troisième millénaire en voyageurs sans bagage ? Des pans entiers de notre culture disparaissent sous l'effet conjugué des technologies, de la recherche capitaliste du rendement et de l'écroulement des mythes. Les politiques ne savent plus quel chemin prendre* », d'autant que pour ce qui est de la démocratie, « la corruption politique ou mafieuse gangrène la foi démocratique. Sur quelle arche embarquer notre mémoire et nos espérances ? »<sup>3</sup>

Hormis Édouard Poulet qui préside le Conseil régional bruxellois, pour qui « le Manifeste est une contribution spécifique à la vie culturelle européenne », pas encore de réaction publique au Manifeste de la part des politiques. Peut-être ont-ils lu que le sondage laisse apparaître une autre tendance : seulement 53 % des sondés estiment la culture nécessaire pour la démocratie !

Des appuis politiques plus discrets, qui vont de l'attention favorable au soutien enthousiaste et parfois argumenté, affluent toutefois sur le bureau de Bernard Focroulle au Théâtre Royal de la Monnaie.

### 1993 : LES DÉS ROULENT

#### Structuration et première passe d'armes politique

Le GCD doit maintenant assurer la suite du programme : la future organisation à la fois opérationnelle et juridique de l'association de fait – dont les signataires du Manifeste deviennent les membres –, mais également le choix d'une méthodologie visant à transformer les cinq points du Manifeste en une politique d'action à moyen et long terme.

Fin novembre, sur base d'un document de Dialogic et de l'analyse des réactions, se met en place un secrétariat, logé au Vlaams Theater Instituut et coordonné par sa

directrice, Ann Olaerts. On s'amuse à pointer la réaction plutôt contradictoire d'Éric Tomas, ministre de la Culture et du Budget de la Communauté française de Belgique (ci-après CFB), qui le prend d'abord d'assez haut – lui qui « n'apprécie que la culture de divertissement » – puis, saisi par l'ampleur des réactions, précise : « Le budget culture atteint 2% du budget de la CFB (5% avec l'audiovisuel), avec priorités à la lecture publique, l'animation, la formation, la danse, le théâtre, les musées, les centres culturels et d'expression et de créativité, la jeunesse, l'éducation permanente et la formation des citoyens. » Objectif annoncé : la lutte contre l'exclusion sociale. Il demande aussi si les autres politiques se sont prononcés en faveur du Manifeste avant ou après la campagne de presse...

Question restée sans réponse, on s'en serait douté. Les chiffres du ministre ne semblent d'ailleurs pas convaincre le GCD. Cependant, lors de la publication des budgets le 29 décembre, ce dernier se réjouit publiquement de l'accroissement des dépenses strictement culturelles dans les deux communautés tout en insistant sur la nécessité d'atteindre puis de dépasser le « 1% pour la culture ». Un autre communiqué de presse exprime en même temps l'inquiétude et la désapprobation du GCD devant la réduction de plus de 80 % des subventions de l'État à l'Orchestre philharmonique de Belgique.

L'année 1993 se termine sur cette passe d'armes communautaire et cette condamnation du désengagement de l'État.

### 1994 : L'ANNÉE DE LA FONDATION DE CULTURE ET DÉMOCRATIE/ KUNST EN DEMOCRATIE

#### Valeurs démocratiques vs démocratie

Eliane De Wilde a été élue première présidente de l'association (encore « de fait »). L'action n'attend pas : un courrier aux membres, daté du 3 janvier 1994, rappelle les objectifs prioritaires et les arguments – l'emploi dans le secteur culturel et, les élections approchant, les politiques communales. En Flandre s'ajoute l'enseignement « dans le cadre de la restructuration radicale ». Le secrétariat demande à chacun de faire remonter les informations sur ces thèmes et d'apporter une contribution financière à l'association en cours de constitution (non soutenue par les pouvoirs publics).

Le 28 janvier, une assemblée plénière réunie au Théâtre National, à quelques corrections près confiées aux bons soins des fondateurs, approuve les statuts de la future asbl bicommunautaire Culture et Démocratie/Kunst en Democratie, rédigés dans les deux langues. Chacun viendra les signer au siège entre les 2 et 23 mai. L'article 3 – la définition de l'objet social – a demandé la plus grande attention, et les débats l'ont décanté pour en retenir l'essentiel : « L'association a pour but de promouvoir la culture en tant que valeur démocratique de la société. Elle fonde son action sur les principes de participation, de solidarité et de responsabilité. Elle défend activement la place de la culture auprès des institutions de l'État fédéral, des Régions, des Communautés, des Provinces et des Communes ainsi que de tout autre organisme public ou privé, belge, international ou étranger. Elle réalise son objet social seule ou en collaboration avec d'autres associations belges ou étrangères. »

Le lien entre la culture et la démocratie est pour longtemps circonscrit à la qualification de la première en tant qu'expression d'un *idéal démocratique*. Les temps ne

sont pas encore venus où chacun des deux termes, et la conjonction qui les relie, seront maintes fois interrogés. Pour l'heure, ils sonnent comme des évidences.

### Quelle politique pour quelle culture ?

Les réunions qui suivront l'assemblée fondatrice vont s'activer autour du sujet essentiel : quelle politique – et donc quel budget – pour quelle culture ? Une commission « Politiques culturelles » va se pencher sur les multiples aspects de ces questions. Elle analyse les effets de l'article 128 du Traité de Maastricht attribuant des compétences à l'Union européenne. Elle passe en revue les politiques culturelles en Allemagne et en France où tout est mêlé, temps libre, jeunesse, sports, communication, municipalités, départements, médias.. Elle scrute les budgets belges : celui du Fédéral qui devrait passer de 0,6 à 1%, celui de la CFB qui devrait atteindre le 1% hors audiovisuel et enseignement artistique – une réponse tardive au ministre Tomas –, mais « sans opposer animations et créations », et celui des Régions qui n'ont a priori pas de compétences culturelles mais « c'est une question d'état d'esprit ». Elle commente la politique culturelle des Villes et Communes et leur manque d'initiatives culturelles, tandis que les Provinces, dont les dépenses culturelles vont de 2 à 10% des budgets, sont félicitées. Elle entend un exposé de Jean-Pol Baras (secrétaire général de Présence et Action Culturelles) sur les politiques communales, et les conclusions d'une étude approfondie des dépenses culturelles dans les communes francophones où tout se joue autour de ce qui est obligatoire – les bibliothèques – et ce qui est – et va demeurer – facultatif alors que « c'est toute la culture qui est un service public ».

La commission politique rappelle le credo du président François Mitterrand : « La culture est un facteur de développement économique » et souligne qu'engager un animateur culturel coûte moins à l'État qu'un chômeur. Elle propose des actions de promotion, de formation, de participation, d'accessibilité.

En avril, Culture et Démocratie/Kunst en Democratie prend connaissance du Plan régional de développement pour Bruxelles (ci-après PRD) et fixe sa ligne d'action : « Accompagner les intentions de mesures concrètes et inclure des mesures visant à protéger et/ou à créer les espaces de création artistiques de nature à attirer les créateurs. » Elle soutient le projet de candidature de Bruxelles comme future Capitale européenne de la culture en l'an 2000 et « future capitale de la création », ainsi que son « initiative de sensibilisation des jeunes dans des pratiques socioculturelles porteuses de valeurs de socialisation » (la future Zinneke Parade).

Voilà pour la culture.

Maintenant au tour de la démocratie.

### La culture, composante majeure de la démocratie.

Le 16 mai, Philippe Grombeer, directeur des Halles de Schaerbeek et membre de Culture et Démocratie/Kunst en Democratie, présente la synthèse des Rencontres d'Enghien sur le rôle du réfugié dans la recomposition des sociétés modernes en réponse à la « panne de citoyenneté qui caractérise nos démocraties ». « La fonction démocratique s'est structurée autour de niveaux de pouvoirs stables et clairement identifiés. Or, on assiste à une redistribution du pouvoir vers des structures infranationales ou supranationales. Le développement des instruments de contrôle, une inflation législative et la multiplication des normes soumettent la gestion publique – donc celle de la culture – à des tensions contradictoires. Le débat public ne peut plus être

l'apanage exclusif des hommes politiques. Comment réinstaurer un tissu de solidarité, récupérer nos prérogatives de citoyens ? »

Ces questions serviront de point de repère lorsque le Journal – il naîtra dans sept ans – établira ses premiers titres de chapitres intérieurs. En juin, l'asbl publie une première plaquette de prise et de position et d'information comprenant le texte du Manifeste et la liste de ses premiers signataires. Bernard Focroulle projette la réalisation d'un Bulletin d'information (newsletter) non titré, sinon sous le logo de Culture et Démocratie/Kunst en Democratie.

À l'automne 1994, l'asbl prépare les États généraux de la culture sur le thème « Culture et Communes », sur base de l'étude présentée par Jean-Pol Baras. Trois lieux sont prévus, l'organisation des débats étant confiée à des membres fondateurs : Anvers (Jerry Aerts), La Louvière (Laurent Busine, directeur des expositions au Palais des Beaux-Arts de Charleroi) et Bruxelles (Bernard Focroulle) avec témoignages et interpellations de responsables politiques. L'objectif est l'inscription obligatoire des dépenses culturelles dans les budgets communaux, la transparence et les rapports avec les autres niveaux de pouvoirs. Des exigences qui seront reprises dans le « contrat culture » du secrétariat à l'action culturelle du Parti socialiste comme contribution au débat sur les élections communales : « Pour une culture vivante dans une commune vivante : la culture est une composante majeure de la vie collective et de la démocratie. »

### Après 1994 : le grand tournant

L'année 1994 a permis de vérifier l'élan et la capacité d'action de la jeune asbl. L'assemblée générale qui se réunira début 1995 pour entendre les résultats de ces actions aura du grain à moudre.

L'objectif « enseignement » a été un peu délaissé. Par contre, de grandes actions s'annoncent qui « défendent la culture là où elle est menacée » : la soirée « Sarajevo capitale culturelle 1994 » et « Bruxelles sans frontières », « deux opérations qui ont pu avoir lieu grâce à la générosité des membres », mais aussi au soutien à la Société philharmonique et à l'aide du Centre arabe d'art et de littérature.

Rappelons aussi que 1994 fut l'année du vote de l'article 23 de la Constitution belge qui garantit « le droit à l'épanouissement culturel et social », et 1995 celle de la publication du Rapport général sur la pauvreté qui rappelle dans son chapitre 4 qu'« on crève de solitude et d'ennui avant de crever de faim ». Ce qu'Ita Gassel soulignait déjà à sa façon lors de la « rencontre-débat » à l'Espace Senghor en 1992 ne pouvait plus rester lettre morte pour Culture et Démocratie/Kunst en Democratie.

Même si initialement il s'agissait d'abord, et comme dans la plupart des cas, d'accroître « simplement » l'accès à (la consommation de) la culture. La Zinneke Parade est encore loin et dans les hautes sphères culturelles, on ne semble pas connaître les démarches participatives des CEC ou du théâtre-action, pour citer les plus anciennes et les plus organisées.

### DE 1994 À 1996 : SANS FRONTIÈRES, AU PROPRE ET AU FIGURÉ

#### De Bruxelles à Sarajevo

La première volonté du projet « Bruxelles sans frontières » était d'élargir la participation culturelle : « On a surtout cherché les moyens par lesquels atteindre ces

populations immigrées et défavorisées qui ne peuvent – ou si peu – profiter de l'offre culturelle. » Pour atteindre son objectif, Culture et Démocratie/Kunst en Democratie réunit des représentants des secteurs artistique, socioculturel et associatif et amorce un dialogue intersectoriel. C'est vers un processus d'information mutuelle et de communication croisée que l'asbl développera ses actions futures en ce domaine.

« Bruxelles sans frontières » part du constat d'une fracture sociale croissante et de ses effets sur la culture, « fragilisée, confrontée à des difficultés financières croissantes qui n'épargnent ni le secteur artistique, ni le socioculturel, ni les publics, le citoyen étant de plus en plus préoccupé par ses dépenses de (sur)vie ». Le projet vise à rendre plus effectif le droit à l'épanouissement culturel (référence à l'article 23 de la Constitution) et appelle le monde culturel et le monde associatif à « un dialogue plus urgent et plus indispensable que jamais ». Des échanges et des rencontres sont prévus, ainsi que des ateliers animés par des conférenciers d'envergure internationale, introduisant à une « culture de débat ». Une collaboration est prévue avec les conférences « Millenium » de la Fondation Roi Baudouin (ci-après FRB), avec pour enjeu un programme qui puisse servir de fil conducteur à une série de rencontres s'échelonnant de 1997 à 2000.

Pour Culture et Démocratie/Kunst en Democratie, c'est un tournant capital qui se dessine. Il n'emporte pas l'adhésion de tous ses fondateurs mais est justifié tant par la situation que par les espoirs provoqués par la finale du Manifeste : « Nous sommes parfaitement conscients que notre société se trouve aujourd'hui confrontée à des problèmes sociaux et économiques considérables [dont] les solutions passent notamment par un développement culturel démocratique. » C'est aussi un tournant structurant : avec le partenariat de la FRB et la campagne Art 23 s'ouvrent des perspectives à moyen et long termes, une ouverture aux « artistes qui estiment avoir un rôle à jouer dans la lutte contre l'exclusion sociale »<sup>4</sup>.

Le champ international est ouvert : « Sans frontières » n'est pas qu'une image symbolique.

Le 5 décembre 1995, réuni à place Saintelette – son nouveau siège social – le CA approuve la création du Groupe Bruxelles-Sarajevo, constitué dans le cadre de Culture et Démocratie/Kunst en Democratie (en partenariat entre autres avec le Kunstenfestivaldesarts et Causes Communes) qui a pour objet une participation au Festival d'Hiver de Sarajevo et « la mise en place d'une relation permanente entre les forces culturelles des deux villes et des deux pays, afin d'aider à la redynamisation de la vie culturelle à Sarajevo et en Bosnie ». La COCOF soutient le projet « Bruxelles sans frontières » par un subside exceptionnel.

## DE 1996 À 1998 : LE CHAMP SOCIAL, LE RÉSEAU, LA SÉPARATION

### 1996 : relier le social et le culturel

Mai. « Paradox(e) » : rencontre débat dans le cadre du Kunstenfestivaldesarts traitant du paradoxe entre l'autonomie de l'artiste et sa responsabilité sociale.

Septembre. Art 23 : lancement de la campagne d'appels à projets valorisant les initiatives originales alliant une dimension artistique à une démarche d'émancipation sociale.

En parallèle, mise en place d'une « banque de projets » où se retrouvent ces initiatives « lorsqu'elles impliquent des personnes en situation d'exclusion sociale », prise dans une acception très large.

Mise en route de la création « d'un réseau où les membres des secteurs culturel, artistique et socioculturels pourraient apprendre à mieux se connaître ».

Pré-projet Bruxelles 2000 : « Bruxelles et sa sphère sociale », une analyse des projets artistiques et culturels susceptibles d'aider à la lutte contre l'exclusion sociale à Bruxelles.

Et dans la partie communication : création d'un dépliant de présentation de Culture et Démocratie/Kunst en Democratie et de Paradox(e), débat sur l'autonomie artistique et la responsabilité sociale, et publication du numéro d'essai d'un périodique trimestriel.

« Relier le social et le culturel » semble devenir l'objectif dominant de l'asbl, « devenir le lieu de rencontre où se rejoignent les différentes composantes – parfois très isolées – de la société civile ; la démarche peut être féconde », conclut *Le Soir* du 18 septembre 1996 à propos du programme Art 23. Une mise au point toutefois : pour la FRB, le critère, « c'est la fonction de conscientisation et l'image positive des participants ». Pour Bernard Focroulle, « cela ne signifie pas que la démarche doit primer sur la qualité ». Une réserve – ou une précaution – qu'il va cependant nuancer dans un second entretien : « Notre surprise est de trois ordres : nous n'avions pas conscience de la dimension culturelle dans la pauvreté ; nous ne soupçonnions pas le nombre d'artistes prêts à s'engager dans des conditions de travail artistique très différentes de celles qu'ils connaissent habituellement ; enfin, le saut qualitatif. » Une surprise qui permet de prendre la mesure des a priori éminemment subjectifs de la notion de qualité qui, depuis que les arts ont accompagné des luttes sociales, nourrit débats et rejets, disqualifications et abandons plus éprouvants les uns que les autres pour les travailleurs des arts et du social, et – c'est le plus grave – pour les participants créateurs.

### 1997 : le temps du réseau et du renouvellement

L'année s'ouvre sur une relance du réseau en vue de réaliser un « inventaire de projets expérimentaux » et d'« aboutir après quelques années à plusieurs centaines de projets qui pourraient faire entendre leur voix ». Pour le 10 janvier, on attend de Bernard Focroulle et de Bruno Ducoli – président du Centre bruxellois d'action interculturelle, qui a rejoint le CA et le Bureau de l'association – un texte « abordant de façon large les problèmes actuels de la société, et qui énumérera des propositions visant à améliorer la situation ». Ce texte devra relancer le dialogue avec le monde politique sur « le rôle des projets culturels en tant que facteurs de lutte contre l'exclusion », dans la continuité du Rapport général sur la pauvreté. Quatre journées d'étude sur le thème « Culture et émancipation sociale » sont organisées en collaboration avec la FRB. Objectif : tester les analyses de Culture et Démocratie/Kunst en Democratie, favoriser les échanges entre disciplines et offrir un espace de liaison et de propositions à présenter aux pouvoirs politiques lors d'un forum national début 1998.

À l'initiative Art 23 s'ajoute à présent le projet Bruxelles 2000 (Marcel De Munnynck, directeur du Centre culturel Jacques Franck, a également intégré le CA et le Bureau). La note « Bruxelles 2000 et sa dimension sociale » est approfondie et les suggestions de Culture et Démocratie/Kunst en Democratie influencent la préparation

de l'événement. À l'initiative de l'échevin de la culture de la ville d'Anvers, une journée est organisée dans le cadre du volet culture du Fonds d'impulsion sociale. La Communauté flamande subsidie également une étude « Art et tissu social » à Bruxelles. Au plan européen, l'asbl, qui s'est inscrite dans le Réseau d'initiatives culturelles de proximité en Europe (ci-après RICE), prépare en collaboration avec quatre associations de France, d'Italie, d'Espagne et d'Irlande et à l'invitation de Banlieues d'Europe une rencontre sur « l'intervention artistique dans les parcours de formation et d'insertion », la part culturelle du Fonds social européen (FSE, programme Integra). Ces aspects sociaux à présent dominants forment la matière rédactionnelle du trimestriel *Art.23*, qui prend provisoirement la place du projet de Bulletin d'information de Culture et Démocratie/Kunst en Democratie.

Sur un plan plus politique, Georges Vercheval, directeur du Musée de la Photographie de la Communauté française, qui a également rejoint le CA et le Bureau de l'asbl, prend l'initiative d'inviter les artistes Paul Gonze, Daniel Ser et Frédéric Ruymen à Charleroi pour interroger « La place de l'artiste et des intellectuels dans la société », lors d'une conférence qui s'inscrit dans le cadre de l'exposition « Dérision et Raison » au Musée de la Photographie. Par ailleurs, l'assemblée générale de Culture et Démocratie/Kunst en Democratie se prononce pour l'attribution du droit de vote à toute personne résidant en Belgique depuis au moins cinq ans. L'asbl s'associe à cette occasion à l'action entreprise par les milieux artistiques et culturels bruxellois.

Le metteur en scène Philippe Sireuil et Philippe Van Kessel démissionnent. Paul Gonze et le dramaturge Richard Kalisz rejoignent le CA et le Bureau. Bernard Focroulle abandonne son mandat à la présidence de l'asbl : Bruno Verbergt, coordinateur général de Antwerpen Open, et Laurent Busine assureront la coprésidence. L'asbl éprouvant des difficultés à obtenir des subsides en raison de sa forme bicommunautaire, une restructuration s'impose : fin 1997, l'association se résout à préparer sa scission interne.

### 1998 : le temps de la séparation

L'année poursuit les projets antérieurs – RICE, Bruxelles 2000 – parfois en les renouvelant – Art 23 – ou en les accroissant – publication *Pauvreté et Culture* sur les réalisations artistiques des projets Art 23, développement du centre de ressources sur la culture et l'émancipation sociale.

Lors de l'AG du 19 mars 1998 au Théâtre royal de la Monnaie, on entendra pour la première fois quelques réticences sur la prédominance des aspects sociaux dans les projets et les partenariats de l'association : « L'année 1997 a été marquée par un développement positif, un renforcement de l'association, et une dynamique croissante. La dimension art et émancipation sociale est très importante pour Culture et Démocratie mais la tâche de l'association ne doit pas se limiter qu'à cela : elle ne doit pas négliger l'aspect artistique. » Heureusement, « la liaison entre art et culture d'une part, et démocratie de l'autre se retrouve au premier plan, ce qui se remarque par une participation plus grande de tous dans la vie de l'association ». Dont acte.

Heureusement (si le constat est confirmé), car le traumatisme le plus important de cette année 1998 est la création de deux entités distinctes : Culture et Démocratie, francophone, et Kunst en Democratie, néerlandophone, avec une séparation des activités et de l'organisation interne. Elles seront cependant coiffées par la coupole

bicommunautaire de l'association originelle, à partir de laquelle la ligne de travail sera définie. L'association-mère vivra de cotisations, les deux nouvelles pouvant obtenir des subsides de leurs pouvoirs de tutelle en raison de cette séparation identitaire. Ces changements seront traduits dans les statuts et les budgets lors de l'AG du 19 mars 1998.

Une autre question préoccupe un certain nombre de membres : l'actualisation du Manifeste de septembre 1993. Un « texte martyr » est présenté, qui rappelle que l'association alors bicommunautaire fut fondée pour « renforcer la valeur démocratique de la culture ». « Depuis lors l'association a travaillé assidument pour encourager la participation de tous à la vie culturelle en dépassant toute exclusion. » La division de l'asbl originelle en deux entités la pousse à rappeler l'importance du dépassement des frontières entre communautés. L'autre dimension est la conviction que « les artistes et acteurs culturels en étroite collaboration et en concertation avec les travailleurs sociaux et socioculturels peuvent et veulent assumer leur rôle social ». Le texte se poursuit par une proposition de Charte98 qui reprend l'essentiel du Manifeste de 1993, avec l'ajout d'une référence au rôle de la culture dans la lutte contre la pauvreté, et une modification de la première phrase précisant que le « développement harmonieux de l'identité (d'une société) est *par définition ouvert* ».

On ne peut pas vraiment établir que l'identité d'une société serait « ouverte par définition » mais pour l'asbl, au moment de sa séparation, soit au moment où les enjeux communautaires lui imposent de renoncer à sa première revendication, il n'était pas inutile de l'affirmer. Ou du moins de le tenter, car le projet de Charte, « au concept duquel il est indispensable d'encore réfléchir », est depuis lors, resté sans suite.

## 1999 (ET 2000)

### 1999 : avis de tempête

Les aspects financiers prennent un temps le dessus des préoccupations. Si une nouvelle convention limitée à l'année 1999 est signée avec la FRB, ce sont en effet les contacts avec les cabinets et ministères qui prévalent avec pour enjeu la reconnaissance future de l'asbl Culture et Démocratie par le secteur de l'Éducation permanente. Elle est entretemps soutenue par une convention spécifique « culture » qui lui donne davantage de stabilité. L'association flamande sœur obtiendra ses subsides auprès du Fonds d'impulsion sociale dans le cadre de la Politique fédérale des Grandes Villes.

D'autres menaces pèsent sur Culture et Démocratie : la perte apparente de représentation du monde artistique, et des problèmes de lisibilité et de communication. Paradoxalement cependant, le nombre s'accroît des personnes et des associations favorables aux positions de l'asbl, et qui approuvent son rôle d'avant-garde et de source d'informations à laquelle font appel de plus en plus d'acteurs sociaux et culturels.

22 décembre 1999. Dernière réunion des administrateurs dans le siècle qui s'achève. Le triptyque – pour ne pas parler de « trinité » – imaginé pour la survie de l'association n'a réglé que le problème institutionnel. On parle de crise. Pour Claire Frédéric – coordinatrice depuis début 1999 – le message de l'association n'est plus clair : une position ambiguë sur le statut de l'artiste en a été l'exemple le plus explicite. Le malaise commun à beaucoup d'associations a gagné la permanence, obligée d'assurer à la fois le travail dont elle porte de plus en plus la charge, et la recherche des

moyens de sa propre subsistance. Paul Gonze évoque des problèmes de représentativité, de dépendance ou de proximité disproportionnées à l'égard de certaines grosses structures (Bruxelles 2000, FRB) et critique l'éloignement progressif entre colloques ou publications et le terrain.

Ivo Janssens, qui reprend la coordination, fait approuver un plan de travail pour l'an 2000. L'association assurera la défense d'une culture qui, « pour se confronter au monde économique, politique et médiatique doit se détacher d'une vision encore ancrée dans le XIX<sup>e</sup> siècle. Elle doit abandonner une façon linéaire de penser et abolir les frontières entre les différents secteurs sociétaux (notamment dans la recherche de subsides) ». Les rigidités internes de l'asbl et ses problèmes de visibilité devraient s'estomper par la capacité de l'association à faire évoluer ses objectifs, qui doivent pouvoir être réorientés en fonction du résultat des actions entreprises.

Celles-ci seront définies, vers l'école notamment et avec davantage de position éthique sur les partenariats. Mais deux questions vont, pour faire le saut du millénaire, accompagner les administrateurs les plus actifs et la coordination permanente : « Les termes Culture et Démocratie donnent trop souvent l'impression de recouvrir deux dimensions abstraites » (Bruno Ducoli); et « il faut réfléchir à pourquoi "culture et démocratie", et redéfinir notre but » (Laurent Busine).

Dans le programme des sujets retenus pour le début du prochain millénaire, on peut lire, à côté de « la place de l'artiste » et de « culture et citoyenneté », une étrange proposition, peut-être prémonitoire : « démocratie et ingratitude ». Décidément une réflexion de fond demeure indispensable : prévue pour le premier CA de l'an 2000, elle n'aura lieu qu'en 2001.

L'an 2000 fut temps de pause et de synthèses : un rapport sur l'art à l'école fut encore réalisé, et diffusé dans les écoles.

### 2001 : LA REPRISE. NAISSANCE DU JOURNAL DE CULTURE ET DÉMOCRATIE

Un document intitulé « Culture et Démocratie, perspectives et projets », signe le début de la reprise. Il a été établi par Georges Vercheval, désigné à la présidence de l'asbl Culture et Démocratie en novembre 2000, et par Sabine Verhelst qui, depuis mars 2001, assure la coordination permanente de l'association.

Une convention décidée par le ministre de la culture Rudy Demotte stabilise la situation financière et permet « un nouveau départ ». Les « perspectives et projets » sont le résultat d'entretiens avec des membres tant des instances de l'association que de l'administration de la CFB, « destinés à redéfinir le rôle de Culture et Démocratie, son mode de fonctionnement et les projets à mener ». Restera toujours la question prioritaire : comment relier action et réflexion dans une *unité* – Culture et Démocratie – qui en même temps interrogera le lien entre les deux termes qui la définissent. Les instances réunies le 25 avril à la Monnaie approuvent l'ensemble des propositions :

- Une collaboration renouvelée avec Kunst en Démocratie : chaque association travaille à des projets qui lui sont spécifiques mais toutes deux confirment leur intention de collaborer dans des activités mutuelles, dont certaines menées en commun.

Elles restent chapeautées par l'asbl bicommunautaire originelle et leurs membres se réunissent en AG commune annuelle.

- De nouvelles missions sont définies qui répondront au souhait des artistes et des acteurs culturels et sociaux d'échanger leurs expériences et de coordonner et promouvoir leurs actions, de mener des actions communes auprès des décideurs. Dans ce cadre, Culture et Démocratie va « rassembler et échanger » par des rencontres et des débats autour de thématiques et d'expériences concrètes, « informer et agir », par l'organisation d'événements, mais aussi des publications et des études. Ses thématiques prioritaires seront : « la place de l'artiste dans la société ; l'art à l'école ; le rôle de la culture au sein des instances européennes ; l'art et les demandeurs d'asile ; l'art et l'immigration ; l'art et la santé ; l'art dans la lutte contre l'extrême-droite ».

- Pour y parvenir, de nouvelles modalités d'action sont arrêtées : outre les rencontres, on prévoit la participation à des manifestations, un rôle de médiation et de relais entre artistes et associations culturelles et du secteur associatif, les pouvoirs publics et les entreprises.

Des actions concrètes sont prévues : elles seront portées à la connaissance des membres par un site internet et feront l'objet de synthèses et de développement dans le journal d'information qui verra le jour début septembre 2001.

Car c'est lors de cette réunion des instances du 25 avril 2001 à la Monnaie, lieu de tous les essors de l'association que, sur la proposition de Georges Vercheval et de Sabine Verhelst, date la décision de lancer le Journal trimestriel qui « parallèlement au site, fera l'écho des activités de l'association et des projets liés à sa philosophie, donnera la parole à ses membres, lancera des appels à un réseau redynamisé dont les membres : artistes, travailleurs sociaux, opérateurs et associations culturelles ou sociales, leaders d'opinions, entreprises, sont tous interpellés par le rôle à jouer par la culture dans notre société ».

Dans les sept clés de lecture qui vont suivre, on verra comment ces défis furent relevés.



**Jean-Marie Piemme**

Dramaturge et écrivain, membre fondateur de Culture & Démocratie

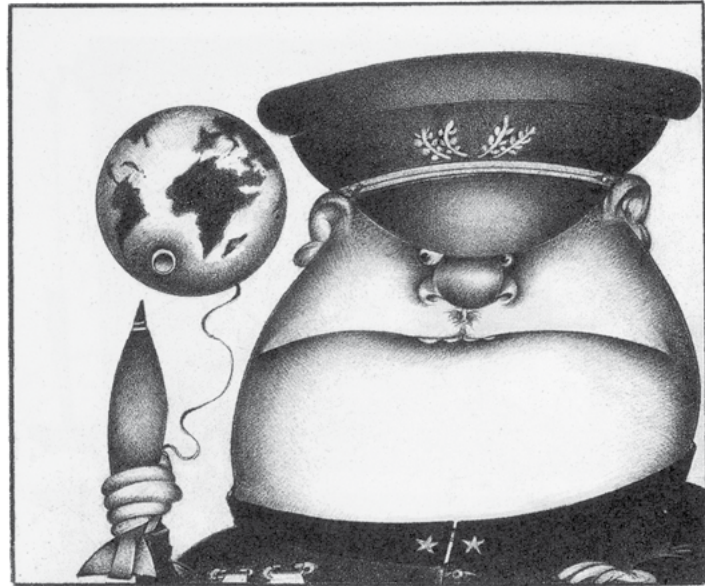
## NOTE SUR CULTURE ET DÉMOCRATIE

Trois lignes directrices structuraient le projet de Manifeste de Culture et Démocratie que j'ai rédigé. 1) Exiger un effort budgétaire de l'État pour la culture, 2) exiger un mode diversifié de financement de la culture qui implique les différents niveaux institutionnels, et 3) exiger un déploiement des modalités d'apprentissage à la culture.

Ces trois lignes directrices offraient l'intérêt de souligner le lien entre la culture et « le » politique via « la » politique. La culture n'était pas renvoyée à sa seule dynamique. Elle n'était pas tenue pour une chose privée, elle se voulait affaire publique touchant la collectivité dans son ensemble. Le constat s'énonçait encore ainsi : la culture ne peut pas être réduite à un passe-temps, un jeu de l'esprit, elle n'est pas un bibelot, le repos du guerrier, une option parmi d'autres, un supplément d'âme, une divine surprise pour élite intellectuelle, un ornement de haute valeur, mais facultatif. La culture remplit une fonction fondamentale dans la construction du lien social, elle est au cœur de la démocratie, disait-on. Elle travaille en synergie avec les fondamentaux du pacte démocratique (liberté d'expression, élections libres, pluralisme des partis, séparation des pouvoirs, etc.), elle façonne nos regards et notre sensibilité, elle exerce une fonction d'ouverture et de vigilance indispensable à l'existence, à l'organisation et à la vitalité de notre vie en commun. Le développement culturel est une fin en soi et, comme fin en soi, constitue une garantie (à côté d'autres garanties) de la bonne marche de la société démocratique.

À l'époque, ces vues pouvaient constituer une plateforme de revendication acceptable pour la plus large majorité des citoyens, qu'ils exercent leur activité dans la culture ou non. En outre, elles permettaient de fonctionner comme un élément fédérateur des différentes disciplines ou pratiques incluses dans l'idée de culture en laissant au second plan les directions divergentes que pouvaient prendre les pratiques culturelles dans une société démocratique. Je fais ici allusion à l'opposition du moment entre la « création artistique », centrée sur les notions d'artiste, d'œuvre et de patrimoine qui avaient été et étaient encore le fer de lance de la démocratisation culturelle, et ce qu'on appelait alors « l'action culturelle », de conception plus récente, axée sur le présent, l'action de chacun et les processus d'engagement personnel dans une activité d'auto-développement, telle qu'on la trouvait dans le mouvement de démocratie culturelle. « Création artistique » et « action culturelle » véhiculaient des contenus tendanciellement contradictoires, mais avaient au moins en commun de s'opposer à une culture de consommation et de pur divertissement, qui s'annonçait.

Le « et » de Culture et Démocratie traduisait une volonté d'équivalence entre les termes qui permettait de les potentialiser l'un par l'autre. Il procédait d'un temps où la domination des industries culturelles n'était pas encore complètement établie. Qu'avec Jean Vilar, on dise que Molière et la culture classique appartiennent à tous ou qu'avec Francis Jeanson on soutienne que l'unique fin d'une action culturelle est de « fournir aux hommes le maximum de moyens d'inventer ensemble leurs propres fins », dans les deux cas, étaient écartées l'option consumériste et la course à l'insignifiance. Aujourd'hui, ces deux tendances tiennent le haut du pavé et si l'équivalence entre « culture » et « démocratie » peut encore prétendre à l'existence, il est à craindre que ce soit par le moyen terme de « consommation ». Cette menace pèse particulièrement sur les institutions culturelles qui sont immédiatement soumises à une sanction publique, le cinéma et le théâtre bien sûr, mais tout particulièrement la télévision. Culture = consommation = démocratie est aujourd'hui l'équation que le libéralisme dominant et un certain populisme parfois de gauche aiment caresser dans le sens du poil.



28.

—  
© Roland Breucker  
« Je suis chef d'État et des Armées. Le pouvoir, je ne le partage pas.  
Les femmes ? Elles me laissent froid. Séduire une femelle est un passe-  
temps de damoiseau. En revanche, conquérir la Terre...  
Un jour, c'est sûr, je me la ferai, celle-là ! » Extrait de *L'homme est bon  
mais le veau est meilleur*, Le Daily Bul - Claude Bourgeyx, 1997.

# LES 7 CLÉS DE CULTURE & DÉMOCRATIE

29.



## LE JOURNAL : REFLET DES OBJECTIFS, ÉCHO DES ÉVOLUTIONS

30.

### Naissance du Journal. Entre instrument de pression et espace de débat

Dans le courant du premier semestre de l'an 2000, pour inscrire ses enjeux fondamentaux dans le troisième millénaire naissant, Culture et Démocratie décide de créer une publication régulière qui devrait resserrer les liens entre tous ceux qui ont pour objectifs « la défense des valeurs culturelles [et] le combat pour la démocratie<sup>5</sup> ».

Lorsque, à l'automne 2001, Georges Vercheval, à qui a été confiée – pour longtemps – la présidence de l'association, signe l'éditorial du premier numéro couvrant la période de septembre à novembre, l'asbl née nationale est depuis deux ans scindée en deux entités linguistiques mais « unies par une philosophie et des objectifs communs ». Très sensible à la vocation initiale unitaire de l'association, son fondateur Bernard Focroulle affirme que la raison de l'existence de Culture et Démocratie est la nécessité de se parler de Communauté à Communauté et d'y encourager les échanges.

La publication sera le vecteur public d'une association ayant pour ambition de concrétiser « la volonté des culturels de ce pays qui [...] veulent défendre la culture tout court, ainsi que le *tissu démocratique* qui ne cesse de se fragiliser [...] en Belgique comme en Europe et dans le monde » avec pour enjeu d'apporter sa contribution « au développement d'une société plus juste et plus humaine ». *Valeurs culturelles versus culture tout court?* Et à propos de démocratie : tissu ou bien combat pour une *société plus juste?* D'entrée de jeu, la publication s'annonce comme un lieu concret d'échanges et support d'interrogations fondées sur des objectifs communs.

On peut penser que tout déjà est là, en fiévreuse attente du choc des mots. Que les questions qui vont traverser le Journal pendant les quinze années suivantes sont, en dépit de ses changements formels, déjà en germe dès le premier numéro. Comme un

<sup>5</sup> Sauf indication contraire, les citations des chapitres « Clés de lecture » sont issues soit du numéro du Journal cité dans le contexte, soit des archives de l'association.

écho attentif et parfois une provocation au débat au sein de la diaspora des membres et des publics de l'association.

Reflets ou échos, les 36 numéros du Journal parus à la date du vingtième anniversaire de la fondation de l'asbl vont, à partir de 2001, nous servir de guide pour analyser comment, au cours des quinze dernières années, ces questions seront répétées, remodelées, approfondies, comment des mots varieront parfois pour exprimer l'identique mais le plus souvent pour accompagner l'évolution des concepts, l'affleurement des doutes et la fracturation des certitudes, pour sans cesse enrichir le débat.

Pour l'heure, les assises sont fermes et les questions, objectives : ce qui, dira Bernard Focroulle, a changé depuis 1993, année de la fondation, est qu'« arts et culture sont nettement plus présents dans les débats et les discours politiques, signe d'une prise de conscience des enjeux qu'ils représentent ». Dont acte. Inquiétude quand même : « La réalité suit-elle les discours ? » « À suivre », car demeure à la traîne « la dimension multiculturelle des politiques culturelles » : avis aux responsables culturels autant qu'aux politiques.

Le numéro 3 du Journal enchaîne sur l'objectif politique de l'association, « une plate-forme pour exiger que la culture occupe une place centrale dans notre société ». Le reste est plus vague, hésitant entre « un espace de réflexion où l'on questionne le rôle de l'art dans le développement de la personne » et « une structure qui, sans se substituer aux acteurs et organismes existants, joue un rôle de relais et suscite une diffusion plus large de l'information culturelle ». Une valse-hésitation entre organe de pression et café philosophique. Le Journal en effet brasse large.

### Premières évolutions : l'impact des réalités sociales et politiques

La naissance du Journal est contemporaine de la transformation de l'asbl de groupement volontaire informel mais dynamique à une structure soutenue par les pouvoirs publics et parfois des sponsors privés, autorisant la mise en place de projets à long terme. Le numéro 2 annonce celui de Cultures pour tous qui, avec l'appui de la Fondation Cera, associera un programme d'in(ter)formation, un cycle de rencontres et un agenda, conçus pour « encourager l'accès et la pratique de la culture pour tous les publics » et un encouragement du monde culturel à s'ouvrir à de nouveaux publics, en particulier à « ceux qui en sont le plus écartés ».

La réalité sociale des publics implique l'action et une « conscience neuve des enjeux de la culture par la prise en compte de la culture dans la lutte contre l'exclusion sociale ». Culture et Démocratie prend ses marques, en lien notamment avec l'association Article 27.

Parallèlement, à côté du rappel traditionnel de la défense, « ensemble, de la place de l'art et de la culture dans la société » et celui d'un de ses premiers combats (toujours actuel) de l'ouverture de l'enseignement aux disciplines artistiques, l'enjeu politique fondamental de l'association prend un nouveau tour : « retravailler en profondeur le lien entre la démocratie et la culture ».

C'est que l'extrême-droite reprend vigueur elle aussi, qui se nourrit des « menaces et des fragilités issues de la marchandisation et la déshumanisation », filles du capitalisme financier qui n'a pas encore connu son vendredi noir des *crédits pourris* : « la culture est devenue un enjeu et un instrument dans le combat démocratique » qu'il s'agit de « nourrir des valeurs artistiques et culturelles ».

31.

On ne peut s'empêcher, avec le recul, de s'interroger sur le sens convenu de ces formules. Chacun de leurs termes, au-delà du consensus ambiant, va peu à peu se prêter – difficilement car les tabous sont vigoureux dans la pensée culturelle – au jeu dangereux mais indispensable de l'analyse. Le Journal, reflétant et parfois anticipant les interrogations de l'asbl, va peu à peu devenir un espace de débats où les évidences vont devoir se justifier, au risque de se voir retournées comme des crêpes.

### Entre pensée et action : un journal militant

Les années 2003 et 2004 sont années d'impatience.

Contre l'égoïsme ambiant et l'irresponsabilité générale, la pensée se fait brûlot : « Il est essentiel de se préoccuper de l'état de la culture [sinon] ce sont les valeurs humaines qui s'effondrent. Elle est indispensable pour qu'un être humain puisse se constituer et soit capable de considérer l'autre. »

L'action aussi s'enflamme. Ivo Janssens est alors directeur de Kunst en Democratie, l'alter ego de Culture et Démocratie issu de la scission de l'association originelle nationale. Il affirme que « le combat doit être mené sur trois fronts : social, culturel, et politique ». Georges Vercheval affûte la lame et vise explicitement la responsabilité des artistes : « Dans la lutte contre la pauvreté, l'artiste qui s'inscrit dans les soubresauts du monde est plus responsable que tout autre citoyen car il sait que sa création peut peser sur l'avenir de la société. » Pour gagner ce combat, il faudra cesser de confondre participation et consommation culturelles : « C'est la participation créative qui, à l'inverse de la consommation, doit être le mot d'ordre au sein des mondes culturel et social. » (Bernard Focroulle)

Janvier 2004. Culture et Démocratie profite des élections qui s'annoncent. Le numéro 9 du Journal se fait le messenger d'une lettre ouverte aux ministres et présidents de partis. Sous l'encore affable titre « Ouvrir un débat démocratique sur les enjeux culturels », la lettre ouverte fait savoir à ceux qui, en Communauté française, solliciteront le suffrage populaire, que « nous éprouvons en cette fin de législature, une grande frustration due au manque de vision à long terme quant à la politique culturelle [...] et aux faibles moyens qui lui sont consacrés ». Avec six ministres pour s'occuper de la matière en quatre ans on conviendra « qu'il est impossible, dans ces conditions, de construire une politique culturelle cohérente ».

Le Journal présente la thèse centrale : outre l'absence de vision due à la dispersion des compétences et aux successions rapides des responsables politiques sans vision, c'est la dimension culturelle forte de toutes les grandes questions de notre temps qui implique plus que jamais la participation démocratique à la vie culturelle.

Le message sera entendu : les États Généraux de la Culture s'annoncent, pièce maîtresse de la première législature de la ministre Fadila Laanan, cette fois seule à bord et pour deux législatures. Mais, au Journal, cette priorité politique ne suffit pas : pour inverser le courant de la « question lancinante des moyens financiers », lit-on dans le numéro 12, « pour sortir du marasme, une politique forte et volontariste [...] doit être mise en place sous la responsabilité de tout le gouvernement ».

Avec en fond de scène les États Généraux de la Culture, 2005 s'annonce de fait comme une année de combat. Faisant sienne la formule de la journaliste Florence Aubenas – qui sera peu après kidnappée en Irak – « Résister c'est créer », Georges Vercheval affirme dans le numéro 13 : « Quand la culture va mal, il n'y a qu'une

réponse : encore plus de culture! Plus engagée, plus impliquée! » Le *Journal de Culture & Démocratie*, fidèle à sa vision « de communauté à communauté », et de l'interculturalité concrètement vécue, donne voix à la résistance du KVS contre le Vlaams Belang à Bruxelles.

### Temps de joies, temps de bourrasques

Dans son édito de septembre 2005, Georges Vercheval ne boude pas sa joie. Il remercie la ministre d'avoir assuré la réussite de son projet d'États Généraux de la Culture : pari tenu, sans faiblesse, tout au long de plus d'une vingtaine de rencontres avec tous les publics concernés : citoyens, opérateurs, institutions. Les priorités seront bientôt connues, ce qui ranime son inquiétude : la vision à long terme appelée à grand espoir, sera-t-elle au rendez-vous? Le refinancement est-il en vue?

Mais un drame d'une autre nature se profile : la désaffection progressive du public à l'égard des productions artistiques, et, parallèlement, la méfiance croissante de nombreux artistes à l'égard de l'action publique. Pourtant : « Toute personne concernée par la culture doit l'être aussi par les enjeux de société. Elle aurait même, en ce domaine, le devoir d'ingérence! » L'injonction est justifiée car dans le même temps, l'histoire bégaye. Mais ni le Front National belge ni le Vlaams Belang, partis d'extrême-droite encore inquiétants en octobre 2006, n'entreront dans une maison communale : à Anvers, Gand, Charleroi ou Bruxelles, « des artistes sont entrés en résistance » (Journal 16). Ses vibrants éditoriaux sont pour Georges Vercheval, et donc pour Culture et Démocratie, d'authentiques actes militants.

Sur cet arc-en-ciel, pluie et soleil, le Journal qui jusque-là tentait d'ordonner ses pages intérieures en chapitres plus ou moins cohérents – Art et société, Art et école, Art et solidarité, Dialogue interculturel, Culture ET démocratie (on reprendra d'ailleurs un peu de cela dans cet ouvrage) – clôture un premier cycle de publications régulières qui lui a permis de s'affirmer comme espace de débats.

Avant la nouvelle période d'élection qui s'annonce pour le mois de mai 2007, cette fois au niveau fédéral, le Journal 17 veut dépasser les catégories de pensée, les logiques qui reproduisent à l'intérieur de la publication les clivages des compétences administratives et ministérielles au principe qu'« une politique forte et volontariste [...] doit être mise en place sous la responsabilité de tout le gouvernement ». La publication va dès lors renoncer à la division en thématiques : la parole est donnée de manière indifférenciée à quelque vingt personnalités du monde de la culture, de l'associatif, du social et des médias, pour s'exprimer dans autant de cartes blanches, pour dire leurs sentiments, leurs désarrois et leurs volontés, « [lancer] leur pavé, leur piste de réflexion », chacun à leur manière, concernée, brutale, créative.

### Paroles d'exigences. 2008, une inflexion significative : les « droits culturels »

Dans ce melting pot engagé – et pour le Journal, dans cette ouverture significative –, l'exigence à propos de culture et de démocratie marque une nouvelle évolution sur le *dire culturel* et ses résonnances politiques. Extraits du numéro 17 : Jean-Marc Bodson (« Musique ») : « C'est du côté de la culture et de l'art qu'il faut aller chercher le supplément d'âme qui permette de sortir de la loi du plus fort. » Laurent d'Ursel (« Art ou démocratie? Texte à hurler ») : « L'art n'a heureusement rien à voir avec la démocratie. » Manu d'Autreppé (« La pelle à voter ») : « La culture doit montrer si elle

est bel et bien autre chose qu'un simple vernis. » Alain Delaunois (« Musées ouverts centres fermés ») : « Il est inadmissible que l'on ouvre les portes de nos musées aux chefs-d'œuvre des arts premiers, alors que l'on jette dehors les descendants de ceux qui les ont réalisés. » Michel Kesteman (« Cultures, questions plurielles et quotidiennes ») : « Il est temps de sortir des harcèlements culturels opérés par le commerce des médias et des politiques. Il est temps de déshabiller les prêts à penser et les discours politiquement corrects. » Nathalie Caprioli (« Laboratoire ») : « La culture n'est pas seulement une réalité mais aussi un projet à construire (ou à déconstruire) dans tous les sens. » Fatoumata Sidibé (« La culture, un art du "vivre ensemble" ») : « Tout projet de société impose de relier les causes aux effets. Comment dans cette optique ne pas considérer la culture comme une priorité politique ? [...] Investir dans la culture, c'est investir dans la démocratie. » Françoise Baré (« Charleroi, la politique et la culture : je t'aime moi non plus ! ») : « La culture est un bel axe de sauvetage de la démocratie. » Gwenaël Brèès (« La fabrique à subsidiologues ») : « Au nom de l'emploi et de la bonne gestion des deniers publics, notamment, c'est bien une professionnalisation – mais dans le pire sens du terme – qui est en train de s'opérer. » Plus retenu, Rudy Aernoudt (« La culture comme ciment ») : « La culture [...] est une compétence transversale par nature. » Et dans le même sens, Émile Lansman (« Identité culturelle et éducation ») : « [Le défi culturel] relève de l'ensemble des préoccupations politiques. »

Six mois plus tard, le Journal résonne de deux sujets capitaux pour l'asbl : un débat retentissant sur le rappel d'une des exigences fondamentales de Culture et Démocratie, la place de la culture dans l'enseignement. Et l'*Appel* de l'association pour le dialogue entre communautés car « nous craignons que l'identité flamande soit manipulée, loin du regard des médias, pour des objectifs économiques et sociaux violents à charge des populations les plus pauvres du pays, quel que soit le trottoir où elles vivent leur pauvreté ».

En regard, ou en réponse, les « droits culturels » deviennent le nouveau levier des interrogations et des engagements de Culture et Démocratie.

L'anniversaire des soixante ans de la Déclaration des droits de l'homme a peut-être été l'étincelle de ce qui pourrait rester un feu de paille. Mais non, le vent est fort, et souffle sur une *démocratie culturelle* qui s'assèche. Plusieurs débats – et de nombreuses contributions dans les numéros ultérieurs du Journal – vont attiser les flammes.

« Les droits culturels restent les grands oubliés des droits de l'homme », écrit Jacques Fierens dans le numéro 19, avocat et professeur d'université à Namur et à Liège. « La culture, surtout pour les pauvres, c'est bien plus qu'apprendre à lire et écrire pour "savoir se débrouiller" [...] C'est le droit à la parole et le droit à un visage [...] pour partager ce qu'on a de plus commun : son humanité. »

Roland de Bodt, chercheur et écrivain, qui présidera bientôt aux destinées de l'association, marque le terrain : « Ces droits fondamentaux [sont] *universels, inaliénables et indivisibles*. La distinction théorique entre "droits civils et politiques" et "droits économiques, sociaux et culturels" ne résiste pas à l'examen *du point de vue de la culture des libertés et des droits fondamentaux de l'être humain*, parce que le "droit à la culture, à l'enseignement et à l'éducation aux libertés et aux droits fondamentaux de l'être humain" est la condition antérieure et nécessaire à l'exercice effectif de toutes les libertés et de tous les droits fondamentaux [...] »

La conclusion s'impose, prononcée par Werner Moron, « artiste et paracommand'art », et Dorothée Luczak dans leur article cosigné « La résistance de

l'immatériel » : « Le droit à l'épanouissement culturel n'est pas une chose à souhaiter ou à demander : c'est une responsabilité collective qu'il faut prendre. » Alors, comme pour en montrer à la fois l'indispensable exigence et les obstacles très réels, Anne-Marie Impe, rédactrice en chef d'*Enjeux internationaux* dévoile son « éblouissement culturel » devant la manière dont le Brocoli Théâtre, dans *Missing*, assume l'exigence et dépasse les écueils, illustrant la démarche du théâtre-action, pour dépasser le droit à la culture « en secret », lorsque trop souvent il est celui, occulté, des plus fragilisés et des plus marginalisés.

### Les dits du non-dit

Dans la campagne « Culture et vous ? » lancée par Culture et Démocratie, les droits culturels que la Constitution belge a reconnus depuis 1993<sup>6</sup> par « le droit à l'épanouissement culturel (et social) » – ce qui n'est pas tout à fait la même chose – s'épanouissent aussi dans une série de contributions au Journal et dans les débats de l'association.

L'expression *démocratie culturelle* désignant « une forme structurée de la démocratie participative qui se donne pour objectif d'associer les personnes, les usagers et les associations à la décision en matière culturelle »<sup>7</sup>, et l'affirmation des droits culturels comme nouvel axe (et postulat) de la pensée « Culture et Démocratie », vont donner un nouvel élan et une direction parfois inattendue aux « dits de culture ».

Inattendue et même paradoxale, car ils concernent d'abord les « non-dits », les fractures, les inégalités culturelles, la dictature du marché.

Pascal Verbeken (journaliste et écrivain) écrit dans le Journal 20 : « [La culture] contribue à rendre plus supportable le monde indifférent, amoral qui nous entoure. [Mais] il semblerait [...] que les fractures culturelles s'apparentent de plus en plus à des fractures électorales. » Édouard Delruelle (philosophe) : « Nous ne sommes pas "égaux" face à la culture. [...] L'homme est un corps langage qui n'a de rapport à la vie (rapport au monde, aux autres, à lui-même) qu'à travers la culture. [Coupé] des sources vives de la langue, [...] c'est un corps qui est séparé de son potentiel, séparé de lui-même. Séparé de la vie. Voilà ce que j'appelle la barbarie. Les dictatures et les totalitarismes sont barbares. Mais le "marché", le "progrès technique", la "démocratie" peuvent l'être aussi. » Pierre Hemptinne (directeur des collections de la Médiathèque) : « La définition d'une politique culturelle publique ambitieuse a cédé le pas et a permis, souvent sans en être conscient, la libéralisation du marché des cerveaux dont avaient besoin les industries de programmes. »

Alors, pour connaître l'avis des politiques sur ce qu'Odile Quintin (directrice générale de la DG Enseignement et culture de la Commission européenne) dénonce à propos des « inégalités sociales et, bien avant elles, les inégalités culturelles [...] prégnantes dans l'UE », Culture et Démocratie demande aux partis en campagne, si la culture pour tous est pour eux une utopie.

Ou ne serait-ce que cela ? C'est un peu à partir de là que la parole culturelle se fait de plus en plus politique, à l'image de ce qui, bien au-delà de Culture et Démocratie, traduit les insurrections de la pensée générale sur la culture et la démocratie dans une

<sup>6</sup> Article 23 (al 3, 5°).

<sup>7</sup> *Culture et vous ?*, Culture & Démocratie, Bruxelles, 2009, p. 13.

fraction grandissante de l'espace social, culturel et politique de la francophonie belge. « La culture cultivée, c'est beau, la culture vécue comme fondement de l'humanité, c'est fondamental. » (Marcel De Munnynck)

### Une culture de la démocratie

Roland de Bodt, alors président de l'asbl, signe l'édito du Journal 21 sous le titre « L'art de créer de la misère ». Il annonce la couleur : « Il semble que l'art le plus répandu parmi les gouvernements humains soit celui de créer de la pauvreté, d'accumuler de la misère, d'épuiser les ressources de la nature et de détruire les conditions de la vie sur terre. Cet art s'appelle "l'économie". » Puis il ajoute : « Autant de questions culturelles auxquelles travailler ensemble avant de pouvoir devenir des questions politiques. » Baptiste De Reymaeker, permanent de l'asbl, met en lumière la « violence symbolique » de la campagne européenne de mobilisation contre la pauvreté avec pour critère sa représentation dans une culture qui fait spectacle des effets, non des causes.

Une nouvelle expression donne la mesure de l'engagement : après la *démocratisation de la culture* et ses limites, puis la *démocratie culturelle* et ses aspects contingents, la *culture de la démocratie* sera celle où les droits culturels trouveront les raisons et les contours de leur mise en œuvre. « Ceux et celles qui font tomber les dictatures, ceux et celles qui clament leur colère dans les rues du monde [...] en appellent à une autre culture de la démocratie », écrit Sabine de Ville à propos des révolutions arabes (« Que fait la culture à la démocratie et que fait la démocratie à la culture ? ») dans l'éditorial du numéro 23, le dernier de l'année 2011, qui appelle à des « interrogations nouvelles » et au « déplacement des évidences ».

Ici l'on se demande si ces événements sont un « réveil de l'histoire ou les derniers soubresauts d'un monde à l'agonie ». Là, si nous devons créer de nouveaux possibles, mais alors « soyons radicaux, c'est-à-dire : allons à la racine des choses [...] pour réellement sortir des carcans d'un imaginaire trop éduqué par l'ordre établi ». Plus loin, entre inquiétude et espoir, s'écrit que : « Nous sommes dans une situation impossible. Impossible de continuer dans le même sens ; impossible de savoir où aller. » Mais aussi : « On retrouve dans les assemblées populaires des indignés ce foisonnement de paroles multiples, brouillonnes et non hiérarchisées, qui forme une parole collective [...], "le lieu de toute liberté possible". » La conclusion est cependant amère : « Progressivement disparaît la fonction véritable de la pensée, qui est de réfléchir à la façon dont les questions se posent. »

### Déconstruction des évidences et ouverture des chemins de mots

En 2012, ces questions vont provoquer des interrogations en sens multiples : le Journal 25 s'interroge sur les questions, enjeux et débats que suscite la politique culturelle européenne qui, sous l'intitulé séducteur d'Europe Créative, cache la doxa des impératifs économiques. Le numéro 26 axé sur la « Coopération culturelle ou collaboration culturelle ? » s'inquiète de ladite coopération, « vocable [pouvant] faire craindre le pire ». En bref, on a, pour écrire le Journal, le souci de plus en plus affiné de trouver les mots vrais pour interroger les évidences, un peu trop assises dans leurs certitudes.

Le Journal 27 l'affirme : interroger les mots devient en effet, ou redevient, indispensable, « première étape d'un glossaire critique, polémique et subversif ». D'autres étapes sont prévues, « parce que le champ à questionner est immense, une langue et ses

mots dont le sens bouge au gré d'infléchissements continus, multiples, insidieux ». Le numéro 27 va interroger les mots qui disent « nos libertés et nos servitudes contemporaines, les abus de sens mués en abus de pouvoir ». Interroger les signes aussi : le « et » entre Culture et Démocratie devient &. Une *pirlouète* pour dire le tournant ou une *esperluète* pour dire l'espoir.

Il faut pour cela, dira Catherine Vanandruel, « affronter les paradoxes, les idées toute faites [...] vérifier les sources, rassembler les faisceaux de présomption [...] consolider les intuitions ». Il faut « apprendre à lire autrement, afin d'apprendre à penser puis à recréer par soi-même. Pour éviter les interprétations captieuses et le piège de l'immédiateté ». Le terme *créativité* est de ces mots bateaux, parfois prêts à faire naufrage par un trop-plein de sens, « synonyme d'inventivité », « action consubstantielle à l'être, inhérente au fait de vivre [...] et condition *sine qua non* de son épanouissement ». C'est une notion élastique, prévient Sébastien Biset : « L'éducation populaire, l'animation socioculturelle et la visée utopique d'un art non seulement *pour* mais *par* tous ont ainsi contribué [...] à associer la démocratie aux processus d'émancipation sociale activés par des pratiques culturelles et éducatives. » Et la conclusion tombe en forme d'aver-tissement : « Le terme inspire et nourrit par ailleurs la nouvelle doxa productiviste. »

Paul Gonze dénonce l'usage effréné du terme *crise* détourné de son sens de manifestation aigüe transitoire pour devenir l'« euphémisme masquant machiavéliquement le caractère conflictuel des transformations socioéconomiques écrasant les pauvres dans toujours plus de pauvreté et poussant les riches à jouer des coudes [...] pour s'élever du 1% au 1%o ». Pas moins caustique, Jean-François Bastin accuse la duplicité de l'expression « Chacun est dans son rôle », [une] formule commode qui permet de supporter notre incapacité croissante à faire le tri, à classer les informations, à analyser les arguments [...] C'est [un] renoncement à l'objectivité, à la vérité des faits. La démocratie vire au forum internet : on juxtapose les opinions jusqu'à l'infini, et le "pouvoir" [...] nous prend tous à témoin de l'impossibilité qui lui est faite de suivre tant d'avis désordonnés. »

Une position que partage Guillermo Kozlowski en circonscrivant le mot *théorie*, qui le pousse à s'interroger sur la manière de penser à partir des savoirs assujettis : « La pensée théorique nous relie au concret des situations dans lesquelles nous vivons, c'est-à-dire aux mécanismes réels qui leur donnent sens », et à exiger que la question à poser ne soit plus « Qui es-tu dans ce système ? », ou « Quel est ton rôle ? », mais « Comment cela fonctionne-t-il ? », « Par quel mécanisme t'es-tu trouvé à cette place ? »

### Porter l'esprit critique malgré les ambiguïtés du réel.

Le *Journal de Culture & Démocratie* n'est qu'un des espaces de remise en question des mots et des évidences. Les publications de l'association, ouverte au débat et, pour peu qu'elles respectent le débat démocratique, aux pensées alternatives, ne prétendent pas à l'exclusivité de l'éveil dans le champ culturel. Mais cet éveil, sur les mots, sur les évidences, sur les politiques, sur ses actions portées par ses groupes de travail, Culture & Démocratie le veut en ordre utile pour saisir la complexité d'un environnement où « chaque nouvelle clé d'appréhension du réel doit être analysée dans toute sa complexité ».

L'association n'est pas indemne des « malaises » qui touchent la culture. Encore faut-il pouvoir les identifier au-delà des apparences. Sa parole publique lui pose parfois



problème. Tant qu'à remettre en question mots et évidences, le politique et l'économique, les catégories de pensées et les certitudes, il lui revient aussi de s'interroger sur elle-même : qui l'entend, comment, où, pourquoi ? Quelle est la position de Culture & Démocratie à l'égard des « logiques et illogiques » qui sous-tendent les politiques culturelles en Fédération Wallonie-Bruxelles ? Comment une association d'éducation permanente soutenue par une subvention publique peut-elle penser une position critique valorisant la démocratisation et la démocratie culturelle en contestant dans le même temps l'inféodation de plus en plus grande de la culture aux logiques quantitatives et au marché ? Comment faire avancer la question culturelle au-delà du seul secteur culturel et stimuler une réflexion radicale sur la culture dans tous les champs de la société ? Comment, surtout, penser la démocratie en ayant à l'esprit que le terrain d'action et d'interpellation de Culture & Démocratie est celui de la culture ? Un détour permettra d'avancer dans la réponse à ces interrogations, communes pour partie à d'autres associations d'éducation permanente.

Pour partie seulement.

Les contributions au Journal 30 permettent à l'association de mieux cerner l'ampleur de son rôle en se concentrant sur les aspects culturels qui l'identifient à défaut de la déterminer. De prendre le temps et la mesure de son engagement pour une culture de la démocratie lorsque ces deux termes se rencontrent sur le terrain où jonglent les politiques nationalistes. On y pointe « l'extrême difficulté qu'ont les sociétés européennes contemporaines et parmi elles la nôtre, à penser l'étranger hors du registre du péril et de la menace », écrit Sabine de Ville, qui a succédé à Roland de Bodt à la présidence de l'asbl. Elle poursuit : « [Les textes suivants évoquent] les dispositifs développés pour rencontrer ces hommes et ces femmes venus d'ailleurs dans toute leur richesse culturelle. [...] Ils démontrent avec une audace persistante qu'une société vivante est une société ouverte et multiple et que, sans renoncer à un cadre légitime, nous pouvons et devons infléchir rapidement la désastreuse et stérile logique de la forteresse. »

On y rappellera, sous la plume exigeante d'Annie Amoureux du CBAI, que « l'hospitalité est une affaire de cœur, le droit de séjour une affaire d'État ». Qu'elle implique, sur le plan culturel, « la prise en compte du cadre de références de l'autre [...], la sécurité d'être entendu pour ce que l'on est », la négociation vers le vivre ensemble pour « passer du statut d'hôte à celui de citoyen », pour rompre avec la logique qui veut que « de l'étranger voyageur qui vient de quelque part, susceptible de nous nourrir du monde, [on aboutisse] au réfugié, au sans papiers, *primo arrivant* ». Le philosophe et politologue Mathieu Bietlot rappelle que « l'hospitalité constitue un principe éthique absolu ». « Il n'y a donc pas à cultiver une culture de l'hospitalité. Elle est la culture même, il n'y a pas de lien social sans un principe d'hospitalité. » Ce principe est au confluent du politique, du social et du culturel : « Inconditionnelle et absolue, [l'hospitalité] reçoit l'autre sans lui ôter son altérité, sans attendre qu'il se conforme aux règles de la maison [...], sans chercher à l'assimiler ou le ramener à du connu. » Sans réciprocité. Dans les politiques publiques, d'intégration et d'assimilation, l'hôte n'est accepté *que s'il n'est pas l'autre*. Pour conclure, Bietlot renvoie à Alain Brossat qui va bientôt inspirer d'autres développements au sein de Culture & Démocratie sur la culture et sur la démocratie : « L'hospitalité est trop précieuse pour être confiée à la politique », qui aboutit au délit d'hospitalité par la sanction de l'hébergement fraternel des sans-papiers. Une politique de migration

doit « avoir pour boussole “ce qui constitue l'alpha et l'oméga supposé de la modernité démocratique – la doctrine des Droits de l'Homme” », donc les droits culturels, ce qui reste dans les cordes de Culture & Démocratie.

### La réponse par l'engagement concret : les chantiers des groupes de travail

La réponse à ces « mises en question des mots et des évidences » passe aussi par les contributions dans les rencontres que suscite l'association et par les groupes de travail qui lui donnent dynamique et prise sur les réalités quotidiennes.

L'éditorial « Engagement pour la culture et cultures de l'engagement » indique la ligne générale des actions qui entoureront et souligneront les vingt ans de l'association. Et pour illustrer le propos, décision est prise de consacrer les prochaines éditions du Journal à chacun des « chantiers » menés par les commissions qui explorent les principaux axes de l'action de Culture & Démocratie, se nouant « dans la question devenue centrale [...] du droit de participer à la vie culturelle ». En prévision de ces cinq publications, l'édito rappelle l'essentiel : l'objet social de Culture & Démocratie est « de questionner autant l'état de la culture dans la société démocratique que l'état de la culture de la démocratie [...] Beaucoup aujourd'hui, dans tous les champs du politique, mesurent qu'il ne peut y avoir de réponses qui vaillent qui ne soient profondément culturelles ».

Il n'y a plus guère d'hésitation sur le préalable culturel de l'engagement de l'association : Anne-Marie Impe appelle à « Une indispensable hérésie » : « Iconoclastes, hérétiques ou dissidents, les artistes, journalistes et intellectuels doivent être des empêcheurs de penser en rond. Leur mission est de bousculer les conformismes commodes, changer les paradigmes de nos imaginaires et contribuer à inventer des voies nouvelles. »

En apnée provisoire, avant de faire bruir les chantiers, on mesure le chemin parcouru en bientôt vingt ans d'engagements. Lorsque fut fondée Culture & Démocratie, « le propos était moins l'engagement politique ou social au sens habituel que la nécessité impérieuse de trouver un lieu de rencontre et de discussion entre artistes, responsables culturels et associatifs. [...] Chacun se retrouvait seul à défendre son pré carré, son institution, son outil de travail. On se trouvait trop souvent occupé à lutter pour ses subventions “contre” les autres », rappelle Bernard Focroulle, le fondateur et premier président de l'association. Les débuts de Culture & Démocratie reposaient sur les revendications des défenseurs de la culture « dite savante faute de mieux » (Paul Danblon), « mais défendre la place de la culture ce n'est pas défendre un intérêt corporatiste, c'est agir pour le bien commun » (Bernard Focroulle). « Les fondateurs mesuraient pleinement combien les lieux de culture peuvent être des agoras, des lieux de création, d'ouverture, de proposition, de confrontations et de rencontres, d'aventure individuelle et collective pour l'esprit », écrit Sabine de Ville dans « Culture & Démocratie, poursuivre et inventer ».

Bientôt, le Manifeste traduirait en effet « la volonté de faire avancer la démocratisation de la culture et de faire bouger, à l'échelon central et régional, des équilibres jugés insatisfaisants ». Un autre enjeu, déjà en germe en 1993, a grandi dans le terreau des questionnements foisonnants portés par le Journal, que fait apparaître la journaliste Estelle Spoto lorsqu'elle rappelle que « quelques personnes s'unissaient en collectif pour défendre un concept aussi abstrait que difficile à définir : la culture. » « Elle ne

sert tellement à rien que même ses défenseurs les plus fervents doivent parfois recourir à des arguments externes à la culture elle-même pour la défendre. [...] Car c'est bien, en premier lieu, d'argent qu'il s'agit. [...] Et si finalement, la vraie utopie n'était pas d'avoir plus d'argent pour la culture, mais que l'on envisage la culture autrement ? »

Que de chemins parcourus ! Les autres « clés de lecture » vont nous permettre de les arpenter et d'y découvrir, dans des déambulations inattendues, d'autres illustrations de ces évolutions dans la façon de penser la culture et la démocratie. Et d'abord, de les relier.



**Bernard Focroulle**

Directeur du Festival International d'Art Lyrique d'Aix-en-Provence, fondateur et ex-président de Culture & Démocratie

## CE QUE CULTURE ET DÉMOCRATIE M'A APPORTÉ

Au moment où Culture & Démocratie trace le bilan de ses vingt années d'existence, je revois le chemin parcouru, les transformations successives, les espoirs, les déceptions, les appels et les combats. Je réalise aussi tout ce que l'association m'a apporté, humainement et professionnellement, au cours de ces deux décennies.

42. Des premières années, je retiens cette nécessité impérieuse de jeter des passerelles par-dessus les murs érigés entre nos deux Communautés, et par-dessus les cloisonnements disciplinaires. C'était le moment de passionnantes – et trop rares ! – rencontres entre artistes et responsables culturels du Nord et du Sud du pays : Frie Leysen et Laurent Busine, Guido Minne et Jean-Louis Colinet, Jerry Aerts et Isy Brachot, Emmanuelle et Luc Dardenne, Marcel De Munnynck, Bruno Verbergt et Paul Gonze, Eliane De Wilde et Ann Olaerts, et un peu plus tard Roland de Bodt, Georges Vercheval, Ivo Janssens, Paul Biot, Rik Vanmolkot, et bien d'autres.

J'ai appris, nous avons appris à dialoguer, à penser collectivement, à promouvoir ensemble la place de la culture dans notre société, au lieu de nous entre-déchirer pour défendre nos institutions respectives dans un « chacun pour soi » aussi déprimant qu'inefficace.

J'ai appris à mieux percevoir les différences linguistiques et culturelles, leurs richesses mais aussi les difficultés qu'elles peuvent entraîner. Les francophones étaient attachés au binôme *culture et démocratie*, là où nos amis flamands tenaient mordicus à l'appellation *kunst en democratie*. Ce n'était pas qu'une question de linguistique : les rapports entre « art » et « culture » sont complexes, les définitions mouvantes. Cela n'a pas empêché plus tard, après la transformation de l'asbl commune en deux associations distinctes, de voir nos amis flamands évoluer, plus encore que les francophones, vers une pratique de plus en plus *kultuur-gericht* pour finalement adopter l'appellation « Dēmos ».

Une autre passerelle s'est mise en place dans un deuxième temps : si l'association était née d'une prise de conscience du monde artistique, il est devenu très vite indispensable d'ouvrir largement à l'éducation permanente et au monde socioculturel. Ici aussi, les

échanges ont été des plus fructueux : je me souviens de la vision humaniste de Bruno Ducoli, alors responsable du Centre bruxellois d'action interculturelle, et Christine Kulakowski qui a pris sa succession avec un engagement sans faille ; de la rencontre avec Lamia Mechbal ; ou encore des échanges passionnants avec Johan Leman, président du Centre pour l'égalité des chances, et Loredana Marchi, la directrice de l'association socioculturelle bruxelloise flamande travaillant dans le domaine de l'immigration.

Un troisième axe de rencontres s'est également constitué avec le monde politique, mais de manière moins structurée. Lors de l'appel initial de Culture et Démocratie, l'accueil de Philippe Busquin, alors président du PS, avait été enthousiaste, et peu de temps après, Philippe Mahoux, ministre de la culture en Communauté française, nous avait demandé d'organiser un débat public sur la place de la culture à la télévision. Même si notre association était encore fragile et gérée de manière bénévole, elle avait déclenché des ondes de choc positives, elle invitait à questionner et à repositionner les relations entre art, culture et société. Plus tard, Rudy Demotte, ministre-président de la Communauté française, a joué un rôle décisif dans la reconnaissance de l'association et l'obtention de subventions.

43. Comment ne pas évoquer ici l'aventure de « Bruxelles 2000, ville européenne de la culture » ? Si la Ville de Bruxelles m'a confié en 1996 la tâche de présider la phase préparatoire de ce projet, c'est en raison de la dynamique de Culture et Démocratie. Le groupe de travail initial réunissait notamment Guido Minne et Marcel De Munnynck, et les discussions portèrent dès le début sur des préoccupations partagées : la dimension interculturelle, le lien art-société, les relations entre les deux Communautés, la relation Bruxelles-Europe, la structuration du monde culturel bruxellois, etc. Rik Vanmolkot a apporté une contribution cruciale à la rédaction du rapport de synthèse de la phase préparatoire. On sait que la suite des événements a été tendue et compliquée, que certains responsables politiques ont voulu reprendre la main et peser sur le travail de l'équipe, au risque de détruire l'harmonie et l'indépendance de la programmation d'une capitale culturelle européenne. Une partie du monde francophone bruxellois s'est montré très réticent sur la question interculturelle, considérée comme stratégie flamande : ont-ils pris conscience aujourd'hui qu'il s'agissait bien d'un enjeu crucial, incontournable, bien au-delà des querelles communautaires ?

Il me semble, avec le recul, que ce rapport était porteur d'une vraie vision culturelle et sociale de Bruxelles, que les débats parfois houleux de la phase préparatoire ont contribué à créer une dynamique culturelle bruxelloise qui s'est renforcée après 2000 avec la création des plate-formes culturelles flamandes et francophones.

Durant toutes ces années, ma vision du Théâtre de la Monnaie – et du rôle des institutions artistiques – s'est enrichie au fil des rencontres, des débats, des expériences collectives, des difficultés et des réussites. J'ai appris à renforcer les liens avec le monde associatif, ce qui a mené en 1999 à la création du département « Un Pont entre deux mondes » au sein de la Monnaie, et à d'innombrables projets culturels sur le terrain social, projets qui continuent aujourd'hui encore à se développer. J'ai tenté de faire de l'Opéra National, non pas une citadelle fière et hautaine, mais une institution



profondément engagée dans la réalité de son environnement, culturel, économique, social et politique.

Depuis 2007, mon départ de la Monnaie et ma prise de fonction au festival d'Aix-en-Provence ont quelque peu ralenti les contacts avec l'association et avec le secteur culturel belge. Les contacts réguliers persistent, et les rencontres, les réunions auxquelles j'ai pu participer, la lecture des publications de l'association, tout cela continue à me nourrir dans mon travail sur le territoire d'Aix-Marseille, un territoire que je découvre dans toute sa complexité, sa diversité, ses difficultés et ses atouts.

Lorsque nous avons lancé l'appel de Culture et Démocratie en 1994, les valeurs démocratiques nous semblaient bien plus solides que ne l'était la place de la culture dans notre société. Il y avait bien la montée de l'extrême-droite en Flandre, mais cela ne semblait pas menacer le vivre-ensemble, ni les valeurs communément partagées. Vingt ans plus tard, encore sous le choc des événements qui ont ensanglanté le Musée juif ou *Charlie Hebdo*, nous devons constater que des valeurs fondamentales telles que la liberté d'expression ou la lutte contre le racisme et l'antisémitisme ne vont pas plus de soi. Ce n'est pas une raison de se démobiliser, mais au contraire, une invitation pressante à retravailler en profondeur un projet qui allie et renforce l'art, la culture et la démocratie.



## LE ET (&) ENTRE LE MOT CULTURE ET LE MOT DÉMOCRATIE

### 46. Sinusoïde autour d'une conjonction de coordination

Dans le chapitre précédent, on a cherché à dessiner la flèche de l'évolution des enjeux et des variations de leurs expressions sémantiques. Le chapitre qui s'ouvre ici veut donner place à une question qui préoccupera bien des membres engagés dans les combats menés par l'association : le lien entre les deux termes qui l'identifient, cette conjonction « et » devenue « & » fin 2012, un simple signe mais évocateur « des salutaires intrigues qui nous conduisent de Culture(s) à Démocratie et de Démocratie à Culture(s) », affirmera Roland de Bodt.

Un graphisme qui a semblé un temps neutraliser le questionnement, mais pas la question. Sur celle-ci – heureusement – pas de consensus. Car tout l'intérêt de la liaison – dangereuse (?) – entre ces deux termes semble sa propension à provoquer la recherche des sens issus de l'entrecroisement de deux concepts déjà féconds d'interprétations, d'usages, et de mésusages. Les commentaires sur le « et », point nodal, s'apparente à une sinusoïde où la pensée serpente, et parfois à un kaléidoscope.

De nombreuses contributions ont été sollicitées pour tenter de cerner ce qui dans ces deux termes éclaire la spécificité de la mission de Culture & Démocratie. Car en décryptant ce &, c'est évidemment aussi le contenu des deux termes ainsi reliés qui est visés par les commentaires. Culture d'une part, démocratie de l'autre, où, quand, en quoi, pourquoi ces deux mots feraient-ils alliance? Qu'ont en commun ces deux concepts dont on se perd à conjecturer lequel serait la poule et lequel, l'œuf? Qui, séparés, s'ensablent – c'est leur commun défaut – dans leurs définitions trop vagues, trop multiples? Et qui, réunis par les hasards de l'histoire ou la nécessité, sont parfois comme des voyageurs perdus dans la tempête s'accrochant l'un à l'autre pour ne pas se perdre.

Et ce « et », ou &, c'est quoi? Conjonction cumulative de deux termes, distincts ou bien entremêlés? Réductrice, l'existence de l'un étant conditionné par celle de

l'autre? Parallèle entre deux concepts se rejoignant à la diatonique de communes exigences? Expression d'une temporalité identique et semblablement contemporaine? Conjonction explétive, chacun donnant à l'autre un surcroît d'énergie? Aucune des propositions, de la plus rigoureuse à la plus prophétique, de la plus assurée à la plus imprécatoire, n'a gommé la complexité de la question.

### L'aiguillon de nos certitudes

On connaît Laurent Busine, cet homme de « beaux-arts ». Le « et » est pour lui « le résumé de la curiosité et de la tolérance », une attitude prudente que, présidant l'association au tournant du siècle (1998–2000), il estime devoir appliquer aux deux termes ainsi reliés. Car « qu'est-ce qui est démocratique dans un lieu et un temps précis? », et pareillement pour la culture dont « chacun a une idée de ce qu'elle représente ». Et le créateur du MAC's du Grand-Hornu de souhaiter voir le « et » devenir « l'aiguillon qui fait basculer nos certitudes ».

### Tout acte de création contient en puissance une soif de démocratie

Dans le Journal 2, le Centre culturel arabe conduit son propos malgré la sensation désagréable de se trouver dans des « zones de chute libre éprouvantes » : « La culture est [...] mémoire, conscience et projet en interaction permanente. » Elle est une des possibilités données à l'homme de se survivre. Dans la pensée arabe, culture ne s'oppose pas à nature. En regard, « démocratie évoque un libre arbitre, une notion d'égalité ». Née avec l'idée de nation, elle ne repose pas sur une exigence morale mais un choix politique : « Si la culture est notre réalité, la démocratie n'est encore que notre désir. » Les deux notions sont reliées par de communes exigences, « la communication qui génère la culture, tout autant qu'elle en naît, est aussi le nerf de la démocratie [...] Une même dynamique les pousse à détruire les inégalités intellectuelles, sociales, humaines dans toute l'acception du terme pour éviter le retour à l'animalité [...] » Leurs combats semblent identiques : « La création, l'art, la découverte et la pensée sont en lutte constante contre la répression de ceux qui déniaient à autrui l'exercice de la liberté. » Cette résistance repose cependant plus sur la logique que sur des faits : « Si tout acte de création contient en puissance une expérience de liberté, la culture contient potentiellement depuis le début de l'homme une utopie de démocratie, [...] se présentant comme la soif "naturelle" de l'homme individuel à prendre collectivement son destin en main. »

### Tensions entre affinités et contradictions

Dans sa réponse « Avec ou sans S? » (Journal 3) laissant entendre la pluralité des deux termes reliés, le journaliste et critique d'art Claude Lorent ressent la culture comme « une expérience continue, ininterrompue » qui lui permet d'apprécier la démocratie. Les deux sont à réfléchir constamment, étant entendu que la première englobe la seconde. Une alliance qui n'est pas de tout repos, l'une et l'autre étant « engagées dans un mouvement perpétuel car plus on sait, plus on connaît [culture], davantage on s'interroge [démocratie] ». D'autant qu'elles peuvent s'opposer : « leur antagonisme [provenant] de leur rôle spécifique » : la démocratie aboutit à des règles, la culture à la liberté.

Un peu plus tard, Joël Roucloux et André Sempoux, s'exprimant à propos de Poulet, écrivain belge réputé raciste, affirmeront que culture et démocratie ne

s'accordent pas nécessairement. Si, répond Lorent car si ces deux variables sont unies dans une spirale infinie en tension entre affinités et contradictions, la culture et de la démocratie dans leur exercice vont cependant de pair.

### Une relation de protection mutuelle

Dans l'édito du numéro 4 en octobre 2002, Georges Vercheval, alerté par la recrudescence de l'extrême-droite en Europe, se fend d'un avertissement sur les dangers qui guettent pareillement les deux axes de la mission de l'association : « Nous savons [que] les valeurs que nous défendons sont éminemment fragiles, que la culture et la démocratie sont menacées en permanence, et que rien n'est gagné d'avance ! » Culture et démocratie sont engagées dans une relation de protection mutuelle : « La culture est un élément essentiel pour la protection et le développement de la démocratie, et [à] l'inverse, tout recul des acquis démocratiques implique, à court ou à moyen terme, des atteintes à la culture et à la liberté d'expression. »

### Des pensées univoques signent l'échec possible des démocraties

Roland de Bodt établit d'entrée de jeu la filiation : « Démocratie est fille de Culture(s). [...] Elle est un pli de la conscience avant d'être un trait de la raison. [...] Je lui reconnais d'être un mot avant d'être un fait. [...] Démocratie est comme une rédemption possible de Culture(s). » Le pluriel est souligné, la culture au singulier étant l'emblème des « replis farouches, des dogmatismes vénaux, [des] intégrismes assassins ». Car la démocratie n'a pas de « vertu immanente » et, la mémoire de l'humanité étant courte, « l'incertitude démocratique est grande » et ses usages, fragiles. La culture des pensées univoques, à l'œuvre dans le monde signant le « fatidique effondrement de l'imaginaire », nous rappelle que les démocraties peuvent échouer.

### Une démocratie où il ne faudra pas nécessairement partager une culture pour vivre ensemble

Un État démocratique est jugé sur sa capacité à « assurer les conditions de la participation de tous » : « C'est la "culture" au sens large qui alimente le fonctionnement plus ou moins démocratique. » Dans le Journal 6, Eric Corijn sépare les deux termes pour (mieux) voir le rapport. Les trois registres de la culture relient les interactions : le mode de vie, la production d'objets culturels, la formation identitaire par sélection. « Nous sommes encore convaincus que pour vivre ensemble, il faut partager une certaine culture », une vision commune, une culture-socle de l'État-nation. Le déficit démocratique culturel porte sur les autres expressions culturelles. En surplomb de cette première zone d'insuffisance démocratique domine la culture de consommation issue de la mondialisation, écartant tous les « modèles alternatifs à la société de marché », entraînant une intégration au seul modèle dominant sous peine d'exclusion et « [laissant] le champ libre, pour les liens sociaux, à tous les obscurantismes ».

Après ce constat alarmiste, le sociologue de la culture attend « une autre culture [et] surtout d'autres opérateurs culturels » pour « réinventer la démocratie (et la politique) comme moyen suprême [de] reconstruire la société », une démocratie post-nationale « qui nous apprendra qu'il ne faut pas nécessairement partager une culture pour vivre ensemble ». Une culture de la différence et du partage plutôt que de l'identité et de l'exclusion, cet autre visage de l'insertion forcée.

### Fiction allégorique : indivis le bateau, unique la route

Une rencontre « Écrire la démocratie » entre quatre écrivains francophones venus d'ailleurs se concluait par une manière d'éclatement du lien entre les deux termes. La démocratie dans leur pays est « un mot bannière, étendard, un mot devenu abstrait », « une couverture diplomatique » (Journal 8). Sa véritable expression se situe « dans le creux fécond de l'écriture », expression allégorique la plus haute de leur liberté intérieure.

Avec Jean Hurstel, dans le Journal 10, on reste dans l'allégorie : « Culture et démocratie sont dans un bateau. Culture tombe à l'eau, que reste-t-il ? » Conclusion : la culture, « ensemble des représentations, valeurs imaginaires et symboliques portées, habilitées par les citoyens », est le ferment de la démocratie. La force de l'imagination, l'appel à la créativité nouent, relient une société : l'union des deux termes est essentielle, comme est indivis le bateau, et unique la route. Mais bon, quand même attention à « ne pas célébrer la Démocratie, [à] ne pas glorifier, sacraliser l'Art et la Culture » : personne ne doit tomber à l'eau ».

### La culture, souffle de la démocratie et autres interdépendances

Pour Pierre-Jean Foulon, démocratie et culture sont deux faces d'une même réalité, où l'une jamais ne va sans l'autre. « La culture que l'on expérimente, que l'on crée » invente sa mémoire, est le souffle, le moteur de la démocratie, « un rêve éveillé, une déesse redoutable, un combat perpétuel ». En sens inverse et comme en contrepartie, on attend de la démocratie qu'elle aide la culture à se forger et se développer. Benjamin Barber entend qu'un même combat sauve l'un et l'autre : « la démocratie a, tout simplement, besoin de l'art », car « il n'y pas d'art sans interdépendance ». Mais il hésite : « La démocratie existe-t-elle dans le monde des arts ? »

Devant ces affirmations – mâtinées de doute quand même – qui sont comme des pamphlets, les questions se multiplient : « Culture et démocratie sont-elles sœurs jumelles intensément liées ou lointaines cousines presque étrangères l'une à l'autre ? » (Christian Panier, « Les forces de la culture », Journal 12) « Culture et démocratie, cela s'enseigneraient ? » (Michel Boermans, Journal 13)

### Culture et démocratie appellent au devoir d'irrévérence et d'impertinence

Ces questions ne perturbent pas certaines certitudes fondamentales. Pour Anne-Marie Impe et Jean-Paul Marthoz de la revue *Enjeux internationaux*, si culture et démocratie « évoquent le plus souvent des adhésions collectives, elles sont d'abord des actes de création et d'audace individuels » (Journal 14). « Un jour, [...] les hommes simples demanderont [aux intellectuels] : que faisiez-vous quand les pauvres souffraient et que se consumaient en eux la tendresse et la vie ? » Par cette citation du poète Otto René Castillo stigmatisant les intellectuels apolitiques lors de la révolution guatémaltèque, ils rappellent que le courage en culture est aussi d'aller à contre-courant d'une pensée imposée : « [C'est au nom] de ce métissage entre culture et démocratie que nous devons défendre ceux qui prennent des risques, sortent des rangs, contestent l'histoire officielle, questionnent les rites et les dogmes. » « Dans un monde où la commercialisation de la culture et la mise en spectacle de la politique parient sur le conformisme et la passivité, [...] nous avons besoin de ces voix fortes et tranquilles [...] dont l'irrévérence est pertinence. »

### La question de la mort du signe [sic]

La leçon d'*Enjeux internationaux* semble avoir été entendue.

Pierre-Olivier Rollin (Journal 15) : « Le renforcement de la démocratie passe par un mouvement de régénération de ses composantes et de son fonctionnement. [...] Les institutions culturelles ont la responsabilité de proposer [aux citoyens] ces “moments de choix” qui sont autant de “moments d’approfondissement de la démocratie”. »

Dominique Mathieu (Journal 16) : « Je rêve souvent d’un monde où l’imagination ait réellement droit de cité et force de loi et qui entende ses artistes non pas dans des cénacles mais là où les décisions se prennent. » Devant l’équilibre vacillant de la démocratie, « à l’heure où [...] la crainte de l’autre est attisée par le fanatisme, n’est-il pas en effet paradoxal de se priver de la parole de ceux qui, depuis toujours, décortiquent la réalité, combinent les possibles, et créent d’autres voies ? »

Dans le Journal 18, Nicolas Roméas apporte la caution des combats qui se mènent en France, militant – avec la revue *Cassandra/Horschamps* – pour un service de la culture aussi indispensable que « l’eau, le gaz et l’électricité » (Jean Vilar). L’art ne sert pas à produire des objets ou des spectacles mais à transformer la relation entre les êtres. « La fuite en avant dans la soumission au *quantifiable* est une impasse absolue [...] qui fait de la valeur économique la mesure de toute chose, ce principe de rentabilité qui *merchandise* toute production humaine. » « La question de l’art et de la culture, de la pensée et du *signe*, est pour l’Occident une question de vie ou de mort [...] La mort du *symbolique*, c’est la fin annoncée de l’humain... »

### Culture ET démocratie, pléonasmе, association durable et autres affirmations

Pour Lorent Wanson, culture et démocratie sont un pléonasmе (Journal 18). Parler de ce qui les relie, « c’est d’abord s’interroger sur quelle culture pour quelle démocratie. [...] Elle ne pourra fonctionner que lorsque la culture dans son appellation la plus complexe sera prise en compte. »

Dans le même sens, Françoise Baré (« Les tentations populistes », Journal 22) : « L’éducation, la culture, sont des ferments de la démocratie. » Une liaison adossée à l’impératif de la lutte contre l’extrême droite, dans la ligne de l’Appel de Culture et Démocratie : « La crise est une arme totale, qui masque un désintérêt profond pour la chose culturelle. [...] Les attaques sont sourdes, il n’y a pas d’autre vision du monde à substituer. Rien que le vide, l’absence, le propre, le politiquement correct. Le règne du *bling-bling* divertissant. La soif de culture doit, disent encore les artistes aux quatre coins de l’Europe, s’associer durablement à l’élaboration d’une pensée politique. »

L’Appel de Culture & Démocratie suscite d’autres prises de position qui s’affirment comme celles, publiques et officielles, de l’asbl : « L’idéal démocratique est un idéal de culture car il est ce qui lui permet de ne jamais se scléroser, de ne jamais devenir barbarie, d’épouser le mouvement de la vie, Culture et Démocratie se donne comme mission de semer ce souci démocratique pour la culture et ce souci culturel pour la démocratie partout où le déficit démocratique fait le plus mal. » (Baptiste De Reymaecker). « C’est dans la pratique d’une culture vivante et dans l’acquisition du sens critique que se trouvent les meilleurs ferments de la démocratie. » (Georges Vercheval) « Le premier degré de la démocratie, ce sont les droits culturels, soit la possibilité pour chacun et chacune d’accéder à tout ce qui peut l’aider à penser, inventer et construire sa

destinée personnelle pour s’inscrire en liberté, en conscience et en responsabilité dans un destin collectif. » (Sabine de Ville, Journal 23)

« La démocratie, nous rappelle Roland de Bodt, est d’abord une question culturelle. [...] Ça se cultive. Comme une plante. Avec des gestes justes. [...] La démocratie est par bien des côtés, dans sa réalisation quotidienne, une question de pratique(s). Une pratique difficile de tous les instants. Vigie dans les moments exceptionnels et vigilance au jour le jour jusqu’à devenir une habitude. » (Paul Biot) « La démocratie peut être en déficit de culture comme la culture en déficit de démocratie. » (Joël Roucloux, à propos de la politique des musées, dans « Conclusion : gratuité ou reconnaissance », Journal 29)

### La Charte de Fribourg : au croisement des objectifs

Dans « Politiques culturelles et création sociale » (Journal 25), Patrice Meyer-Bisch souligne que le lien entre culture et démocratie passe par la complémentarité et le croisement de leurs objectifs : « Une politique culturelle est une “culture des libertés” dans tous les domaines du politique. [...] L’objectif de toute politique démocratique consiste à assurer le droit de chacun de participer à la vie culturelle. [...] L’objet d’une politique culturelle apte à féconder l’ensemble d’une culture démocratique est la valorisation mutuelle des personnes et la richesse des systèmes. »

### Malaises et contestations

Dans le numéro 27 du Journal consacré aux abus de sens portés par « les mots mués en abus de pouvoir » (Sabine de Ville), Laurent d’Ursel s’insurge contre l’usage du terme *démocratie*, « un mot qui tient de l’hallucination collective [...] à une époque où les guerres sont déclarées pour l’exporter aux quatre coins du monde ». Même écho chez Jean Delval pour qui démocratie et citoyenneté sont une construction de rapports de force : « Connaissez-vous quelque chose de plus totalitaire, de plus dictatorial qu’une autorité invisible ? [...] La main invisible, le libre-échange, le libéralisme économique et la concurrence libre et non faussée sont des dogmes. Ils ne connaissent comme mode de fonctionnement que les diktats dont l’accumulation construit la dictature sous le couvert de l’apparence démocratique. [...] C’est un peu par ces voies que l’on aboutit à des peuples sans voix. »

Si Culture & Démocratie ne s’approprie pas cette libre parole particulièrement inquiétante, la double mise en garde et les arguments sur lesquels elle repose rejaillissent sur la liaison indistincte et indéfinie du terme *démocratie* mis à mal, avec le premier, culture, provisoirement épargné. Elle oblige à s’interroger sur le sens de leur lien, et sur la nécessité de préciser davantage les contours, les critères, les contenus que l’asbl donne à l’un et à l’autre des deux termes, ainsi qu’à leur liaison.

D’ailleurs le mot *culture* ne perd rien pour attendre. Dans le Journal 28, Claude Semal s’insurge, « “notre” culture n’est pas une variable budgétaire facultative à la périphérie de la Cité » : « Dans une société moderne qui n’est plus cimentée, ni par une religion transcendante, ni par une idéologie totalisante, où cette recherche de sens, où ce travail de socialisation peut-il avoir lieu ? Où pouvons-nous collectivement nous approprier cette dimension symbolique : partager une langue, une mémoire et un imaginaire ? [...] Esquisser un rapport critique à l’Histoire et aux structures sociales ? Où, si ce n’est, précisément, dans le champ culturel ? [...] Ne pas comprendre cet enjeu c’est mettre en danger de mort ce qui fonde l’existence même de la Cité. »

Interpellation proche de celle de Semal, celle de Tina Noiret (« Citoyens du monde, à quand ? », Journal 30) à propos d'un élément fondamental de la culture, la langue, parole sur les savoirs méconnus : « Qui est l'autre dans une démocratie ? Et pourquoi est-il autre à ce point qu'on lui dénie tout droit de cité ? » Atteindre la citoyenneté universelle doit passer par le partage des savoirs.

### D'une culture de tout État développé à celle de la démocratie

Cette excursion sur le parcours du lien entre les deux faces de la mission que s'est donnée Culture & Démocratie, ce *et* provocateur et interrogateur entre les deux mots-clés de son action, cette liaison porteuse d'idéal et d'imprécisions parfois problématiques, avait pour objet de faire le point sur le foisonnement des propos – parfois presque imprécatoires – sur les deux termes unis par ce qui peut parfois apparaître comme un hasard de l'histoire. Aux origines de l'association, le mot culture était plutôt associé aux exigences de tout État développé, d'une société civilisée jouant dans le concert des nations. « C'est à tous les niveaux que les valeurs que [l'art et la culture] véhiculent doivent imprégner le fonctionnement de l'État (de tout État se disant "civilisé"). [...] Culture & Démocratie s'est donc, dès ses débuts, confrontée à un beau défi, celui de réinsuffler davantage de culture et d'humanité dans notre société dite démocratique. » (George Vercheval, « S'engager », Journal 31)

À cet endroit de notre pérégrination dans ce parcours accidenté, il apparaît clairement que l'association des deux termes va encore devoir être revisitée, exigeant un approfondissement de leur environnement sémantique et politique ainsi que, pour Culture & Démocratie, une communication repensée. La poursuite de la réflexion et l'enjeu des droits culturels – relancé par le projet européen de formation Paideia – vont susciter quelques réponses, sinon quelques pistes.

Le souhait de voir ce travail de clarification pris en compte dans les initiatives sur les droits culturels est partagé dans le Journal 31 par le fondateur même de Culture & Démocratie, Bernard Focroulle : « Défendre la place de la culture, ce n'est pas défendre un intérêt corporatiste, c'est agir pour le bien commun. C'est un enjeu politique au sens noble du terme. La démocratie reste fondamentalement inaccomplie si elle n'intègre pas aussi les droits culturels. »

Même son de cloche pour le premier directeur de Kunst en Democratie (Dēmos), Ivo Janssens : « Ce n'est pas par hasard que les deux déficits de notre société touchent précisément la culture et la démocratie. [...] L'accès à la connaissance, à l'art et à la culture reste un privilège et non un droit. »

### Rester dans la vigilance, mère du doute créatif et de la réflexion critique

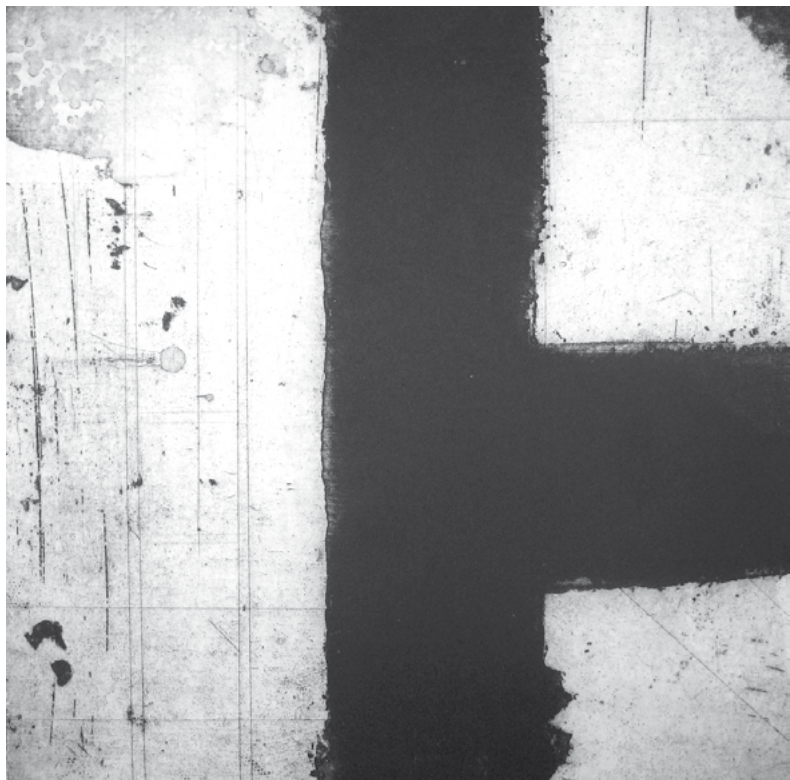
Baptiste De Reymaeker relance l'incertitude, citant Alain Brossat qu'il a sollicité en prémisses des vingt ans de l'association, lequel « nous invite à nous méfier du consensus qui accorde toute le monde autour de l'importance de la culture » : « Le diagnostic [que pose Culture & Démocratie] depuis ses hauteurs "critiques" d'une culture en danger, d'une effrayante carence culturelle, et donc démocratique, de nos sociétés serait tout bonnement fallacieux : notre époque, au contraire, est celle du règne de la culture, et cette dernière n'émancipe pas ! Davantage de culture n'équivaut pas à davantage de démocratie : la culture fait de la démocratie, en la dépolitisant, une institution de spectacle. »

Eric Corijn botte en touche : « L'imagination est une expérience permanente du possible. [...] La culture et l'art permettent alors la recherche de la force intrinsèque des individus. Et cette recherche est identique à la recherche d'une nouvelle relation politique entre individus et communautés, la démocratie. [...] La vraie critique est une forme d'émancipation. L'art et la culture renforcent notre capacité de jugement et nourrissent le débat public. [...] Cette "quête" de sens est fondamentalement politique. »

La démocratie, un spectacle ? La culture : la recherche d'une nouvelle relation politique ?

À suivre donc.





54.

### Pierre Mertens

Écrivain, premier signataire du Manifeste de Culture & Démocratie

## QUAND ON ASSASSINE LA CULTURE, ON EST DÉJÀ PRÊT À PRÉPARER UN GÉNOCIDE...

Ah ! Culture, que de paroles historiques prononcées en ton nom !

Si possible, le menton en avant, les lèvres entrouvertes et un léger froncement de sourcils ne serait pas malvenu... Citons-en deux ou trois, au hasard, et comme elles nous viennent. « C'est ce qui reste quand on a tout oublié. » (À moins qu'il s'agisse plutôt de la civilisation, qui sait ?)

55.

« Si l'Europe était à refaire, on commencerait par la culture. »  
(Citation attribuée à Jean Monnet)

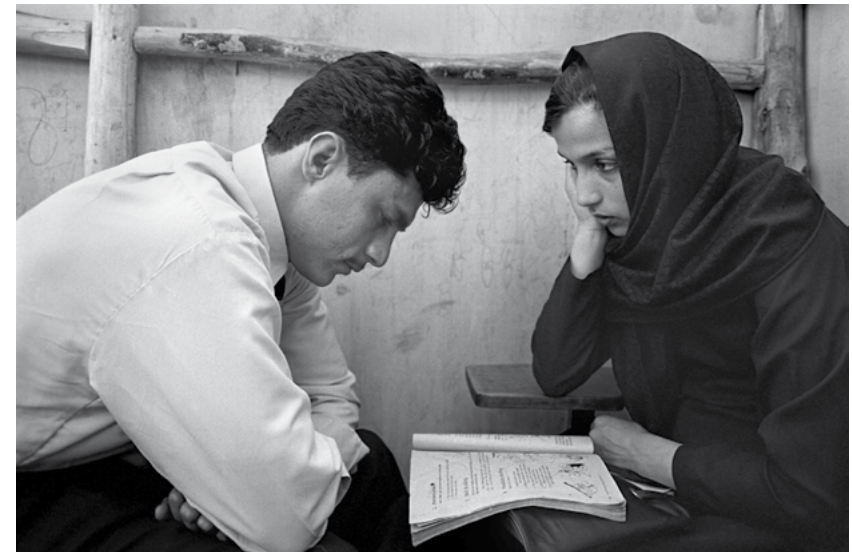
Apprenant que les budgets culturels de la Grande-Bretagne vont être réduits au profit de ceux de l'armement, Churchill aurait déclaré : « Et c'est pourtant pour cela qu'on se bat-tait ? » Et puis, toujours, cette perle : « Quand j'entends prononcer le mot *culture*, je sors mon revolver », que l'on attribue tantôt à Goebbels, tantôt à Göring... Or, attardons-nous y un instant. Ce n'est ni l'un ni l'autre de ces grands (in)dignitaires nazis qui se soient rendus coupables de cette menace blasphématoire... Il est éclairant de rappeler que celui qui l'a commise était un écrivain, un romancier très prisé, à l'époque, par le III<sup>e</sup> Reich : Hanns Johst, et donc un *artiste* qui n'hésitait pas à scier la branche même sur laquelle il était assis. Retenons cette leçon que toute culture comporte, la plupart du temps, ses sadomasochistes et ses négationnistes. C'est au nom même de la culture, ou d'une certaine culture, qu'on lui crache au visage. Dieudonné, Zemour, Littell, Houellebecq fonctionnent, à des degrés et titres divers, comme les mousquetaires d'un même combat mais on n'imagine pas qu'ils dussent comparaître ensemble devant le même tribunal. De quel crime auraient-ils donc à répondre alors que ce sont leurs thuriféraires qui seraient plutôt à dénoncer ? Le responsable d'un succès bien suspect ou malodorant, et de mauvais aloi, ce n'est jamais tant celui qui en est l'objet que celui qui l'accrédite et le rend parfois presque inexplicable.

Il reste que la situation est bien plus claire lorsque la barbarie s'affirme clairement. Heine disait : « On commence par brûler des livres, on finira par brûler des hommes. »

Aujourd'hui, Daesh saccage impunément la culture préislamique à Mossoul, comme hier, d'autres brutes de la même tendance ont réduit à néant des chefs-d'oeuvre de la culture bouddhiste en Afghanistan.

Il serait, en définitive, piquant que ce soit la destruction d'une culture, plutôt que celle de certains hommes, voire de certains peuples, qui nous ouvre enfin les yeux sur cette aveuglante vérité : NOUS SOMMES EN GUERRE.

Ceux qui, dans les années 1930, n'ont pas voulu convenir de l'apparition d'un certain fascisme, qui sait si, demain, ils n'auront pas à répondre de leur cécité d'aujourd'hui face à celui qui nous investit déjà ?





## AVERTISSEMENT

Les deux chapitres précédents concernaient l'histoire générale des idées portées par les membres de l'association, et pour partie, de leur large environnement social et politique, telles que le *Journal de Culture & Démocratie* s'en est fait l'écho depuis le début des années 2000.

Les chapitres qui viennent vont tenter d'écrire l'évolution des prises de position sur quelques axes spécifiques du travail de l'association. De 2001 à 2006, le Journal proposait une forme de classification des contributions en les ordonnant autant que possible par enjeux. Une organisation qui pouvait en faciliter la lecture comme l'abord des contenus et des contextes qui les ont vus se développer. Certaines de ces subdivisions seront utilisées dans les chapitres suivants pour garder aux contributions parfois très disparates leur unité d'enjeu, et concentrer l'attention sur ce qui, dans leur traitement, a évolué en termes de priorités, de langage et parfois de stratégie d'action. De la dynamique des mots, inférer des hypothèses pour le futur. Quelques axes ont été traités plus spécifiquement par des groupes de travail – ou commissions – internes de l'association. Les numéros 32 à 35 du Journal leur ont donné l'occasion d'actualiser les orientations les plus récentes de Culture & Démocratie : elles seront présentes dans les conclusions.

## CLÉ DE LECTURE 3

## ART ET ÉCOLE

## De la revendication politique à la nécessité de convaincre

La réorientation de l'enseignement vers une plus grande ouverture aux arts est une revendication constante de l'association depuis sa fondation. Le Manifeste de Culture & Démocratie l'exprimait déjà en septembre 1993 : « Nous demandons que la sensibilisation aux différentes formes d'expression artistique soit partie intégrante des programmes de l'enseignement général, de la maternelle à l'enseignement supérieur. » C'est, avec la volonté de voir se poursuivre ou se recréer des collaborations entre communautés (intra belges), le seul axe spécifique du document fondateur, les autres items concernant l'indispensable accroissement budgétaire de la culture et ses retombées positives sur l'environnement socioéconomique, dont l'emploi dans le domaine artistique, ce qui en quelque sorte refermait la boucle de la collaboration art-école.

C'est aussi la seule revendication qui décrit le moyen de réaliser l'objectif. Aux auteurs du Manifeste, sa mise en œuvre paraît évidente : les arts leur semblent un domaine suffisamment identifié, l'enseignement général un espace organisé qui peut se plier aux orientations programmatiques, et la sensibilisation à l'expression artistique, une compétence que les institutions culturelles signataires – et les artistes qui y trouveront de l'emploi – maîtrisent avec bonheur.

Ne manquerait donc plus que la volonté politique.

La réalité, cependant, renâcle : tous deux « matières personnalisables » de la Communauté française, la culture et l'enseignement sont administrativement très séparés, avec des enjeux – notamment en matière d'emploi – et des pesanteurs propres, des exigences parfois opposées. Il faut préparer le terrain en profondeur et convaincre. Par ailleurs, le milieu scolaire qui compte des fervents autodidactes culturels n'a pas attendu le Manifeste pour agir : l'enseignement est fondamentalement, par nature, matière culturelle.

Culture & Démocratie choisit alors de contourner ces obstacles en privilégiant la rencontre et le débat. Cinq tables rondes étalées sur 1999 et 2000, réuniront des « médiateurs de l'art », et un texte paru en janvier 2001 dans *Chemins de Traverse*, revue éditée par la FWB<sup>8</sup>, donnera une version complète de leurs interventions.

C'est que la « sensibilisation aux expressions artistiques » à l'école concerne beaucoup de monde : les acteurs « professionnels », enseignants et chefs d'établissement d'une part, institutions culturelles et artistes de l'autre ; mais les élèves et leurs parents deviennent aussi partie prenante, ainsi que les « acteurs culturels et sociaux impliqués dans les quartiers, les villes ou les villages ».

Le premier numéro du Journal (2001) reflètera cette approche tactique d'une intégration de l'art à l'école, « mariage d'amour ou de raison ? Mariage forcé ou consenti ? » (Avec des points d'interrogation quand même...) Mariage au sommet, consensus sur le terrain, le partenariat sera la pierre angulaire d'un « dispositif artistique et pédagogique [inséré] dans un projet global d'établissement », dont chacun des intervenants, enseignant ou artiste est appelé à se former à travailler avec l'autre.

### Des paroles aux actes : premiers – prudents – dispositifs

Culture & Démocratie n'oubliera jamais, dans les périodes préélectorales notamment, d'appeler les politiques à leurs responsabilités devant l'histoire. Une rencontre, en 2012, avec les Commissions de la culture et de l'éducation au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles leur a encore rappelé l'importance de la question. Mais à la revendication originelle du Manifeste fait suite une approche nettement plus circonspecte. On a bien compris que les déclarations politiques ne suffisent pas. Elles sont pourtant nombreuses, répétitives et toujours affirmées sur le principe – les mots pour le dire touchent parfois au lyrique –, mais la réalité est rétive, et le passage à l'acte, minimaliste.

Les auteurs du Manifeste de 1993 n'avaient pas non plus oublié que les enthousiasmes politiques avaient pour beaucoup d'enseignants le goût amer de la trahison : en 1990, la réforme de l'enseignement qui a réduit des centaines d'enseignants au chômage et augmenté drastiquement le nombre d'élèves par classe, avait sonné le glas de quantité d'initiatives de nature culturelle et/ou artistique. Mais l'association, née d'une revendication d'accroissement du budget de la culture sans commune mesure avec les masses financières exigées par l'enseignement, n'avait pu alors que constater les faits et tenter de renouer les fils distendus – parfois rompus – entre les priorités scolaires et l'offre culturelle.

L'action vers les pouvoirs publics et notamment les administrations « inscrites en Communauté française dans un contexte de fracture », devra se recentrer sur « une lecture politique et historique de la rupture et de la réconciliation forcée ou voulue [sic] entre l'art et l'école ». Les tables rondes ont largement ouvert le chantier, posé les fondations, et pensé l'architecture du projet. Mais l'écart entre réalité et idéal se creuse devant le rouleau compresseur de l'idéologie dominante d'une « école des performances » et des priorités du marché de l'emploi qui orientent les choix programmatiques.

Parmi les conclusions des tables rondes, on avait pu lire que « l'art à l'école ne peut plus se contenter de budgets limités. Il s'agit dès lors d'en faire une réelle priorité budgétaire en sortant de la logique d'appel à projets. » C'est cependant la seule ouverture

structurelle que promeut la puissance publique et que, sauf rarissime exception, s'accorde l'école.

« L'école en scène », un premier dispositif unissant en 2003 la FWB et la Fondation Roi Baudouin, et coordonnée en Wallonie par le Centre dramatique de Wallonie pour l'Enfance et la Jeunesse (ci-après CDWEJ), organise un partenariat entre des écoles et des artistes, solitaires ou collectifs. Comme très souvent, c'est le théâtre (le théâtre-action, notamment avec le Brocoli Théâtre), et un peu la danse et les percussions qui se saisiront de cette initiative.

Mais la question de Sabine Verhelst, qui, à ce moment, anime l'équipe permanente de l'asbl, de savoir pourquoi seulement quarante-cinq écoles ont introduit un dossier de candidature pour cinquante bourses offertes, annonce, malgré la réussite de cette tentative de « responsabilisation citoyenne » dans les écoles, un constat assez général de l'indifférence ou de l'impréparation des autorités responsables à l'insertion d'un « dispositif artistique et pédagogique dans le projet global d'établissement ».

### Flash-back sur les prémisses

L'indifférence n'est cependant pas si générale qu'il y paraît et bien des initiatives – les tables rondes l'ont amplement souligné – montrent que des enseignants et certains artistes, seuls ou en collectif, ont, depuis parfois des décennies, préparé le terrain. La pédagogie de projet, par sa théorie et sa pratique issues de l'après Mai 68, avait eu le don de bouleverser l'école et de *réenchanter* de nombreux enseignants. Les pratiques artistiques valorisant la créativité avaient germé dans des expériences de participation directe des élèves à leur « éducation au savoir et à la citoyenneté ». Le théâtre-action notamment, dont la démarche allie création collective et liberté de parole, avait démontré la pertinence de partenariats avec des enseignants et/ou des directions d'école soucieux de dépasser les catégories « de ceux qui savent et ceux qui écoutent », pariant sur « l'imagination au pouvoir », le mot d'ordre de Mai 68.

Si la pédagogie de projet disparaîtra en tant que fondement d'une nouvelle vision de l'école, bien des enseignants s'engageront à sa suite, parfois en dangereuse rupture de programme, dans une action artistique comme méthode de développement parallèle de l'enfant et de l'adolescent. Mais il s'agit le plus souvent, à quelques exceptions notables près, d'initiatives individuelles, de projets éphémères, parfois enclavés dans les festivités « de fin d'année » et parfois relégués dans le non-dit de l'école, et non d'une stratégie pédagogique reconnue et favorisée par les pouvoirs organisateurs, *rompant la rupture* entre administrations de l'éducation et de la culture, dans une politique unifiée au plus niveau de la Communauté française.

Cette sorte de campement au sommet sur des positions acquises et des domaines de compétences rassurants, demeure un obstacle lourd à la transformation des évidences théoriques en priorité politiques et pédagogiques. Fin du flash-back.

### La démocratisation de la culture : la lourde prégnance de la réponse par l'accès

Outre ces pesanteurs et malgré les initiatives en rupture, lorsqu'en 1993 quelques-unes des plus grandes institutions culturelles du pays – Sud-Nord, et surtout Centre – s'étaient rejointes pour créer Culture & Démocratie et écrire le Manifeste, ces bouillonnements au sein de l'école et ces partenariats expérimentaux n'avaient

<sup>8</sup> Recensées et présentées par Claire Frédéric, alors animatrice permanente de l'association, et Majo Hansotte.

pas atteint significativement la majorité des milieux culturels, au contraire de ce qui commençait à être porté par le secteur de l'éducation permanente.

Les milieux culturels avaient certes, pour beaucoup, effectué leur révolution formelle. Mais sous l'angle de leur rapport au public – scolaire ou non – les institutions culturelles en étaient encore pour l'essentiel à la *démocratisation culturelle*, soit l'amélioration de « l'accès » aux produits culturels. Quand le Manifeste demande qu'une « sensibilisation aux différentes formes d'expression artistique soit partie intégrante des programmes de l'enseignement général », c'est le terme « intégrante » qui dérange.

Le soutien assez exceptionnel de la Communauté française au Théâtre Jeunes Publics est avant tout un soutien à la diffusion de leurs productions qui n'implique l'école, le plus souvent, que pour le temps de la représentation. De manière générale, les pouvoirs publics mais aussi la majorité du secteur culturel, restent essentiellement préoccupés, s'agissant des jeunes – promesse de publics futurs –, par le souci de leur faire trouver le chemin des lieux de spectacles, condition première de l'affectation de ressources publiques aux opérateurs culturels et, in fine, de l'emploi des artistes.

Cette cohérence autour de « l'accès » convenait – et convient toujours majoritairement et prioritairement – au secteur de l'enseignement, sinon à tous les enseignants, qui doivent déjà *intégrer* quantité de normes nouvelles, sans oublier celles que bientôt imposera l'Europe.

Sur le plan politique aussi, alors comme aujourd'hui, la réponse la plus courante des partis à la relation entre l'école et la culture, est essentiellement celle de l'accès. En 2009, dans le Journal 20, les présidents de partis politiques sont invités à s'exprimer sur la question.

Après un vague et consensuel « l'école qui doit être vecteur de la première expérience culturelle », la seule clé explicite du PS est le « soutien à une offre culturelle adaptée au public jeune » ; pour Écolo, après un prometteur « pour accroître les chances de participer à la vie culturelle », il s'agit « d'encourager et de soutenir l'accès aux œuvres », sans oublier toutefois les opportunités de création et d'expression, mais l'école n'est jamais citée comme « opportunité » ; pour le MR l'enseignement est « le levier principal permettant à chaque jeune de bénéficier du meilleur accès à la culture », en complément d'un très scolaire apprentissage théorique.

Au Cdh toutefois, après une longue liste d'opportunités d'accès, on rappelle tout de même que les jeunes ne sont pas « simplement des consommateurs d'art et de culture », mais qu'il est essentiel de leur donner des outils de compréhension et – mais c'est encore très vague – « d'organiser un tiers-temps pédagogique dédié aux activités culturelles et des cours d'arts ».

Les réponses à un questionnaire similaire en 2014 seront à la fois plus précises et moins utopiques démontrant de la part des politiques – la crise aidant – un plus grand réalisme entre les moyens et les fins. Derrière l'affirmation traditionnelle sur la place que doit tenir la culture dans l'enseignement on retrouve encore et toujours prioritairement l'*accessibilité* tarifaire ainsi que le soutien à la diffusion. Le Cdh demeure en pointe, souhaitant une « approche quotidienne de la culture » à l'école par une « démarche concrète et éducative afin que chacun puisse avoir une approche la plus large et complète possible de la culture, élément incontournable du projet pédagogique de notre enseignement ».

### Contre les fatalités de l'histoire, la pratique concrète

Pour tenter de contourner ces positions catégorielles, ces fatalités de l'histoire, le Journal va s'ouvrir à la présentation de cas concrets de partenariats culture-école et d'initiatives structurelles, parfois soutenues par les pouvoirs publics, visant à les rendre moins éphémères, voire moins marginales.

Le CDWEJ développe depuis 1997 des ateliers artistiques en milieu scolaire, et le douzième numéro du Journal donnera la parole à la danse « un langage à part entière », rendu accessible à tout enfant plongé – avec la complicité d'Anne Chevalier et d'enseignants convaincus – dans un processus de création. Même démarche dans l'asbl Pierre de Lune et dans d'autres structures similaires ou centres culturels (le Centre culturel Jacques Franck notamment), en Région bruxelloise. Un festival international, Turbulence, vient même de voir le jour, qui s'est conclu par la nécessité impérieuse de créer un pôle de réflexion, d'évaluation et d'action qui dépasserait les structures de la Communauté française et ses divisions catégorielles entre « enseignement » et « culture ».

En 2000, une initiative de la COCOF<sup>9</sup> apporte une perspective plus audacieuse. « Anim'action », plus tard rebaptisée « La culture a de la classe », qui s'adresse aux écoles francophones de la Région bruxelloise vise à développer, pendant le temps scolaire, des projets favorisant chez les élèves de l'enseignement maternel à l'enseignement supérieur de type court le plaisir de lire, l'expression artistique, la citoyenneté active. Les maître-mots en sont « partenariats » (entre écoles et associations artistiques et culturelles) et « participation active » des élèves, des enseignants et des artistes-animateurs.

De la même veine, naissent des associations visant au développement de relations organiques entre écoles et artistes ou opérateurs culturels : ABC (Arts Basic for Children) qui conçoit des animations « mobiles où l'art est mis en relation avec tous les domaines de la vie » ; ÉCLAT (École, Culture, Lecture, Arts et Théâtre), qui propose un espace d'information et de formation des enseignants et ambitionne de promouvoir les services éducatifs des opérateurs culturels ; MUS-E, une structure encore un peu bicommunautaire qui, pour promouvoir « la pratique régulière des arts à l'école visant à développer la créativité des enfants », propose à des artistes et des enseignants, dans des partenariats de longue durée (une ou plusieurs années scolaires) de « s'approprier, en les pratiquant, les méthodes qui sous-tendent leur propre travail ».

Ces pratiques et ces liens avec l'école vont perfuser dans les milieux plus traditionnels : le Rideau de Bruxelles va ainsi développer avec le spectacle *Korczak* sur la thématique des droits de l'enfant, une opération qui fera l'objet d'un suivi du projet par Culture & Démocratie, une analyse de la méthodologie et des retombées. Mais sans doute faut-il tout autant rappeler les initiatives structurelles de quelques théâtres de quartier subventionnés, tels Océan Nord à Schaerbeek ou Atelier Saint-Anne/Théâtre des Tanneurs dans le cœur populaire de Bruxelles, et la pratique courante dans le théâtre-action des partenariats compagnies/écoles couvrant parfois plusieurs années, dans toute la Communauté française. Le *Journal de Culture & Démocratie* rendra compte en 2004 de cette démarche reconnue un an plus tôt, par décret, comme faisant partie sans réserve de l'art dramatique de statut professionnel.

<sup>9</sup> Commission communautaire francophone de la Région bruxelloise.

### Sur le métier sans cesse remettre l'ouvrage

En 2003, dix ans après le Manifeste, Culture & Démocratie fait le point : « Avec la crise qui n'en finira pas, s'inquiète Georges Vercheval dans son édito du Journal 8, [la notion de "culture et enseignement"] devient cruciale ». Les exemples de pratiques, constate Nicole Van Dael, institutrice et psychopédagogue, la plupart autonomes et bénévoles, existant depuis plus de trois décennies, trop souvent oubliés, n'ont pas suffi à faire bouger les lignes. Il faut remettre l'ouvrage sur le métier.

Pour comprendre le *métier* et mesurer l'*ouvrage*, un « Rapport prospectif » avait été confié à l'historienne de l'art Evelyn Cramer, dans le but d'analyser les processus de mise en œuvre de cinq expériences pilotes – parmi d'autres – qui favorisent la pratique artistique à l'école et les acquis de quelques dispositifs institutionnels. Les conclusions montrent des convergences autour de quatre problématiques : partenariat, temps scolaire, projet pédagogique et axe participation/formation. « L'inscription de cette éducation artistique et culturelle dans le projet pédagogique des établissements semble une évidence [...] L'école deviendrait un centre culturel » au sens premier du terme. L'enjeu : l'art comme expérience, agent de développement, outil de citoyenneté, lien avec l'environnement social, rapport au monde, enrichissement collectif, apprentissage de l'action.

Le Rapport prospectif contient une série d'actions à entreprendre dont l'inventaire des dispositifs et de critères de partenariat, ou diverses formes de soutiens aux activités des enseignants avec une *modularisation* des grilles horaires, la formation à des pratiques et à l'élaboration de projets. Evelyn Cramer n'ignore pas que parmi ceux qui le liront, les artistes anticiperont leur mise en concurrence. Et quant aux politiques, ils savent mais ne prennent pas la question de manière globale, les pouvoirs publics et scolaires considérant encore le plus souvent « l'art comme création, improvisation, et la formation comme un itinéraire personnel » (Nicole Van Dael, Journal 8).

Devant ce qui lui paraît devenir une urgence absolue dans les programmes scolaires, Culture & Démocratie met en place un *groupe de travail* chargé d'assurer une suite concrète au Rapport prospectif. Ces premiers constats, plutôt favorables, portent sur le déploiement de pratiques *ad hoc* soutenues par les centres culturels et les centres d'expression et de créativité. Mais ils confirment aussi l'émiettement des initiatives, opérations pilotes limitées dans le temps, qui sont le fait d'acteurs dispersés, et sans déploiement vers l'ensemble de la communauté éducative.

### Retour au politique

Si par ailleurs les sphères politiques semblent manifester un intérêt croissant pour la question, ces bonnes intentions ne peuvent se comparer à la politique culturelle du ministère de l'Éducation de la Communauté flamande. Celle-ci, passant de la parole aux actes, s'est en effet dotée d'une structure permanente de cohésion entre les secteurs de la culture et de l'enseignement, la CANON Cultuurcel, chargée de mettre en œuvre « une formation créative à tous les degrés de l'école en développant des programmes et des outils culturels particulièrement adaptés et cohérents » (Journal 11).

Culture & Démocratie revoit son jeu : son territoire d'action est le ministère – et le ministre – de la Culture ; sur le plan scolaire, on sait qu'il n'y aura jamais d'art à l'école sans les *enseignants-passeurs* « convaincus de l'intérêt pédagogique de ces expériences pour les avoir pratiquées eux-mêmes » ; c'est donc du ministère de l'Éducation que doit « venir la parole qui rende à l'art et plus largement à la culture sa légitimité

dans l'espace de l'école ». Les pouvoirs publics, et au premier chef, les partis, disposent à présent de toutes les informations nécessaires pour transformer leur « intérêt croissant » en actes.

Tout a déjà été dit et répété, de l'articulation nécessaire entre *artiste-créateur* et *enseignant-pédagogue* à l'ouverture indispensable des plages horaires, des *ambassadeurs de la culture* au cadastre de ce qui se fait en milieu scolaire. Il faut à présent, pour contrebalancer les « logiques d'efficacité immédiate qui ont peu à peu submergé la pratique pédagogique », qu'un ministère culture-éducation (ré)unifié ou à tout le moins une configuration permanente « appliqué[ant] un discours de synergie » entre les deux ministères encourage et organise la pratique et la fréquentation de l'art, dès lors « légitimées de manière indiscutable ».

Après la preuve par les pratiques, après les recherches, analyses et conclusions, plus probantes les unes que les autres, les dés seraient-ils à nouveau entre les mains des politiques ?

### Les États Généraux de la culture relancent la donne

En 2003, la mise en place des États Généraux de la Culture par la ministre Fadila Laanan est une opportunité qui tombe à pic. L'association prend l'affaire très au sérieux et organise une journée d'étude en collaboration avec l'ULB pour peaufiner ses propositions. Culture & Démocratie interviendra sur deux points capitaux : la formation des enseignants à devenir *passeurs de culture*, celle des artistes – la chose est neuve – à la pédagogie, et tous, opérateurs compris, à l'apprentissage de leur collaboration. Autre impératif, la sensibilisation aux arts et à la culture de tous les élèves, sans différence, sur tout le parcours scolaire de la maternelle au secondaire inclus, toutes disciplines et tous réseaux confondus. En appliquant le principe selon lequel la culture est un droit pour tous, l'école s'affirmerait premier espace de démocratie où l'on apprend à « penser le monde autrement et [à] développer l'esprit créatif ». Lors de son intervention aux États Généraux de la Culture, Culture & Démocratie précisera encore que « l'approche d'une discipline artistique s'inscrit parfaitement dans les *socles de savoirs et de compétences* définis dans le décret Missions de 1997 » (Journal 13).

Les conclusions des États Généraux de la Culture seront saluées avec ferveur : la culture liée à l'action sociale, joignant un meilleur accès à une participation véritable, il reste à veiller à ce que ces principes soient traduits en priorités réelles et guident l'action concrète de refondation. Saluées avec ferveur mais aussi avec prudence, car en même temps que les priorités sont affirmées, l'art et la culture ne cessent de régresser dans l'enseignement, la dynamique inverse venant d'acteurs culturels.

Autre espoir : intervient en 2006 le décret relatif à la collaboration entre culture et enseignement. Ou plus précisément entre les ministres Marie Arena et Fadila Laanan. Car le langage n'est pas au diapason : dans le Contrat stratégique pour l'Éducation préparé par la première, le peu d'art à l'école est envisagé sous le terme *d'activités, culturelles et/ou sportives*, là où sa collègue « culturelle », dans ses priorités, parle d'émancipation, c'est-à-dire pour une bonne part, d'éducation. On peut d'ailleurs se demander si ce paradoxe ne recouvre pas une dérive sémantique et sémiologique qui permet que se poursuivent indéfiniment, dans un parallélisme parfait, des discours consensuels et parfois militants, sans qu'à aucun moment on n'aborde l'art ou la culture à l'école autrement qu'en posture de marginalité.

### Avancées et piétinements : après les États Généraux de la Culture, espérer où creuser encore ?

Autres avancées, en 2006, le décret Culture-École et le programme Anim'action apporteront leur part de mobilisation culturelle au cœur de l'enseignement, mais trop restreinte au plan budgétaire et basés sur le projet, autant dire le ponctuel et la singularité, la marge encore. Il faut rassembler les appuis et poursuivre les interventions au sommet et les colloques et autres tables rondes pour que les priorités fondamentales des États Généraux de la Culture ne restent pas lettre morte.

Des universités et autres Hautes Écoles, acteurs culturels dans la ville et la région, se sont parfois engagées dans des initiatives novatrices telles des interventions d'artistes dans les cours de sciences sociales et humaines, ou leur accueil en résidence. Elles n'hésitent pas à invoquer le parrainage involontaire d'Edgard Morin, la culture est « ce qui relie les savoirs et les féconde » ou de Galilée, « on ne peut rien enseigner à autrui, on ne peut que l'aider à le découvrir lui-même » (Journal 16). L'enjeu est de taille : rester critique et travailler le sens en faisant de la culture le contre-point de l'esprit de compétition plus prégnant que jamais. Pour Catherine François, qui enseigne à la Haute École Prigogine (ÉOS Bruxelles), « l'école est le véritable enjeu de l'émancipation sociale », en contre-pied de la reproduction des « mécanismes sélectifs dont l'effet de stigmatisation sur les étudiants provenant des classes populaires est encore vigoureux » (Journal 21).

Les actions ne manquent pas. Les réflexions sont de haute volée et les intervenants convaincus et convainquants. Le problème que rencontre l'asbl est son inscription dans le champ de la culture et de l'éducation permanente, où ses recommandations sont entendues, alors qu'une hypothétique *révolution culturelle de l'école* dépend du secteur de l'enseignement. Les mécanismes « catégoriels » semblent faire obstacle à l'appropriation par ce secteur du principe même d'un changement de logique du système éducatif qu'apporterait « l'approche épistémologique – à tout âge – de tous les savoirs scolaires pour en éclairer la dimension culturelle ».

Des rencontres avec les instances politiques, des questions aux ministres en campagne (électorale) courtoisement invités à La Bellone, puis un colloque, le 17 novembre 2008 au Théâtre des Martyrs vont parachever le travail d'analyse et de proposition et donner définitivement à la revendication originelle de Culture & Démocratie sa profondeur idéologique. Aux sociologues de la culture, aux représentants du monde de l'éducation, aux responsables culturels, il est demandé « comment penser l'accès à l'art et à la culture sans porter aussitôt la question du côté de l'enseignement et de la formation » ?<sup>10</sup>

Le Cahier 03<sup>11</sup> publié en 2011 marquera l'aboutissement du travail de réflexion collective mené au cours d'une nouvelle tournée de six tables rondes en 2011 et 2012 sur la place de la culture, de l'art et de la création dans le cursus de l'enseignement, s'inscrivant dans une stratégie engagée vers d'indispensables mutations institutionnelles attentive aux impératifs et aux sensibilités du monde enseignant. Sous le titre d'un « Nouveau contrat culturel pour l'enseignement », Culture & Démocratie va traduire ce travail sous forme de dix recommandations – reprises en pages centrales du Journal 32 (2013).

<sup>10</sup> Les débats seront publiés dans leur intégralité dans le Cahier n°2 de Culture & Démocratie sous le titre *La culture au cœur de l'enseignement, un vrai défi démocratique*.

<sup>11</sup> Sous le titre *L'indispensable révolution : culture et création au cœur de l'enseignement*.

### Intégration ? Changement de sens, de la nature des impératifs et des obstacles

Dans ce même numéro, entièrement consacré à cet axe de l'association, Sabine de Ville, qui préside à ce moment Culture & Démocratie, évoque l'hypothèse selon laquelle « ce qui coince » pour changer les choses, c'est la nécessité et le refus des pouvoirs publics concernés d'un « déplacement voire [d'une] *inversion des logiques* qui sont à l'œuvre dans nos systèmes éducatifs inféodés à la technicité et à l'utilité socioéconomique des formations dispensées ».

C'est que les réflexions portées par Culture & Démocratie sur l'*intégration de la sensibilisation aux expressions culturelles*, initialement revendiquée par le Manifeste, ont non seulement conduit à une implication sensiblement plus exigeante pour le corps enseignant appelé à se former « dans des champs disciplinaires quasiment absents de l'enseignement », mais c'est la nature même de l'*intégration* qui semble bien avoir changé de nature.

En 1993, l'intégration revendiquée par les grandes institutions culturelles et autres signataires du Manifeste n'apparaissait pas de nature à bouleverser les programmes scolaires mais plutôt à les enrichir de « l'aventure des savoirs artistiques et culturels », en favorisant de toutes les manières possibles leur collaboration avec une école qui leur serait davantage ouverte. Aucune contribution, table ronde ou conclusion de groupe de travail n'indique à l'origine la nécessité d'une *inversion des logiques* au sein d'une institution scolaire que l'on reconnaît porteuse de culture à divers titres.

Assez vite ensuite, on parle de concertation, puis de partenariats, enfin de médiation. Rien toutefois non plus qui vienne modifier en profondeur les habitudes, les priorités et l'organisation des secteurs concernés, de leurs opérateurs et de leurs métiers respectifs. Intégrer des éléments de *sensibilisation aux expressions culturelles* devait, dans les faits, seulement contrecarrer – mais c'est déjà beaucoup – le progressif abandon de l'approche des disciplines artistiques (dessin, musique, etc.), voire de restrictions dans des domaines à forte valeur culturelle ajoutée (histoire, géographie, langues anciennes, etc.). Au plus haut point de cette intégration se situerait une formation scolaire initiale « capable de permettre l'accès ultérieur à une vie culturelle librement choisie » (Philippe Meirieu, Rapport pour l'UNESCO, cité dans l'article).

L'article de Sabine de Ville (« Avancées et piétinements ») rappelle qu'« un mouvement important s'était opéré depuis vingt-cinq ans de l'école vers les lieux culturels », sans poser de problème d'adaptation fondamentale. Que du contraire, alors que les expériences même limitées à des coopérations sans remise en cause fondamentale des logiques propres à chaque secteur, se heurtent aujourd'hui non à des questions que poserait l'*intégration structurelle* entre deux secteurs, mais à « des réglementations multiples, des résistances diverses, familiales et financières... », obstacle imprévu d'une intégration d'une toute autre nature.

Ce qui est devenu la pierre angulaire – ou le rocher tabou – des revendications de Culture & Démocratie – encore réaffirmées dans ses « Dix propositions pour un nouveau contrat culturel pour l'enseignement » et approuvées par les nombreux participants aux colloques et tables rondes –, est la nature d'une intégration qui ne se limiterait plus, pour l'essentiel, à inscrire du savoir artistique dans les programmes des cours et à sensibiliser à l'envie de le découvrir, mais aussi à installer durablement, jusqu'aux tréfonds des logiques d'enseignement les savoirs, les compétences et les pratiques culturelles et artistiques qui ne font l'objet – fondé sur le principe de la liberté



d'expression et de création – d'autre rigueur et d'autres démarches que celles que les opérateurs culturels et les *travailleurs de l'art* s'imposent à eux-mêmes.

Or cette intégration fondamentale impliquerait de faire « bouger la didactique et la pédagogie de toutes les disciplines » en même temps que le rapport hiérarchique « fondé sur la verticalité », décrite comme la règle générale du système éducatif. « Lorsque l'art entre dans l'école, tout cela est bousculé » prévient le philosophe Alain Kerlan cité par Sabine de Ville. Les convictions de Culture & Démocratie se heurtent donc tout naturellement à la perplexité des responsables publics, d'autant que les secteurs culturels et artistiques peinent déjà à éviter leur « inféod[ation] à des considérations marchandes » intrinsèque à « la prééminence nouvelle des industries culturelles ». L'art cheval de Troie ? L'école fournisseur de l'industrie du spectacle ? Certains y pensent. Assurément pas dans les nombreux partenariats culture/écoles actuels, mais il ne serait pas déraisonnable de s'inquiéter pour demain.

Une *intégration* qui serait à ce point fondamentale qu'elle « sèmer[ait], là où c'est possible, un questionnement radical sur le savoir, une subversion des logiques dominantes ». Pareilles semences peuvent en tenter quelques-uns que révolte la situation bloquée actuelle, mais avant de songer à la récolte, les responsables scolaires ne sont-ils pas fondés à poser la même question aux institutions et opérateurs culturels ? Dans son récent ouvrage *Le grand dégoût culturel*, le philosophe Alain Brossat (analysé par Baptiste De Reymaeker dans le Journal 31) n'est pas tendre pour la culture porteuse des valeurs dominantes et la neutralisation, par leur mise en spectacle, des questions qui fâchent.

### Pour continuer tout droit, changer de direction

Le propos de cet ouvrage n'est pas d'ajouter de nouvelles réflexions à ce qui a été étudié au long des vingt années de vie de Culture & Démocratie, ni de la perplexité aux obstacles qui ont déjà été relevés. Mais il est de souligner à la fois l'évolution des questionnements, des éventuelles réponses et de leurs contextes, sans s'interdire d'évoquer pour autant les perspectives auxquelles ils peuvent conduire.

Le Journal 32 de décembre 2013, consacré à l'axe unique culture/enseignement (ou l'art à l'école), pose la question de confiance « [L'école] est-elle prête à jouer l'invention aux dépens de la reproduction ? » et avance une réponse : « Rien n'est moins sûr. L'injonction qui lui est faite par le politique et massivement par les citoyens/parents (!) se situe davantage du côté de l'adaptation au système que de sa mise en cause. » Le constat est amer – ou peut-être seulement lucide – pour une association qui n'a cessé de militer depuis les premiers temps du Manifeste pour que la formation scolaire *intègre la sensibilisation aux expressions culturelles*, et qui a traité la question avec conviction et dans un remarquable déploiement de réflexions.

Mais ce n'est pas le dernier développement de la question. Dans cette situation alarmante, de manière paradoxale, de nouvelles pistes s'ouvrent. L'affirmation des droits culturels et de la créance qu'ils confèrent au citoyen sur l'État signataire des traités internationaux et européens, donnent une légitimité incontestable à l'inscription au sein du système scolaire d'un enseignement assurant à tout élève l'effectivité du droit à participer à la vie culturelle.

D'autre part, Georges Vercheval se réjouissait de ce que les priorités issues des États Généraux de la Culture relient la culture à l'*action sociale*, joignant un meilleur accès à une participation véritable. *Relier*, dimension sociale de l'action, participation

véritable c'est-à-dire *implication*. Trois mots reflétant l'évolution des idées sur cet axe primordial de Culture & Démocratie, trois mots pour guider une stratégie à laquelle la récente réunion des secteurs de la culture et de l'enseignement au sein d'un unique cabinet confère une opportunité particulière.

Toujours dans ce foisonnant numéro 32, Myriam Lemonchois, professeure à l'UQAM (Montréal, Québec), cite le philosophe français Jacques Rancière, décrit l'émancipation comme la « capacité des individus à se démarquer des identités qu'on leur assigne ». Produite par l'élève qui peut exploiter ses propres idées, celle-ci lui confère « une posture d'auteur [qui] permet de penser l'aptitude du sujet à *produire du social* ».

*Impliquer et relier* pourraient être deux clés d'un *groupe de dialogue* associant sur cette perspective au sein des administrations des membres des deux secteurs déjà opportunément réunis à leur sommet. Culture & Démocratie apporterait le résultat de ses travaux et pourrait contribuer à ce que cette intégration souhaitée par le Manifeste, approfondie depuis lors et analysée dans un large éventail de modalités de mise en œuvre, trouve la voie qui convaincra les responsables du secteur de l'enseignement de la nécessité de s'y impliquer.

Une troisième proposition, dans l'axe des deux premières, serait que ce groupe de dialogue invite systématiquement les enseignants et leur partenaire culturel pour analyser les expérimentations du point de vue pédagogique, en tirer les enseignements en termes de modification des normes, en reconnaître et faire reconnaître les résultats et en les valorisant dans le cursus scolaire. En France, rappelle Sabine de Ville dans son article, les débats sont vifs à propos d'une éducation artistique et culturelle désormais officiellement en chantier, dont certains craignent qu'elle se résume à un cursus scolaire excessivement académique. Le processus proposé ici éviterait cet écueil en permettant une intégration progressive dans les programmes infléchis par ce qui aura indéniablement été validé dans ces laboratoires partagés.

Un changement de direction donc, mais pour continuer tout droit.

### 2014 : espoir, ou utopie ?

La déclaration gouvernementale de politique communautaire de la nouvelle législature pourrait annoncer des avancées. La préoccupation à l'endroit de la dimension artistique et culturelle de l'enseignement semble en effet se concrétiser dans des intentions précises et par l'installation, sous une seule autorité ministérielle, de la culture et de l'enseignement. Cette configuration nouvelle devrait engendrer des initiatives et des inflexions puissantes dans la manière dont l'école peut s'emparer de la dimension artistique et culturelle.

Pour répondre à ces perspectives, Culture & Démocratie parie sur le dépassement du temps de crise par une révolution intérieure interrogeant « ce qu'est la culture dans la société, sur ses sources et ses formes multiples, sur ce qu'elle peut réaliser en termes de liens avec soi-même, avec les autres, avec le monde, un questionnement qui fait cruellement défaut aujourd'hui dans l'enseignement obligatoire »<sup>12</sup>.

Mais utopie n'est-il pas le nom de ce qui demain sera évidence ?

<sup>12</sup> Courrier de Culture & Démocratie à la ministre de l'Enseignement, de la Culture et de l'Enfance, Joëlle Milquet, octobre 2014.

## CLÉ DE LECTURE 4

CULTURE ET  
CITOYENNETÉ

70.

Les contributions auxquelles ouvre cette clé ont trait à un éventail de faits ou de problématiques à dimension politique ou sociale, en rapport avec la responsabilité « citoyenne » de chacun à l'égard des autres et de tous à l'égard de chacun, lorsqu'ils ont été visités, ébranlés, fécondés par des propos ou des actions de nature culturelle. Ce qui retiendra particulièrement l'attention sera ce qui, dans la citoyenneté, constitue sa part symbolique, distincte voire opposée à sa réduction – au nom d'une politique sécuritaire – à « la condition passive d'un statut juridique et à l'exercice d'un droit de vote ressemblant de plus en plus à un sondage d'opinion »<sup>13</sup>.

71.

## LES NON CITOYENS : DE L'EXIL...

Au tournant du siècle (2001) le Petit Château qui, à Bruxelles, fut si longtemps le centre de sélection des futurs quoique provisoires petits soldats défenseurs de la patrie, accueille aujourd'hui des exilés qui viennent du monde extérieur à l'Europe. Le CBAI (Centre bruxellois d'action interculturelle), qui milite pour la diversité culturelle en milieu populaire, met en place en 2001 un programme de création réunissant des *artistes d'ici et d'ailleurs*, une démonstration particulièrement explicite de ce que l'être humain ne se définit pas seulement par le sol qui l'a vu naître mais par ce qu'il apporte au monde de sa richesse intérieure, celle qui l'a construit en tant qu'être culturel et social. On est créateur et généreux de soi avant d'être désigné par son identité administrative et sa situation provisoire de demandeur d'assistance ou d'asile. C'est, en synthèse, le fil que Culture & Démocratie va dérouler autour de cette question.



En cette même année 2001, Santiago, un jeune Équatorien de quinze ans, sans papiers, a été tué à Bruxelles. Un meurtre qui nie l'autre en tant que personne : celui qui a tué n'a pas demandé comment il s'appelait mais « s'il était "latino" ». Et cela a suffi pour le frapper d'un coup de couteau, rapporte Richard Kalisz, dans un texte court mais exemplaire (« Tous les autres s'appellent Santiago », Journal 1) : « Nous sommes tous différents. Pas un seul visage qui ne soit le même qu'un autre. C'est ça le miracle du monde, qui n'appelle pas la tolérance de la différence, mais bien sa reconnaissance dans le respect mutuel. [...] Parce que la différence est visée, nous dirons que tous les autres s'appellent Santiago, puisqu'il est mort de n'avoir pu être lui. »

### ... AUX CULTURES PLURIELLES

L'exil conduit naturellement à la rencontre, conflictuelle ou consensuelle, des pratiques de vie et des modes de pensée. Cette rencontre est celle, essentiellement symbolique, qui peut conduire à la *transculturalité*, cette démarche polymorphe où la culture de l'autre sera non seulement accueillie, mais où, sauvegardée, elle se fera nourricière : un nouvel espace culturel à construire dans la durée.

Le Journal donnera un écho particulier aux multiples actions de reconnaissance de cette humanité culturelle partagée et multiple, une *transculturalité* qui relie tous les exils. Tel le *dispositif d'accrochage scolaire pour primo arrivants* (DASPA) tout particulièrement attaché à la situation des adolescents : leur exil est double, étant celui de leur enfance et du pays quitté. Marie Poncin, animatrice permanente à Culture & Démocratie, en identifie un troisième : l'exil intérieur produit par les inégalités sociales. Cette identification est capitale : l'état de non-citoyenneté où l'on survit à la marge, accumule et croise les déchirures symboliques et les manques concrets. Chaque strate de la vie sociale en est affectée. La citoyenneté confère le droit d'exister au monde. Elle est la condition, et non l'effet, de la rencontre des cultures, de leur combinaison, de leur enrichissement mutuel, de leur croissance partagée. La citoyenneté est toute ou elle n'est pas.

Autres exils et autre réponse transculturelle : les Cités refuges, un espace international qui se veut une réponse à l'exil politique des écrivains, par centaines « menacés, harcelés et persécutés uniquement parce qu'ils exercent leur droit fondamental à la liberté d'expression » (Journal 30). Passaporta représente à Bruxelles le collectif ICORN, le réseau international des cités refuges qui rassemble des villes du monde entier engagées dans la défense de la liberté d'expression.

Dans le numéro 27 du Journal, Marc Guiot (« Métamorphose ») dira que « l'approche *transculturelle* se situe au-delà des cultures, [...] [tendant] à générer des identités culturelles plurielles ». Elle s'oppose au *cosmopolitisme* qui « implique qu'on appartienne profondément à une seule culture et que, par un patient travail, on amène cette culture au point d'universalité » tout en l'imposant, en opposition aux droits des peuples (Jean-Yves Masson, cité par Marc Guiot).

En 2013, dans le Journal 31, Christine Kulakowski, directrice du CBAI et administratrice de Culture & Démocratie, va apporter une manière de conclusion de conscience au chemin parcouru par l'association en matière de transculturalité, en revendiquant « la reconnaissance des cultures plurielles comme droit fondamental » de l'individu, au-delà des particularismes. Cette conclusion s'oppose frontalement

à une vision de la citoyenneté qui impliquerait, comme c'est trop souvent le cas, une appartenance restreinte conditionnée à l'adhésion à un modèle culturel replié sur lui-même, peu apte à générer de nouveaux attachements.

### CULTURE(S) POUR TOUS

#### Les exils intérieurs

La pluralité des cultures semble devenir progressivement un des critères retenus par Culture & Démocratie pour appeler à une nouvelle citoyenneté ouverte – active, diront certains, mais l'expression deviendra vite un mantra européen de convenance. Dans cette définition d'une citoyenneté multiple, la pluralité ne se limite pas à la rencontre entre l'ici et l'ailleurs : apparaît de plus en plus dans la pensée Culture & Démocratie la reconnaissance d'une pluralité de cultures au sein même de la population. Une pluralité de cultures qui pour certains se vit comme une exclusion : la croissance de la pauvreté, la destruction de métiers, la marginalisation des « sans »<sup>14</sup> menant à une sorte d'incompréhension voire de rupture entre des univers parallèles, vont pousser Culture & Démocratie à rechercher des modes de liaison entre les secteurs culturel et social. Ils donneront naissance au projet « Culture pour tous », qui sera l'occasion d'une série de rencontres et de débats sur ce que l'on appelle parfois les *exils intérieurs*.

Des débats mais aussi des actions, relayées dans le Journal 3 : des pratiques du Miroir Vagabond de développement rural et de rencontres entre groupes agissant favorisant la « citoyenneté active », au chœur parlé d'ATD Quart Monde sur la dalle de la place de l'Europe à Paris ; des « Paroles de rue », rassemblement à Flagey des éducateurs pour parler des enfants des rues et de leur métier, à la Zinneke Parade, parade citoyenne qui appartient à « ceux qui la font » et met le monde en scène dans l'espace public premier lieu de la démocratie ; de la Piazza del'arte, caravane d'arts multiples itinérante se déplaçant de quartiers en lieux d'asiles, à Artocratie, le programme d'accompagnement aux disciplines artistiques de l'association communautaire Article 27 ; de Bruxelles en Couleurs à Caméra enfants admis à Liège.

Le Journal donnera voix à une multitude d'initiatives fondamentalement citoyennes qui, en miroir, vont influencer sur les orientations de Culture & Démocratie.

#### Rencontre en culture avec la pauvreté, déshonneur d'une société peu citoyenne.

« À qui parcourt la planète, écrit en 2010 Roland de Bodt, alors président de Culture & Démocratie, dans le Journal 21, il semble que l'art le plus répandu parmi les gouvernements humains soit celui de créer de la pauvreté, d'accumuler de la misère [...]. Cet art s'appelle "l'économie". » « Il y a unanimité aujourd'hui pour dire que la pauvreté est multidimensionnelle, [...] qu'elle entraîne une violation des droits de l'homme, parmi lesquels les droits culturels », ajoute Françoise de Boe, coordinatrice du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale. Emmanuelle Bonheure, au nom prédestiné, qui a mené des projets théâtraux et musicaux à la

<sup>14</sup> Les Sans, Théâtre du Copion (compagnie de théâtre-action) et éditions Tréma, qui rassemble les textes écrits lors d'ateliers d'écriture.

Maison des cultures de Molenbeek avec des personnes socialement et culturellement défavorisées, cite Peter Brook : « Face à la réalité, l'optimisme est un mensonge, le pessimisme une masturbation et une complaisance. La troisième attitude est difficile parce qu'elle suppose de s'ouvrir à ce qui est intolérable dans la condition humaine et, au contraire, à ce qu'on y trouve de rayonnant, et tout cela simultanément. »

On a coutume de dire que s'impliquer dans un processus d'expression voire de création permet aux plus pauvres de *retrouver leur dignité*. C'est le type même de formule consensuelle à n'utiliser qu'avec la plus grande circonspection : les plus pauvres n'ont pas perdu leur dignité, c'est la société oublieuse qui a perdu la sienne en leur niant jusqu'à leur droit d'exister dans l'espace symbolique de la culture. Christine Verniers, qui dirige la Formation pour l'Université ouverte de Charleroi et a vécu les déferlements successifs de la pauvreté dans cette région, organise des activités culturelles au sein de l'école comme autant de contributions à la lutte contre la pauvreté, par les solidarités auxquelles elles donnent naissance, par les actions citoyennes individuelles et collectives que rend possible l'acquisition d'outils culturels : « Elles contribuent à rendre ces publics plus combattifs vis-à-vis des déterminismes sociaux qui ont pesé et pèsent sur leur destin individuel. »

Régis de Muylder d'ATD Quart Monde ne parle pas autrement de la participation qui trouve son fondement dans « l'expérience et la pensée des plus pauvres » et « rend la personne réellement actrice dans la société », exigeant « une remise en question de la manière dont fonctionne la société ». Une participation qui donne le droit à la personne pauvre d'être acteur de culture et force la société à voir le pauvre autrement. « Cette transformation du regard est essentielle pour permettre l'émancipation des plus pauvres. »

Il est étonnant que cette évidence de l'importance du regard posé sur les autres doive être sans cesse rappelée, mais c'est sans doute une des missions de Culture & Démocratie que de le faire : nombre de contributions au Journal dessinent en filigrane l'image d'une culture « pour tous », ce qui ne signifie pas du tout qu'elle soit univoque, mais que tous y ont une part, pour que change le regard sur les vérités d'une société.

Encore faut-il exercer à ce propos une vigilance de tous les instants : dans le numéro 28 du Journal, « Malaises dans la culture », Joëlle Baumerder (Maison du Livre) et Mariska Forrest (Ateliers de la Banane) s'insurgent contre « l'art d'accommoder les pauvres à la sauce participative » : « Notre malaise vient du fait que, de plus en plus souvent, l'argent public – qui doit permettre à des structures comme les CPAS, les écoles, le milieu associatif en général de s'investir dans des projets qui permettent aux personnes de participer réellement aux activités qu'on leur propose – est attribué à des projets dont l'emballage en termes de discours et de spectaculaire l'emporte sur le sens. » Elles suggèrent quelques questions à poser avant toute mise sur pied d'un atelier créatif « en distinguant porteurs de promesse et porteurs de projets, valorisation immédiate et acquisition de compétences et d'autonomie à plus long terme », respect des participants et bénéfice de l'artiste-animateur. Elles citent comme exemple de vigilance en ce domaine, les principes du Décret sur les Centres d'expressions et de créativité (CEC), qui inscrivent leur démarche dans une perspective d'émancipation sociale et culturelle et favorisent l'expression citoyenne.

Ou plutôt l'expression d'une citoyenneté qui se manifesterait par l'envie d'apporter ce qu'il y a de « rayonnant » en chacun, sans a priori, à une communauté qui s'ouvre à sa reconnaissance et en admet la valeur.

### Malaises dans les musées : questions sur une fermeture et sur la gratuité, leurre ou nécessité

Il s'agit de l'accès de tous aux musées, un aspect du principe de la *culture pour tous*.

Lapalissade : pour qu'un musée soit ouvert (à tous), il convient qu'il ne soit pas fermé.

En mars 2011, un vent de révolte s'est levé, soufflé par plus de deux cents personnes manifestant contre la fermeture, deux mois plus tôt, du Musée d'Art Moderne de Bruxelles. Le collectif Musée sans musée qui s'est formé s'est défini comme une *plateforme citoyenne* se prononçant en faveur d'une indépendance à l'égard des décisions du pouvoir politique de plus en plus orienté par les pressions marchandes. Le personnel des musées revendique de pouvoir déterminer plus librement les « outils critiques » à donner à « un public "citoyen-partenaire" plutôt que "client-consommateur" », une dérive contestée dans de nombreux forums de discussion (Catherine Fache, « Musée sans musée », Journal 24). Le numéro 24 du Journal sera entièrement dédié à cette question, soulignant à plusieurs reprises sa dimension citoyenne, et plaidera pour une politique muséale « ambitieuse et prospective, fondée sur un véritable débat public et clairement au service de tous » (édito de Sabine de Ville). Les musées se veulent au service de la société et de son développement, visant à une participation active dans un espace de débat public, un « outil pédagogique au service de la citoyenneté et de l'interculturalité » (Christine Kulakowski), permettant aux musées de s'ouvrir significativement aux milieux populaires.

Certains cependant sont nettement moins enthousiastes, ou plus critiques : Krépuscula Kochmarsky, alias Paul Gonze, peste contre un « musée d'art moderne mortifère », tandis qu'Alain Lapiower (asbl Lézards Urbains) se demande pourquoi tant d'artistes éprouvent « le besoin de s'exprimer ailleurs que dans les musées ou les galeries » : « Pourquoi sont-ils si nombreux [...] [à être] attirés par la rue ? » Parce que « peindre en rue est aussi aller vers le public "là où il est" : dans son quotidien ». Malgré l'inconfort et les risques de trouble de l'ordre public, qui est aussi trouble du spectateur, objectif de tout créateur.

La modification obtenue en 2012 du Décret sur les musées n'a pas répondu à l'appel du collectif Musée sans musée, mais lui a donné une manière de conclusion en imposant aux institutions muséales l'obligation d'instaurer des moments de gratuité afin d'en accroître l'accès. Pour Céline Romainville, chargée de recherches du FNRS et auteure d'une thèse de doctorat sur le droit de participer à la vie culturelle (UCL), « au regard de [la] définition du droit à la culture, la gratuité est une mesure qui peut permettre la réalisation de plusieurs dimensions centrales de ce droit fondamental » : son accès physique et symbolique – les clés de compréhension, les références culturelles – et la participation active du citoyen, par l'élargissement de son capital culturel (Journal 29). A contrario, Joël Roucloux, historien de l'art, estime que la gratuité a assurément généré un malaise au sein de la profession muséale sans pour autant qu'elle ait créé l'envie de savoir, qui vient de l'intégration symbolique des visiteurs potentiels dans un paysage à la fois réel et mental dont la richesse suscite curiosité et fierté. Baptiste De Reymaeker (Culture & Démocratie) partage cette analyse : « Le handicap à la fréquentation est d'ordre culturel. [...] [Celle-ci] requiert du temps, de la formation, de l'entêtement », et il souligne que les raisons de la gratuité sont plutôt d'ordre moral : les musées fonctionnent sur de l'argent public.

Culture & Démocratie ne tranche pas la controverse mais avertit que, pour remplir les lieux culturels, on risque de sacrifier la résistance à la marchandisation et à la

rationalité économique (Sabine de Ville, « Culture et gratuité : leurre ou nécessité »). En conclusion, Joël Roucloux constate « une large convergence sur l'idée que notre monde doit impérativement sauvegarder une part de gratuité mais que seul un cadre, un contexte peut donner sens à celle-ci ».

Du point de vue de la citoyenneté, ce débat ouvre un chantier apparemment encore inexploré : ouvre-t-elle un droit qui au plan culturel serait celui de pouvoir s'approprier – par le regard essentiellement – les traces d'un patrimoine qui fonde une histoire commune aux identités plurielles, ou requiert-elle de celui qui revendique sa citoyenneté une participation à l'entretien de cette mémoire ? Les deux sans doute, absolue dans la première acception, et proportionnelle à ses moyens dans la seconde, et pas nécessairement d'ordre financier.

### LES ENFERMEMENTS

Deux commissions vont voir le jour à Culture & Démocratie avec pour point commun la culture – et la démocratie – dans des lieux fermés : en 2003 un groupe de travail interrogeant la place des arts en prison et, en 2005, celui sur l'art et la santé, préoccupé notamment par la vie culturelle dans les lieux de soins. Ces lieux, quoique bien éloignés pour ce qui est de la liberté de les quitter – sauf dans le cas de certaines institutions psychiatriques –, présentent des ressemblances du point de vue de ceux qui s'y trouvent en quelque sorte *hors du temps*, dans des formes de dépendance et, le plus souvent – par accident ou par justice – involontairement !

La question est envisagée ici sur le plan de la participation à la vie de la cité, qui constitue l'essence de la citoyenneté, provisoirement mise en suspens. La durée et le degré de cette suspension diffèrent mais leur perception paraît, par plusieurs côtés, assez proche. Ils présentent des aspects communs spécifiques aux *enfermements*, volontaires ou obligés, déterminés dans les deux cas par des causes étrangères à la vie ordinaire et à la capacité d'autonomie de l'individu. Du point de vue de la pénétration culturelle dans leurs espaces réels et symboliques, les contextes, apparemment fort différents, exigent de manière semblable un partenariat sourcilieux avec le personnel institutionnel – maton ou soignant, tous deux gardiens du corps – soumis à des impératifs souvent problématiques pour l'approche culturelle. Dans les deux cas, les démarches artistiques qui, aux personnes enfermées dans ce temps à la fois suspendu et normé, cherchent à apporter une relation symbolique avec la vie « d'en-dehors », ont pour trait commun de leur faire explorer leur potentiel d'imaginaire, le plus souvent placé hors course ou en léthargie.

Et par ce moyen de les convier à retrouver une part de leur citoyenneté.

#### L'art et la taule, paradoxes en cascade

Une question traverse à peu près tous les débats autour des activités artistiques en prison. Culture & Démocratie n'est pas préservée des contradictions qu'elles soulèvent. Les réflexions sur « Lézarts en taule », le titre-onomatopée des débats organisés autour d'une publication de la Fondation Jacques Gueux sur les arts en prison, pointent l'opposition entre la liberté inhérente à toute expression artistique et les interdits de l'enfermement, qui constitue la sanction de comportements déviants s'affirmant comme une autre expression de la liberté individuelle.

Bénédicte Liénard est cinéaste et réalisatrice du long métrage tourné à Lantin, *Une part du ciel*, un des trois films réalisés en prison présentés à l'occasion de ces débats. Elle relève que « la prison est un prisme à travers lequel nous pouvons cerner la société dans laquelle nous vivons » (Journal 4) et souligne le paradoxe de la création réalisée « dans cette zone de non-création, marquée par l'absence de désir et de vie ». Les murs des prisons abritent cependant nombre d'activités culturelles et ont vu naître des créations, notamment musicales et dans les disciplines plastiques, mais aussi théâtrales, complétées de vidéos ou d'expositions pour s'adresser au public *au-delà des murs*. « Mais il est hors de question que le travail de création serve d'exutoire au pouvoir », précisent les intervenants.

Les questions que relaie Culture & Démocratie sont de celles auxquelles on répond en général par d'autres interrogations : « l'intervention contribue-t-elle au processus d'éclatement du système carcéral ? », ou au contraire le renforce-t-il par une sorte de *temps suspendu* qui le rend provisoirement moins réel ? Qu'en est-il de « l'instrumentalisation de ces pratiques par les politiques » et comment associer une volonté d'ouverture par l'art, à la critique de la résolution de problèmes sociaux par la contrainte carcérale ?

Octobre 2003. Deux ans après que ces questions ont ouvert le débat de fond, une approche plus optimiste semblait prendre le pas sur les problèmes éthiques et politiques posés par les arts en prison, en soutenant qu'il s'agissait – tout de même – « d'un outil puissant pour développer les compétences-clés », une activité autant éducative que thérapeutique (Journal 8). Le Réseau Art et Prison est né en 2004 d'une initiative – portée par Alain Harford pour la Belgique – du British Council en Grande-Bretagne (World Without Walls), sous l'impulsion de l'Organisation pour l'emploi des personnes (ex-)délinquantes et de Culture & Démocratie. Le Réseau s'est donné pour premier objet d'enquêter sur les besoins et ressources existant en ce domaine en milieu carcéral et auprès des opérateurs culturels. Son orientation le pousse à soutenir la pratique des arts en prison comme une démarche éducative qui, ouvrant aux prisonniers les portes de leur imagination, « les aide à utiliser cet espace créatif pour révéler de nouvelles potentialités » (Journal 8). La démarche formative n'exclut pas une approche de nature thérapeutique : « La violence est la forme d'expression et de communication à travers laquelle la personne délinquante communique de nombreux sentiments. Les arts peuvent libérer un potentiel de changement et permettre à des personnes qui sont piégées dans un environnement répressif et de survie de révéler un talent et une énergie de manière positive, [...] et ainsi de casser le cycle de la violence et de la peur. [...] À travers le contact avec un artiste, les détenus trouvent un lien avec quelqu'un qui s'intéresse plus à leurs capacités qu'à leurs déficiences. »

Autant que l'intervenant, c'est la démarche artistique – *les capacités plutôt que les déficiences* – qui semble particulièrement appropriée. Dans le Journal 34, entièrement consacré à la culture en prison, c'est en effet la *solitude* qui semble la plus significative d'une politique carcérale qui, par « l'imposition d'un espace », fait de ce lieu de coercition une « punition qui veut se rendre utile en (ré)éduquant les condamnés par un isolement bienfaiteur ». L'autre mot-clé est *contrôle* : celui qui davantage que discipliner l'individu ou empêcher sa fuite – très hypothétique –, « est en réalité devenu une fin en soi » (David Scheer, criminologue à l'Université libre de Bruxelles), une punition elle aussi. En ce sens sans aucun doute, on voit bien en quoi les prisons sont à l'image de la société qu'elles protègent.

Alors : « Des années durant, c'est l'exclusion. Un repli sur soi, une pleine fermeture [...] Pour sortir de cette perte, [c]'est décidé, l'atelier théâtre sera la solution. Quel meilleur endroit pour chasser cette lourde autocensure ? Temps de découvrir ce que c'est de vivre. [...] La parole, petit à petit, redécouvre sa libre locution. Le corps, plus doucement, se réapproprie sa coordination. » (texte d'un prisonnier anonyme).

Pourtant aussi, d'après Vincent Spronck, directeur de la prison de Forest-Berkendael, qui s'exprime explicitement à titre personnel, « chaque activité culturelle s'inscrit en porte-à-faux avec l'institution », la culture étant par définition « ce qui rend libre par rapport à soi-même, par rapport à une institution. Tout le contraire de la prison où tout vous renvoie vers votre solitude ou vers la prison elle-même ». En fait, ajoute-t-il, le fait que la personne extérieure « vienne pour raisons professionnelles, sociales, culturelles n'a strictement aucune importance ». Ce qui importe est la rencontre en elle-même, celle qui « remet debout », celle qui « ne se fait pas grâce à la prison [mais] *malgré* la prison ».

Tout est dit ou presque. Restent les enjeux de la culture devant son incontestable contradiction : « Culture & Démocratie doit précisément travailler à ce que par l'art, une parole politique – voire un cri dans la mesure où l'exigence d'une forme convenue, attendue, peut être aliénante – puisse sortir de prison et être recueillie et diffusée sans distorsion. » (Baptiste De Reymaeker, coordinateur de Culture & Démocratie).

### L'art à l'hôpital

En novembre 2004, Canal Santé organisait le colloque « Raconte-moi la santé, dit l'enfant... ». Membre de ce réseau depuis sa création, Culture & Démocratie participait au carrefour « L'art humanise », un des cinq ateliers de réflexion animés par le philosophe Jean Noël. L'art, sous différentes disciplines : le clown, la musique, le conte, la peinture, est présent à l'hôpital de manière régulière ou ponctuelle. L'artiste « participe à l'accueil, au mieux-être, au rétablissement de l'enfant et des autres malades » en apportant « la "bulle d'air" qui peut aider [à] se re-construire » et à développer ses capacités créatives (Journal 12). Les conclusions du colloque font état de similitudes entre lieux d'enfermement : « L'hôpital (comme les prisons et les écoles [sic]), est un univers obéissant à des règles strictes, qui lui sont propres. L'artiste peut s'y introduire mais, à l'évidence, il lui est difficile de trouver sa place. » Culture & Démocratie veut créer des passerelles entre la culture et le monde du soin : ce sera la naissance, en 2005, du groupe de travail Art et santé plus tard appelé commission Art et santé.

### L'éthique de l'artiste en milieu de soin : corps physique et corps social

Catherine Vanandruel et Florence Masson, membres de cette commission composée de praticiens, racontent, dans le Journal 33, l'histoire du groupe de travail dont l'objectif est notamment de professionnaliser les pratiques artistiques dans les milieux de soin. Cette volonté de rigueur répond à la relative nouveauté de la démarche qui bientôt se donnera un code, une éthique, une déontologie, propres. Car un des risques du « clown-docteur débutant », « c'est la réduction de l'autre à ce qui est supposé être sa "culture" [...] ou de le blesser symboliquement en niant ses appartenances sociales ».

L'artiste qui s'implique en milieu de soin s'adresse à une personne *sujet* qui participera dès lors davantage à sa guérison. L'acte artistique n'est pas pour autant subordonné à cette fin, qui reste du domaine de l'art-thérapeute dont il se démarque

explicitement. Toutefois si cette pratique ne guérit pas la souffrance, « elle peut aider à vivre, elle peut procurer de la joie, du plaisir » et offrir un espace de liberté. Le sentiment d'enfermement n'est jamais loin des préoccupations. Reste que, écrit Christelle Brüll (alors coordinatrice de Culture & Démocratie), qui analyse la démarche au regard de la Charte de Fribourg sur les droits culturels, si l'artiste qui entre dans un lieu de soin réalise le premier pas de l'effectivité du droit des patients à leur épanouissement culturel, il « ne rend pas nécessairement ce droit adéquat ou appropriable ».

L'histoire de cette commission est celle d'artistes faisant la démarche de s'interroger non seulement sur leur pratique mais aussi, progressivement, sur leur raison d'être. Elle questionne la relation parfois difficile entre l'artiste, le soignant et le patient : celui-ci n'est plus considéré comme une personne passive en attente de soins mais comme « un être qui pense, qui ressent, qui prend distance, qui se joue de la maladie, interroge son histoire et se l'approprie, qui s'exprime, envisage un futur, revendique, donne, partage... Qui est debout ou en voie de l'être, malgré la maladie. » Isabelle Rey, cinéaste qui a réalisé un film sur des pratiques concrètes<sup>15</sup>, a vu « des corps crispés se détendre, des visages fermés s'éclairer, des enfants s'illuminer, des tensions disparaître. [...] Des complications naître entre des personnes a priori renfermées sur elles-mêmes ».

Catherine Vanandruel pratique le « clown à l'hôpital, un métier en équilibre entre l'artistique et le social », qui apporte le décalage, révélé par le regard provocateur de ce trublion. Il joue dans le lieu institutionnel normé et normatif de l'hôpital. « Dans notre société démocratique, remettre en cause des *systématismes*, sur le ton de la plaisanterie, c'est un des rôles essentiels des artistes. C'est faire apparaître un espace symbolique qui permet d'exprimer ce qui est insupportable » (extrait d'une conversation de Catherine Vanandruel avec Claude Semal, chanteur belge engagé).

Parfois, en effet, l'approche artistique paraît de nature à interpellier les logiques de rentabilité qui peuvent imprégner les choix de l'institution hospitalière. Mais les questions que pose la démarche restent essentiellement centrées sur la personne « patiente ». La connexion entre les univers du soin et de l'art se situe dans « l'assimilation des effets de ces deux pôles *sur* la personne elle-même – *par* la personne elle-même [...] Elle sera la seule [...] capable de faire lien, d'y trouver une hypothèse de sens, de se redécouvrir un chemin de *survie* » (Laurent Bouchain, metteur en scène et membre de la commission Art et santé), pour « réintégrer son corps » en relation avec les autres dans « le "bruit" de la vie, des paroles et des ambiances » que la solitude à l'hôpital, imposée, coupe de soi-même et éloigne du *corps social* (Nicolas Frize, compositeur).

D'une démarche a priori entamée comme une fonction professionnelle non dépourvue de compassion, la réflexion portée par les praticiens au sein de Culture & Démocratie conduit à l'affirmation d'une fonction artistique établissant un lien essentiel entre la personne malade de corps, enfermée *avec et en* lui, et ce qui constitue sa personne sociale, ouverte à l'autre.

Agissant par surprise, l'artiste, ce trublion, en est, plus que tout, le médiateur.

<sup>15</sup> *L'artiste dans les milieux de soins, une cartographie*, documentaire de 18mn, réalisé par Isabelle Rey à partir de questions de la commission Art et santé, produit par Culture & Démocratie et Luna Blue Film (2014).



« Du bon usage de la folie » :  
interrogations sur l'abord artistique de « la santé de l'âme »

Une démarche d'un autre ordre sera menée en collaboration avec Acteurs de l'ombre, compagnie de théâtre-action de Liège, dans le cadre de Terra Incognita. Europe, un projet européen (France, Espagne, Belgique) de créations théâtrales réa- lisées avec des personnes en traitement psychiatrique. Jean Florence, philosophe, psy- chanalyste, auteur de l'ouvrage *Art et thérapie, liaisons dangereuses*?, présidera les deux colloques encadrant ce projet, organisés par la commission Art et santé de Culture & Démocratie. Ces rencontres porteront non seulement sur la pratique professionnelle, mais aussi sur les motivations du public venu « voir les fous sur scène » et sur celles de l'institution ouverte à l'expression et la création artistiques avec les patients.

Dans son introduction aux débats, Jean Florence rappelle que l'histoire de la folie n'est pas linéaire, mais tourmentée, nourrie de conceptions masquées. « La réduction moderne de la folie à la maladie mentale participe d'un silence imposé aux personnes soumises à ce diagnostic.<sup>16</sup> » Les débats confirmeront que si l'idéologie à la fois libérale et scientifique, qui est le propre de la modernité, « impose en quelque sorte de penser la folie dans les catégories de la psychiatrie, c'est-à-dire comme maladie mentale, trouble du comportement, désordre de la conduite [...] ce fait culturel et son idéologie à la fois libérale et scientifique ne doivent pas faire oublier qu'ils reposent sur un sol mouvant d'expériences toujours actives dans l'inconscience culturelle ». « Toute rencontre de la "maladie mentale" entrelace fantasmes, peurs, distance, volonté de savoir, besoin de maîtrise ou de contrôle. » Au cœur de cette complexité, ajoute Jean Florence, « l'art est le témoin le moins oublieux [...] de notre subjectivité contemporaine ». Le théâtre réalisé avec des personnes en souffrance mentale donne « droit de cité à cette folie sans laquelle la raison serait morte et enter- rée, hors d'elle-même : aliénée ».

Laurent Bouchain, membre de la commission *Art et santé* de Culture & Démocratie et coordinateur de L'Écheveau, service culturel de l'hôpital psychiatrique Saint-Jean-de-Dieu (Leuze-en-Hainaut) animait l'un des débats du colloque. Dans le Journal 33, il constate que l'hôpital – la marge – « est devenu aujourd'hui pour beaucoup un territoire social invisible » qui « s'incruste dans le quotidien », où « l'on ne vit plus, ou presque pas » : « on survit » (« Humility »). Selon Aurélie Ehx, chargée de projet pour L'Autre Lieu (Bruxelles), « l'intrication des champs *art et santé* [pro- posent] une multitude d'espaces-temps propices à l'expression de soi ». L'art permet la « mise en récit » susceptible de « porter à l'extérieur les expressions qui émergent d'ateliers, [de] provoquer la rencontre, [de] modifier les regards ». Elle répond aux diverses formes, réelles ou ressenties, de l'enfermement en permettant aux personnes « de ne pas rester captives d'un réseau de lieux institutionnels [en] mettant subrepti- cément en question le sens de l'agir et du prendre soin ». L'art s'y impose comme « une pratique transformatrice » en « interroge[ant] sans cesse le rapport entre vulnérabilité et citoyenneté » (« *Art et santé* : une intrication atmosphérique »).

Pour Culture & Démocratie, le sol de l'hôpital a le droit et le devoir d'être irrigué de culture comme toute autre partie du territoire réel et symbolique de la démocratie.

16 « Du bon usage de la folie. Réflexions partagées sur la pratique théâtrale en milieu de soins psychiatriques », Culture & Démocratie, 2012 : [www.cultureetdemocratie.be/documents/Du\\_bon\\_usage\\_de\\_la\\_folie.pdf](http://www.cultureetdemocratie.be/documents/Du_bon_usage_de_la_folie.pdf)

Les milieux de soins qui accueillent l'expérience culturelle – ici, en l'occurrence, d'invention théâtrale collective –, « font acte politique. Car ils prennent le risque – et du même coup, ils s'offrent la chance – d'être partie prenante de la création de gestes neufs, de paroles nouvelles, de rapports humains inédits : bref de la démocratie<sup>17</sup> en acte », l'expression peut-être la plus complète de la citoyenneté.

### LES SAVOIRS POPULAIRES

Les développements ci-avant visaient l'évolution au sein de Culture & Démocratie de l'approche culturelle des exils et des enfermements. La *modification du regard* – sur les pauvres, sur les non-citoyens, sur les personnes en souffrance mentale, sur les prisonniers – apparaît comme un enjeu prioritaire et largement partagé. Provoqué et amené par l'action artistique, cet enjeu se présente, pour et par les personnes concer- nées, comme une réaction de survie, la volonté d'exister en tant qu'être total, vivant l'impérieuse nécessité *d'habiter le territoire symbolique de la cité*.

Dans les propos auxquels il est à présent donné écho, cette exigence découle de manière naturelle des savoirs populaires, individuels et collectifs, dont l'expression publique participe d'une citoyenneté politique. C'est ainsi qu'avec des mots de tous les jours, chaque héritier d'une histoire le plus souvent oubliée enrichit la cité d'un savoir à la fois unique et collectif, ignoré mais partagé, essentiel pour (re)devenir sujet de sa propre légende et de sa propre vie.

#### Entendre ce qu'ils disent...

La revendication de la reconnaissance des savoirs populaires n'est pas neuve : en Belgique, elle a une histoire de près d'un siècle, ayant accompagné les luttes sociales, ouvrières, syndicales, populaires. Les associations ne se comptent plus qui, par leurs activités, valorisent dans leurs démarches des « savoirs populaires non institués ». L'espace public est leur lieu d'action. Le terme *émergent* qui qualifie leurs pratiques est de ce millénaire (2001) mais porte, en éducation permanente, sur des activités qui ont toujours existé, affirme Sabine Verhelst, permanente de Culture & Démocratie en 2004 (Journal 10) : « Elles constituent le terreau vivant de la création, elles sont un laboratoire en prise directe sur le monde et sur l'actualité. Leur marginalité est aussi le garant de leur authenticité. »

Leur marginalité est aussi sémantique : les notions de *publics-cibles* et de *consom- mateurs* n'y ont pas cours, mais bien celles d'*usagers* ou mieux, d'*acteurs*, traversés par une dynamique collective ou du moins partagée, qui « font primer le plaisir, la passion, les affinités, la production et la transmission de savoirs, l'auto-formation permanente sur base de multiples compétences. L'expression de chacun est valorisée, en travaillant avec une démarche citoyenne de conscientisation » (Marie Poncin, « Pratiques cultu- relles »). Les initiatives présentent souvent un aspect autogestionnaire et de bénévolat, propre à des pratiques de démocratie directe en concertation permanente avec ses acteurs. Autres traits caractéristiques souvent soulignés : l'intrication entre territoires du réel et de l'imaginaire, de l'action concrète et de la dimension symbolique – telle

17 Jean Florence, in « Du bon usage de la folie », *op. cit.*



la mise en place d'une Ambassade universelle pour les sans-papiers –, la transversalité qu'offre l'exemple de la Zinneke Parade, et le décloisonnement des démarches et des disciplines hors des cadres administratifs. L'enjeu est de « faire reconnaître et partager les capacités créatrices non valorisées et de faire éclater au grand jour ce qui est caché ou isolé ».

La reconnaissance professionnelle et institutionnelle (par décret) du théâtre-action obtenue après plus de trente-cinq ans tant de rigueurs internes que d'exigences politiques, demeure une exception en Europe et dans le monde, en ce qu'elle marque une étape cruciale dans la reconnaissance d'une autre vision de la culture sans laquelle elle resterait orpheline. Elle a été revendiquée comme la participation à la citoyenneté culturelle des créateurs issus de la partie le plus souvent occultée de la population, accroissant leur marginalisation aux plans économique et social. « Créer est l'affaire de tous. » (Journal 10) Pratiquée par des franges populaires dont l'existence culturelle est oubliée ou trahie, la démarche du théâtre-action échappe à la vision réductrice de l'art instrumentalisé à des fins de thérapie sociale ou de réinsertion dans la normalité productiviste. L'existence symbolique qu'apporte la création artistique, revendiquée dans la rigueur de la création collective, est le premier pas d'une (re)conquête de leur existence citoyenne. Des propos de Paul Biot, membre de Culture & Démocratie et co-fondateur du mouvement du théâtre-action, que confirme Marcel De Munnynck : la création collective produit des formes sociales très différentes ; l'œuvre réalisée collectivement médiatise un point de vue qui – hors d'elle – n'a pas accès à l'espace public.

Fondatrice du CEC Les Ateliers de la Banane à Saint-Gilles (Bruxelles), Mariska Forrest a basé sa démarche sur son expérience réalisée pour Causes Communes en ex-Yougoslavie, « un pays qui ne s'appelle plus », dans des camps de réfugiés, en particulier auprès des femmes et des enfants. La démarche des Ateliers de la Banane repose sur le principe que « poser un acte d'expression, de création est toujours une réflexion sur ce qui constitue chacun de nous, les autres et le monde ». Le projet « Cartographie de quartier » a pendant deux ans donné la parole à des habitants de la commune pour parler de leurs petites et grandes histoires. Le projet « Entre mots » les a réunis pendant six années pour aboutir à la publication de poésies et de dessins qui racontent leur existence d'habitants.

Une démarche artistique qui, pour l'Espace social Télé Service (Bruxelles), relie deux exigences citoyennes : « habiter, c'est-à-dire exister » (« Errer Humanum Est », Journal 7). Pour Werner Moron, plasticien, « la culture, c'est une société qui se pense et puis qui s'organise ». L'objectif d'un animateur culturel dans une Maison de jeunes n'est pas de toucher tout le monde mais ceux que l'on peut atteindre, les écouter dire ce qu'ils sont et voir ce qu'ils font (« Les jeunes artistes et les Maisons de jeunes », Journal 13).

Sous l'angle du lien entre culture et citoyenneté, devenir ou redevenir « sujet de son histoire », par le récit – sous quelque forme que ce soit – que l'on donne à voir et à entendre, constitue le plus souvent le premier pas du chemin ou du retour vers la citoyenneté. Cette citoyenneté symbolique intimement vécue ne diffère pas sur le fond de ses formes réelles. Une opinion que partage Patrice Meyer-Bisch, délégué de la Chaire Unesco pour les droits de l'homme et la démocratie : « Une démocratie est "forte" dans la mesure où elle développe une culture démocratique qui traverse toute la société [et] s'appuie sur une forte culture populaire » (« Les droits culturels au principe d'une démocratisation durable », Journal 23).

### « L'usager » du CPAS considéré comme sujet : la dimension culturelle du travail social

Un Guide Pratique a été édité par Culture & Démocratie en 2005 suite au constat d'une certaine carence dans l'utilisation du subsidé accordé aux CPAS en application de l'Arrêté royal du 8 avril 2003 destiné à *encourager la participation et l'épanouissement social, culturel et sportif des usagers des CPAS*. Les travailleurs de ces institutions intéressés par la mesure se déclaraient pour la plupart démunis devant ce « nouvel horizon pour les CPAS<sup>18</sup> », et réclamaient des lignes de conduite pratique. La réalisation de l'ouvrage a constitué le levain de la commission Culture et travail social de Culture & Démocratie, composée majoritairement d'enseignants en Hautes Écoles Sociales. Après avoir contribué à la rédaction de l'ouvrage (sous la direction d'Ann Clé), ce groupe de travail a poursuivi son action par la contribution de ses membres à une quinzaine de journées (réparties sur deux ans) axées sur l'usage concret du subsidé. Leurs constats les ont poussés à sensibiliser, dès l'école, les futurs travailleurs sociaux à la dimension culturelle du travail social et des métiers auxquels se formaient les élèves des Hautes Écoles Sociales. Leurs réflexions aboutiront à des recommandations destinées tant aux directions d'école qu'aux instances politiques.

Pour Jean Blairon, directeur de l'asbl RTA, « la mesure est un formidable analyseur du champ social et du champ culturel à la fois » : « La situation de précarité voire d'exclusion est en effet parfois abordée à partir d'un jugement implicite qui renforce de fait l'exclusion : les usagers seraient "dé-socialisés", ils seraient peu demandeurs de "culture" : bref, étranges étrangers "de par leur faute" [...] Ce jugement implicite [est] porteur d'une redoutable force d'exclusion symbolique, comme celle qu'implique le processus de stigmatisation. » (« Un excellent analyseur », Journal 15)

Pour Claire Walthéry, membre du groupe de travail et enseignante à l'École supérieure d'action sociale de Liège, la participation culturelle est un droit, l'imposer, un danger. Analysant les moyens destinés à la promouvoir, elle relève la contradiction peut-être seulement apparente entre les enjeux du travail social d'insertion et l'action artistique qui « vise le recul, le regard critique et même la "désinsertion" ». L'approche culturelle à privilégier est celle qui consiste à « rendre la parole à l'usager enfin considéré comme sujet » (« Comment faire ? »). Pour accepter de s'insérer, il faut d'abord être soi-même.

### Action culturelle et justice sociale

Le numéro 35 du Journal fait le point de dix ans de réflexion et d'actions et propose de nouvelles pistes. À l'heure où, en juin 2014, les travailleurs culturels déposent dans la corbeille des gouvernements régionaux et communautaires un cahier de revendications unifiées, les travailleurs du secteur social aussi font résistance. Confrontés aux réalités, ils tentent d'abattre « les barrières de plus en plus étanches qui se dressent entre les usagers qu'ils accompagnent et une société dont l'exigence sans cesse croissante de "normalité" génère et légitime l'exclusion sociale » (Nathalie Mahieu de l'Institut Cardijn et Jean-François Simon de la Haute École P.-H Spaak, membre de la commission Culture et travail social). « Ils sont pris en tension entre d'une part une éthique professionnelle qui véhicule les valeurs de justice sociale, de tolérance et de

<sup>18</sup> Publication de Culture & Démocratie (2005) disponible sur : [www.cultureetdemocratie.be/documents/Guide\\_CPAS.PDF](http://www.cultureetdemocratie.be/documents/Guide_CPAS.PDF) ou dans le centre de documentation de Culture & Démocratie.

respect, et d'autre part un mandat sociétal qui leur impose des critères de performance incompatibles avec ce qui fait l'essence du travail social : l'engagement. » (« Le Pt'images mentales : quand l'audiovisuel permet la rencontre... »)

Peut-être, espère Gérard Creux, sociologue et professeur à l'IRTS de Franche-Comté (France), l'action artistique qu'ils expérimentent parfois peut-elle matérialiser « une forme de "résistance" face au devenir du travail social contemporain ». « Les travailleurs sociaux, ces professionnels du lien, [se] heurtent aux grandes murailles des impératifs socioéconomiques. » (« Art et social, vers un réenchantement ? »). Dans cette œuvre de déconstruction/reconstruction où la vérité humaine introduit du chaos culturel, Bernadette Heinrich, de l'Institut Cardijn et membre du groupe de travail, rappelle que si « l'artiste et le travailleur social ne font pas le même métier », « des connivences, des convergences plus directes peuvent se dessiner ». Pour le travailleur social, l'approche culturelle devrait lui permettre « de petit à petit emmener l'institution et, à travers elle, la société, à se transformer ». Cela passera par le développement d'autres relations avec les *usagers*, les *malades*, les *résidents*, ainsi désignés par les institutions dans lesquelles ils se retrouvent souvent contre leur gré ! Dans l'atelier artistique, ils sont des personnes, des citoyens, des acteurs, qui ont à dire sur la manière dont on les traite, dont on les voit, dont on les nomme » (« Un cours de pratiques artistiques dans une école sociale »).

C'est pour répondre à cette attente que le collectif Libertalia pratique couramment la création théâtrale collective. *Insistance*, un spectacle créé – après plusieurs autres – avec les usagers du CPAS de Saint-Gilles, interroge les rôles assignés socialement : « La place attribuée à chacun par la société a été pulvérisée au cours du processus artistique. » Passés de l'ombre à la lumière, les rôles sociaux « ont été bouleversés, triturés, questionnés » (Patrick Duquesne, *théâtralisateur* en théâtre-action). Pour Giovanni Orlandi aussi (Compagnie du Campus), la création collective trouve son origine dans le quotidien des gens, leur histoire et leurs expériences, ils « s'investissent dans "cette action qui saisit le théâtre" ».

Pour Baptiste De Reymaeker (coordinateur de Culture & Démocratie), alors sous l'influence de la pensée d'Alain Brossat, ce n'est pas par l'action culturelle que l'on donnera aux dominés le pouvoir de faire justice, mais par l'action politique, dans des espaces d'évasion soustraits à la double capture culturelle et démocratique. Une opinion renforcée par l'analyse développée au CEREPOI (ULB) par Renaud Maes (sociologue) et Michel Sylin (psychologue) sur la politique culturelle européenne : « L'accès à la culture » tel qu'entendu aujourd'hui est un projet marqué par « deux fonctions spécifiques que la "culture" peut revêtir dans son rapport aux normes sociales : susciter l'adhésion à ces normes [...] et inculquer des mécanismes de distinction ». « La question à poser est dès lors à suivre : jusqu'où les acteurs de la culture accepteront-ils de participer au projet d'orthopédie sociale ? » (« De la pédagogie de l'émancipation à l'orthopédie du social »)

Les futurs travailleurs sociaux du Master en Ingénierie d'Henalux affirment que le nouveau décret sur les centres culturels est ressenti par ces derniers comme la reconnaissance de leur fonction sociale, dans la mise en place de dispositifs de participation des habitants, et leur *analyse partagée*. « La contribution de la population à l'analyse partagée apparaît toutefois comme un défi auquel les institutions culturelles sont peu préparées. » (« La place du « social » dans le milieu culturel) Ce défi n'est pas

propre à la situation en Belgique francophone, relativement audacieuse en matière de droits culturels si on la compare à celle existant en France, qui a conduit des centres sociaux à s'ouvrir à l'action culturelle : à Marseille, le Centre social et *culturel* Del Rio s'est doté d'une charte d'alternatives culturelles, sociales et politiques *pour une démocratie partagée*, fondée sur les principes de l'éducation populaire : « La culture n'a de sens que si elle permet à chaque groupe, à chaque personne, de s'épanouir par l'exercice de ses capacités à questionner les normes : sociales, économiques, politiques, morales, etc. ,qui régissent son comportement. Le savoir entendu comme une somme de connaissances demeure un savoir amputé et passif. » (Paul Biot, « La fonction culturelle des centres sociaux en France : une affaire d'éducation (populaire) »)

La citoyenneté s'exprime ici dans une imbrication indispensable entre expression de nature culturelle et revendication de justice sociale : entre réel et imaginaire, entre symbolique et réalisme.

### Autres approches

À ces approches croisées, de multiples autres contributions apportent un complément de réflexion et d'actions auxquelles le *Journal de Culture & Démocratie* (numéros 21, 22, 23) fera écho. Quelques-unes rappelées ci-après montrent combien le concept de citoyenneté, tel qu'il est vécu par les membres de Culture & Démocratie et les contributeurs du Journal, est à la fois ample, polymorphe, et revendiqué autant comme un acquis que comme le fondement d'actions contre les inégalités, la rupture des solidarités, l'exclusion identitaire.

Une citoyenneté qui, pour les acteurs culturels qui revendiquent d'assumer leur vocation artistique dans le champ social, s'exprime dans le sentiment d'une *responsabilité sociale*. Ainsi en va-t-il de leur investissement culturel dans la lutte contre l'illettrisme qui, selon Marie-Christine Bordeaux, chercheur au Grésec Grenoble, se définit par une finalité de « réhabiliter des personnes, de leur offrir une occasion de développer leurs possibilités d'échanges symboliques et de les mettre en confiance face au défi d'un nouvel apprentissage » (Journal 21). La citoyenneté se nomme *vecteur de cohésion sociale* pour Chantal Dassonville, architecte, directrice générale de la Cellule Architecture (FWB) quand pour lutter contre la « pauvreté du regard » à laquelle conduit une architecture de la cité destinée à « impressionner le pèlerin en manque de sensation », elle préconise une architecture du vivant qui « est avant tout l'art de créer des espaces destinés à accueillir l'activité humaine », vécue comme « vecteur de cohésion sociale », « de solidarité et de progrès ».

Un concept qui provoque des réactions salutaires quand citoyenneté rime avec identité. Jean Delval fondateur du Théâtre des Rues et des Éditions du Cerisier, répondant à l'Appel de Culture & Démocratie contre les dérives nationalistes (2011), se hérisse devant une identité/citoyenneté des êtres humains reconnus à leur seule capacité à dédier leur force de travail aux forces du marché (« Identité ou tarte à la crème », Journal 22) : « Que les libéraux fassent de l'identité le facteur essentiel de la singularité, de la disparité et dans leur foulée de la compétition et de la concurrence. C'est leur rôle. » Mais brutalement à gauche « l'identitaire de l'identité a surgi » lorsque « la lutte contre le chômage [fut justifiée] parce qu'un homme qui n'a pas de travail n'a pas d'identité » (référence à Pierre Mauroy, 1980). Propos voisin chez Nathanaël Harcq de Théâtre & Publics : « Vouloir circonscrire le champ du culturel à la seule

dimension identitaire alors que l'état du monde nous pose un défi culturel majeur est suicidaire. » « Là est l'enjeu des citoyens du monde » (« Pour en finir avec une approche mortifère de la culture »).

Une citoyenneté enfin qui exclut toute disparité de *genre* : le terme ne perd rien à s'entendre au féminin. Nadine Plateau, membre de l'équipe du Festival de films de femmes (Bruxelles) Elles tournent/Dames draaien : « Le festival problématise le rapport de l'art au genre, il politise la question de la participation des femmes à la culture et plus généralement celle des rapports de force entre les femmes et les hommes dans le monde de la culture. » Il revendique « l'universalité du féminin, de son histoire et de sa parole [pour] y construire, à égalité avec les hommes, une culture vraiment commune ». (« Une intervention féministe dans la culture : le festival de films de femmes de Bruxelles », Journal 23)

### ORIENTATIONS PROVISOIRES

Citoyenneté : un concept ample, polymorphe, qui n'a pas fini d'être questionné et de s'enrichir au gré des approches les plus diverses, dans une relation à la culture que rien ne devrait jamais entraver. Une citoyenneté qui exige le changement du regard sur des situations ressenties de sous-citoyenneté et qui provoque l'envie d'apporter ce qu'il y a de rayonnant en chacun, sans a priori, à une communauté qui s'ouvre à sa reconnaissance. Une citoyenneté qui entraîne, confrontée aux enfermements, des démarches artistiques conviant les personnes enfermées à la retrouver par l'exploration de leur potentiel d'imaginaire. Une citoyenneté, expression peut-être la plus complète d'une démocratie en acte dans les milieux de soins qui, accueillant l'expérience culturelle, font acte politique en courant le risque – et la chance – d'être partie prenante de la création de gestes neufs, de rapports humains inédits. Une citoyenneté politique de nature symbolique reposant sur une implication volontaire valorisant les savoirs populaires portés par la personne (re)devenue sujet de son histoire. Une citoyenneté entre réel et imaginaire, entre expression culturelle et justice sociale, et fondement d'actions contre les inégalités, la rupture des solidarités, l'exclusion identitaire. Une citoyenneté enfin qui implique la reconnaissance des droits culturels que tout citoyen possède sur l'État.

Mais le débat n'est pas clos et non exempt de positions critiques, voire de contestation profondes.

C'est en effet au cœur de cette multiplicité de réflexions plutôt positives sur le lien entre culture et citoyenneté que, dès 2004, Daniel van der Gucht (docteur en sociologie ULB) avait interrogé la « nouvelle posture de l'artiste citoyen redevable de justifications multiples aussi bien dans l'espace du champ politique que social »<sup>19</sup>. Son article « Pour un art critique » (Journal 16) évoque « la figure militante de l'artiste engagé », invoquant dans une manière de romantisme moderne sa résistance culturelle, revendiquant, pour légitimer son engagement, une fonction politique. Avant Alain Brossat<sup>20</sup>, il constatait que « l'art comme un pur "système de formes" [...] conduit à l'esthétisation et à

la déréalisation du monde » et mettait en doute sa capacité d'agir sur celui-ci, en raison du risque de déresponsabilisation croissante par effet de substitution de l'esthétique à l'éthique. Sans contester l'efficacité potentielle de l'art politique dans les soubresauts de la société, il souhaitait que l'on ne confonde pas pour autant le pouvoir de l'art et celui de la politique.

Conscients de ces contradictions, des travailleurs des arts – un concept plus large que celui d'artiste, un statut très connoté – n'en envisagent pas moins leurs pratiques artistiques comme des « espaces d'activation critique » de leur citoyenneté, et la posture de *l'artiste citoyen responsable* apte à « dévoiler les contradictions du système ». Ceux-là sont fort attentifs au risque d'instrumentalisation de la culture par le social et d'une gestion socioculturelle des problèmes sociaux, mais ils se disent tout autant attentifs à « éviter l'utilisation du domaine social par les milieux culturels et la posture de *l'artiste rédempteur* » (Rencontres du Forum bruxellois de Lutte contre la Pauvreté).

À côté de leur responsabilité sociale, ils sauront, le cas échéant, remplir aussi leur *devoir d'insolence*.

<sup>19</sup> Daniel Vander Gucht, *Art et politique. Pour une redéfinition de l'art engagé*, Labor, Bruxelles, 2004.

<sup>20</sup> Alain Brossat, *Le grand dégoût culturel*, Seuil, Paris, 2008.



88.

—  
 © Véronique Vercheval  
 Palestine, mai 2002. Beit Jala, près de Bethléem.  
 Le couvre-feu est levé tous les 4 jours, pendant 4 heures. Iman Aoun,  
 directrice du Théâtre Ashtar, retrouve Aïda, sa belle-sœur.

**Georges Vercheval,**

Directeur honoraire, fondateur du Musée de la photographie à Charleroi,  
 vice-président de Culture & Démocratie

## S'ENGAGER

La recherche d'une démocratie véritable et sa conjugaison avec la promotion d'une culture vivante et accessible à tous est un projet exaltant. C'est dans cet esprit qu'en 1993, à l'initiative de Bernard Focroulle et de quelques artistes et acteurs culturels soucieux de partager cette conviction, s'est créée Culture et Démocratie/Kunst en Democratie, association à laquelle, comme bien d'autres, je me suis empressé d'adhérer dès que j'en ai eu connaissance et, aussitôt que possible, d'en être un membre actif. À la fin des années 1990, j'ai ainsi pu accompagner l'opération Art23, menée pendant deux ans par la Fondation Roi Baudouin avec Culture et Démocratie/Kunst en Democratie, avant d'intervenir dans le projet – essentiel – du retour de l'art et de la culture dans l'enseignement général, un propos jusqu'ici curieusement incompris par les pouvoirs politiques et administratifs concernés... Cette action se poursuit aujourd'hui.

89.

En 2000, l'heure de la retraite ayant sonné pour moi en tant que directeur du Musée de la Photographie, Laurent Busine et Bernard Focroulle me suggèrent avec insistance de postuler à la présidence de Culture et Démocratie (co-présidence, avec le président de Kunst en Democratie). J'accepte, après un moment d'hésitation mais, très vite, la charge se révèle ne pas être de tout repos car la situation et la vie de l'association se compliquent. Comme prévu – et annoncé – la Fondation Roi Baudouin ne prolonge pas le soutien accordé dans le cadre de l'opération Art23, qui avait permis l'engagement d'Emmanuelle Windelinckx, puis de Claire Frédéric. Et dans le même temps, Kunst en Democratie, notre association-sœur néerlandophone, annonce qu'elle souhaite une séparation de fait. Sinon de cœur.

Il fallait se reconstruire. Heureusement, interpellé et convaincu du bien-fondé de notre action, Rudy Demotte, ministre de la Culture, décide alors l'octroi d'une subvention récurrente à l'association, permettant ainsi le recrutement d'une collaboratrice permanente, Sabine Verhelst. Elle est inventive, volontariste, et l'activité de l'association s'en ressent. La création du *Journal de Culture & Démocratie* attire l'attention sur notre action et particulièrement sur les nouveaux chantiers : art et prison, art et santé et autres. Davantage informative et diffusée très largement via le net, la *Lettre de Culture & Démocratie* complètera la communication. Dans le même temps, l'assemblée générale et le conseil d'administration s'enrichissent de nouveaux membres actifs, Nicole Gesché-Koning, Paul Biot, Christine Kulakowski, Joël Roucloux et quelques autres. Ils sont un apport inespéré car ils viennent de tous les horizons – musées, recherche,



enseignement, socioculturel. Avec l'arrivée de Marie Poncin, engagée grâce au soutien financier, momentané mais prolongé à deux reprises, de la Fondation Cera pour des projets où le social est lié à la culture, l'équipe se professionnalise. Elle est soutenue par le dynamisme des membres de l'asbl (parmi lesquels il faut tout particulièrement citer Marcel De Munnynck). Sans eux, des opérations telles que la « Lettre ouverte aux Ministres et Présidents de partis de la Communauté française pour ouvrir un débat démocratique sur les enjeux culturels » (signée par Laurent Busine, Bernard Focroulle et moi-même), dans la perspective des élections de 2004, suivie par une campagne de presse et un colloque organisé à la Bellone – n'auraient pu avoir lieu.

Remarquons également que, fidèle à une de ses motivations premières, et pendant plusieurs années, l'association a poursuivi des projets communs avec Kunst en Démocratie. Ce fut le cas en 2003 avec « Culture, extrême droite et populismes, aujourd'hui en Europe » (Joël Roucloux, Roland de Bodt, Richard Kalisz, Anne-Marie Autissier, Ivo Janssens, Eric Corijn, Dan Van Raemdonck...), ainsi que, dans le cadre plus « officiel » du ministère de l'Intégration sociale, avec l'accompagnement de projets culturels dans les CPAS de tout le pays. Un Appel aux mondes culturel et politique à dégager des accords de coopération entre nos Communautés, campagne soutenue par *Le Soir* et *De Morgen*, a également été lancé en 2008. On peut regretter que les différences de structures, de moyens, de manières de fonctionner et même de noms – notre association-sœur ayant changé le sien en Dëmos... – aient ralenti ces collaborations.

La présidence de l'asbl, que j'ai assumée jusqu'en 2009, était un véritable engagement. Je ne le regrette pas. Question de caractère... Serais-je idéaliste? « Il faut avoir des projets suffisamment grands pour ne pas les perdre de vue quand on les poursuit », disait Oscar Wilde. Les projets qui m'ont préoccupé ont été nombreux et parfois de grande envergure – comme le Musée de la Photographie à Charleroi. Culture & Démocratie est un des plus beaux. Même si je suis certain (c'est sans amertume) de ne pas en voir la fin. Il doit affronter des intérêts tellement puissants et contradictoires, et tenir compte de telles forces d'inertie que chaque combat est à recommencer, et tout succès à consolider... Ne pas se décourager, ne rien céder, poursuivre la lutte contre l'ignorance, l'injustice, le repli sur soi, le racisme, la barbarie. La culture est l'outil dont nous disposons. Pas facile à manier. Mais en conjonction avec un enseignement revivifié, donc avec le renforcement de l'esprit critique, elle doit permettre d'avancer vers une société plus équitable, vers la nécessaire harmonie entre les gens, entre les communautés, entre les peuples.

D'où l'importance de Culture & Démocratie, où se retrouvent celles et ceux qui, même s'ils ont suivi des parcours différents, ont ce même projet, cette même quête. Désespérée? Certains le pensent. Il n'y a pourtant que deux attitudes possibles. Se résigner et fuir un monde dont on ne veut pas...

Ou résister, et s'engager pour changer ce qui peut l'être.





## CULTURE ET SOLIDARITÉ, ART ET INTERCULTURALITÉ (ET VICE VERSA)

### CONCEPT, BINÔMES, ET CHAPEAU

Les extraits suivants évoquent les relations entre d'une part des pratiques artistiques et autres postures culturelles et, de l'autre la solidarité, traversée *d'interculturalité*, dans les textes du *Journal de Culture & Démocratie*. Le concept de solidarité a été utilisé à maintes reprises (quinze fois, « sauf erreur ou omission ») dans le Journal de Culture & Démocratie pour rassembler des propos et des initiatives qui auraient pu, saisis sous un autre angle, aussi se trouver à leur place sous la clé de lecture Culture et citoyenneté ou Art et démocratie, etc.

Après le classement, sous ces binômes, d'une trentaine de contributions dans les numéros 6 à 16, on retrouve encore le concept de solidarité dans « La culture, un art du "vivre ensemble" » (Fatoumata Sidibé, Journal 17), « Construire une culture de la solidarité, du bien commun, de l'être » (Ricardo Cherenti, Journal 23), pour parler des « Artistes contre le mur » (Journal 26) ou d'« une hospitalité de première catégorie » (Journal 30). George Vercheval s'y réfère dans son engagement pour « susciter l'amitié, la fraternité, la solidarité (l'égalité, on finit par ne plus y croire) » (Journal 31). A contrario, Laurent d'Ursel demande de « choisir entre art et solidarité » (Journal 22), estimant que « la solidarité est, au pire, un dégât collatéral de l'art ».

Le classement sous le « chapeau » de la solidarité est peut-être le plus délicat de tous, celle-ci étant nourrie de sentiments certes très « beaux » mais pas toujours très tangibles (générosité, empathie ou encore indignation), et d'émotions d'un angélisme parfois suspect (compassion, charité, bonté,...). Mais la solidarité implique souvent aussi la révolte contre l'injustice – des hommes ou du sort – et, presque toujours dans ce cas, une action concrète et implicitement collective.

### APPROCHES SÉMANTIQUES

La clé de lecture Art et solidarité a été utilisée pour la première fois dans le Journal en 2003 pour indiquer une contribution de la culture à la lutte contre la pauvreté, dans le numéro publié pour le dixième anniversaire de la fondation de Culture & Démocratie. L'édito, signé par Bernard Focroulle, demandait « de continuer à agir pour nourrir la démocratie des valeurs artistiques et culturelles, et à réfléchir sur le devenir de la société qui nous offre le pire et le meilleur ». Le lien entre culture et solidarité existe depuis ce moment.

Le chapitre précédent évoque la *transculturalité*. Celui-ci traitera d'*interculturalité*. Les termes ont leur importance : le premier qui évoque le voyage, la traversée et l'aventure, participe d'une culture en devenir faite de croisements multiples, procédant par juxtaposition, imbrication, insémination mutuelle. Elle constitue le substrat de la citoyenneté qui, elle aussi, faite de symboles et de réalités croisées, est en construction permanente, dans un temps long et continu. *L'interculturalité* évoque plutôt un rapport direct, impliquant la reconnaissance de l'autre à la fois proche et différent, l'écoute et le dialogue, *ici et maintenant*. Elle est indispensable aux comportements individuels et collectifs de solidarité lorsqu'ils s'appliquent à des actions et des enjeux qui dépassent les particularismes culturels. *L'interculturalité* est ainsi, au premier chef, l'expression d'une solidarité qui dépasse la réunion – souvent circonstancielle – des semblables<sup>21</sup>.

Ensemble, solidarité et *interculturalité* participent pareillement de ce que Daniel Lhost habille d'une belle expression : le « devoir d'humanité ».

### RELIER TOUTES LES FACETTES DE LA VIE

La première parole qui marquera le Journal à propos du lien entre une posture culturelle et la solidarité revient en effet à Daniel Lhost qui dirige alors le Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté et appelle « chacun [à] s'inviter hors la contrainte des architectures sociales, dans le grand déambulatoire des langages culturels. Être acteur sur l'échiquier du monde, c'est habiter ensemble nos lieux communs, nos utopies jusqu'à ce que vivre soit un art à l'usage de tous ». Devant l'urgence, la souffrance et la misère deviennent des statistiques. « En ce qui concerne la culture, l'action est à inscrire dans un rappel et une mise en perspective historiques liés à un devoir d'humanité. » (« Lutter contre la pauvreté », Journal 5)

Il cite quelques-unes des actions entreprises par le Forum qui se développeront dans « l'espace culture ». Le projet Colors qui visait à former des jeunes de quartiers défavorisés, en décrochage scolaire, aux métiers liés aux arts de la scène. Le projet Mosaïque, protéiforme, comprenait une création théâtrale montée et jouée par des jeunes de ces mêmes quartiers, encadrés par le Collectif 1984 – une compagnie de théâtre-action –, un carnaval de quartier, une exposition de peinture ouverte à tous, etc. Toutes actions reliant art et population en difficulté autour d'une thématique

<sup>21</sup> Une troisième expression est également appropriée à la rencontre des cultures : la *multiculturalité*. Elle se rapporte davantage à la cohabitation « en parallèle » de plusieurs cultures sur un même territoire. Dans le champ de l'interculturel, elle serait un constat préalable, et dans celui de la transculturalité, une étape.

concertée avec les intervenants. « Il n’y a pas d’un côté [le] problème de logement et de l’autre [les] “états d’âme”, [les] aspirations. Il est nécessaire d’appréhender la personne dans toutes ses facettes et d’essayer de provoquer des liaisons entre ce qui est culture, art, savoir et toute une série de thématiques premières qui font la qualité de vie. [...] Les acteurs culturels qui accompagnent ces projets partagent leurs savoirs avec les participants, pour les aider à « se forger un imaginaire, un devenir, une identité et donc avoir une vision du monde plus maîtrisée, “être au monde” ».

Un peu plus tard dans l’année, le Journal 7 évoque les perspectives de l’association similaire en Wallonie, le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, et donne l’exemple du travail du Miroir Vagabond (région de Marche-en-Famenne). L’objectif du réseau associe l’émancipation des populations en situation de pauvreté à l’action politique pour rendre effective la participation des plus démunis à la vie sociale et culturelle.

### ACTIONS, ENTRE CULTURE ET SOCIAL...

Le même numéro, datant de juillet 2003, donne des nouvelles de plusieurs actions en cours : d’Artocratie, un projet concerté entre Culture & Démocratie et l’asbl Article 27 de soutien à une série de projets artistiques, d’une pratique vidéo et du langage de l’image à la construction d’un « char-cheval-musical » pour le carnaval de Marche-en-Famenne, d’un atelier d’art plastique à celui de danse capoeira et à un autre encore d’improvisation théâtrale. La campagne d’ATD Quart Monde vers les enfants des milieux de grande pauvreté avec la création de mini-livres de récits. L’Action vivre ensemble (Bruxelles et Wallonie) qui, avec l’appui de la fondation CERA, crée un portail destiné à donner une information permanente sur la pauvreté et ses effets dans le champ culturel. Articulations culturelles qui, sur le principe de la culture partie prenante de la vie quotidienne, donne la parole artistique aux plus défavorisés, leur offrant les moyens d’une visibilité qui leur appartienne en propre. « En route pour la créativité », un programme d’action en faveur des personnes handicapées, dont l’objectif est de stimuler la créativité de chacun, malgré et au-delà du handicap.

Ces actions – et bien d’autres – prendront une dimension particulière pour Culture & Démocratie lorsqu’elles serviront d’exemple dans la rédaction de l’ouvrage *Participation culturelle, sportive et sociale*. Nouvel horizon pour les CPAS, un horizon qui repose sur le principe qu’une intégration sociale des personnes défavorisées passe par la prise en compte de « leur épanouissement personnel et culturel ». Culture & Démocratie se verra chargée par la ministre Aréna (Intégration sociale, au niveau fédéral) d’une analyse des pratiques culturelles engagées dans le cadre du subside aux CPAS. Les objectifs sont de mettre en lumière des initiatives exemplaires ou des projets pilotes, de dégager des méthodologies et de proposer des recommandations aux pouvoirs publics. Ce sera la tâche de la commission Culture et travail social (groupe de travail) créée au sein de l’association. Lamia Mechbal (sociologue) conclut qu’avec la culture – et les recommandations qui seront prises en compte dans le nouvel Arrêté royal d’application de la mesure –, l’horizon des CPAS s’ouvre sur de nouvelles formes d’action sociale.

### ...ET RÉFLEXIONS

#### Habiter, ou le droit de lever les yeux au ciel pour y chercher des cerfs-volants

Avec la journée organisée en 2003 par l’asbl Consigne Article 23, réunissant travailleurs sociaux, animateurs socioculturels, artistes et des personnes sans logis fixe, se dessine une réflexion poétique-poétique portant sur les raisons de faire et d’inventer du sens – sur la liaison entre culture et solidarité. La thématique du droit au logement y donne en effet aux participants, emmenés par l’avocat Jacques Fierens, l’occasion de réfléchir à partir de *l’errance*. Il renvoie à Hannah Arendt (Journal 8) : « Les apatrides ne sont pas considérés comme des ennemis, pas plus qu’aujourd’hui les sans logis, mais rendus vulnérables à l’extrême parce que leurs droits sont inutiles tant qu’ils n’appartiennent à aucune communauté », lieu de solidarité. Être privé des droits de l’homme – aussi bien celui de disposer d’un logement que celui de participer à l’invention culturelle –, « c’est d’abord et avant tout être privé d’une place dans le monde qui rend les opinions signifiantes et les actions, efficaces ». Ce qui caractérise l’errance « n’est pas de ne pas savoir où aller ou bien aller n’importe où, mais ne pas savoir avec qui marcher ». Ce qui conduit Jacques Fierens à soutenir le droit d’habiter de préférence à celui de *se loger* : habiter, c’est pouvoir oublier la boue qui colle aux pieds, « le poids de son corps », pouvoir « lever les yeux et chercher les couleurs du cerf-volant ».

#### La culture (à la rencontre) des plus pauvres : une question de justice ou de solidarité?

Un séminaire organisé par la Maison des Savoirs (ATD Quart Monde) va pousser la réflexion sur la liaison entre culture et social, au départ de la démarche que l’association expérimente dans les rues depuis des années : « C’est avec les plus pauvres que la spirale de l’exclusion peut être renversée si l’on met en place les conditions concrètes et subjectives qui rendent possible la participation à un acte individuel ou collectif de création artistique. » (Actes du séminaire)

C’est aussi l’analyse de Bernard De Vos (Délégué général aux droits de l’enfant) sur la pauvreté qui frappe les enfants et les jeunes : « La pauvreté pour l’enfant est un environnement global [...] Or, la participation des enfants et des familles qui vivent la précarité leur permet de sortir des déterminismes sociaux et économiques dans lesquels ils sont confinés. » Ils pourront ainsi « éviter l’“abonnement” intergénérationnel à la pauvreté ». (Journal 21) À l’inverse, les a priori culturels qui minimisent la capacité participative des jeunes les plus pauvres accroissent leur exclusion et conduisent au repli sur soi, altérant d’autant plus leur image, y compris celle que les pauvres ont d’eux-mêmes : « Pour contrer ce repli, les pratiques culturelles participatives offrent un champ d’expériences positives très estimables. »

À l’occasion de l’année européenne contre la pauvreté, de nombreuses contributions au Journal 21 ont confirmé la nécessité de la prise de parole par les plus pauvres (Anne Herscovici, députée Écolo; Christiane Verniers, Funoc), la participation transformatrice (Régis de Muylder, ATD Quart Monde), l’implication et le caractère libérateur de la culture autoproduite (Philippe Hensmans, Amnesty International). Ces actions impliquent le corolaire de la responsabilité et des compétences des acteurs culturels lorsqu’ils s’investissent dans ces démarches. Il ne serait pas hors de propos

également de les entendre sur ce qui les motive eux-mêmes, entre un profond souci de justice et ce qui les pousse à d'impératives solidarités. Les deux sans doute.

### ART ET ALPHABÉTISATION, ENTRE CITOYENNETÉ ET SOLIDARITÉ

Dans l'ensemble des actions portant sur la liaison entre la culture et le terrain de la solidarité sociale, une place spécifique est tenue par la lutte contre l'analphabétisme. « La vie est écriture. [...] Au lieu de positionner des lettrés et des illettrés, des alphabétisés et des analphabètes dans un face-à-face réducteur, on peut ouvrir d'autres pratiques de recherches d'écritures, d'autres grammatologies, d'autres apprentissages. Connectés autrement. Des flux intensifs. » (Omar Arrijs, cité par Marie Poncin, Journal 18). Le terrain de l'alphabétisation interroge autant le rôle des formateurs que celui des acteurs culturels, les structures d'enseignement que les partenariats alpha/artistes, autant les politiques d'action et de cohésion sociales que l'enseignement. L'alphabétisation « implique une approche globale du processus d'alphabétisation conçu non comme une simple acquisition technique de savoirs de base, mais dans une optique plus large de citoyenneté active [et d'exercice] des droits fondamentaux » (Michèle Minne, Cellule alpha du Service de l'Éducation permanente/FWB, aussi citée par Marie Poncin).

Dans cette approche citoyenne du processus d'alphabétisation, « le recours aux langages artistiques et l'accès à la culture sont des enjeux essentiels dans le parcours de l'apprenant »<sup>22</sup>. Pour Karyne Wattiaux (conseillère pédagogique à Lire et Écrire), « la confrontation au langage artistique et au processus de création ouvre des pans entiers de l'expression [et] permet de se rendre compte que nous sommes tous des humains traversés par les mêmes problématiques ». Ce constat constitue un trait fondamental de la solidarité qui relie concrètement et subjectivement les apprenants lorsqu'ils « découvrent ensemble l'importance de leur propre savoir, la pire erreur étant de considérer l'apprenant comme un ignorant » (Michel Melot)<sup>23</sup>.

Les exemples, multiples, depuis le début des années 2000<sup>24</sup> et en particulier depuis la circulaire Alpha-Culture (2008), confirment « l'intérêt croissant pour l'accès à la culture et la pratique artistique en amateur comme outil d'insertion citoyenne ». Un « projet politique, idéologique, puisque "travailler sur l'art et le culturel en y investissant les regards et paroles croisés des groupes, c'est travailler sur les fondements des débats démocratiques" » (Marie Poncin, citant Omer Arrijs). Les partenariats reposent majoritairement sur un processus de création et de partage de savoirs, l'accent étant mis sur le collectif. Le *Journal de Culture & Démocratie* pointe notamment, parmi d'autres exemples plus ponctuels, celui, permanent et structuré, des bibliothèques publiques, d'intervention dans le champ social, éloigné de tout aspect de consommation de l'écrit.

<sup>22</sup> *État des lieux de l'alphabétisation en Communauté française Wallonie-Bruxelles - Deuxième exercice. Données 2005-2006*, Communauté française Wallonie-Bruxelles, Bruxelles, 2006, p. 232-233.

<sup>23</sup> *Art, culture et illettrisme*, Initiales, Chaumont, 2006.

<sup>24</sup> Présent dans les pratiques du théâtre-action depuis les années 1980, notamment à la Compagnie du Campus.

### DIALOGUE ET RUPTURE DES SOLITUDES

L'action *interculturelle* du CBAI se veut « une alternative politique à [la] tendance au repli identitaire et sécuritaire, une alternative à l'exclusion, à la répression, à l'obsession angoissée du contrôle » (Christine Kulakowski, « Quelle action *interculturelle*? », Journal 4). Dans le domaine particulier de la solidarité adossée à la revendication d'une démarche *interculturelle*, le dialogue est fondamental : « Dans le combat à mener pour une société plus démocratique, contre les replis identitaires et les extrémismes, le dialogue entre les cultures occupe une place essentielle. » C'est là une exigence extrêmement concrète, que le CBAI applique à tout le territoire de la culture, expositions, musées, cinéma, etc. : Comment tenir compte de la réalité *multiculturelle* dans la programmation des expositions? Comment relier musées et milieux populaires? Quel rôle et quelle formation pour les passeurs et médiateurs? Pourquoi un musée de l'immigration a-t-il tellement de mal à voir le jour? Cette réalité implique d'aller voir comment les autres sont en culture et, par exemple, d'interroger les spécificités du cinéma méditerranéen (un festival organisé par le CBAI). *L'interculturalité* exige une pédagogie spécifique.

Certaines de ces questions trouveront réponse dans les actions entreprises dans des lieux où se retrouvent – bien forcés – les demandeurs d'asile. « L'art au Petit-Château » (Bruxelles), un *happening* organisé par le CBAI dans la foulée du Forum européen « Journeys in between » (2001) et centré sur le « rôle positif que jouent les projets artistiques dans les problèmes [sic] liés aux demandeurs d'asile » (Journal 1), a éclot autour de peintures gestuelles, dans le lieu même de leur rétention, par des hommes et des femmes en transit entre une vie difficile là-bas et un mieux-vivre ici. À Rendeux, la peinture et la photographie ont éclairé l'espace où les exilés peuvent découvrir ce qu'ils ont en commun et, fait majeur, qui incite la population à les connaître et à mieux les comprendre. À Roncevaux, c'est la musique qui fait le lien entre les enfants de l'exil et la population locale.

Ces réponses, pour positives qu'elles soient, ne peuvent cependant cacher une contradiction fondamentale qui oppose d'un côté Yvonne Cattier, qui a animé des ateliers de peinture, pour qui « l'alibi du beau ne doit pas faire oublier la souffrance des personnes qui séjournent dans ces lieux », et de l'autre Maurice Boyikassé, artiste congolais de la parole : « L'art a vocation à rompre les solitudes. »<sup>25</sup> Un salutaire esprit critique n'empêche toutefois pas de retenir que cette rupture des solitudes est sans doute un des traits les plus évidents au plan personnel, et un des effets les plus prégnants au plan collectif, des solidarités actives.

### LE DIALOGUE DES CULTURES

*L'interculturalité* – expression particulière et condition de la solidarité – est présente dans les lieux où « l'ailleurs est ici », dans le dialogue des cultures. Carnavals et festivals internationaux font partie de la question. Dans le Journal 14 dévolu à la

<sup>25</sup> « Demandeurs d'asile, demandeurs de culture », publication électronique de Culture & Démocratie. [www.cultureetdemocratie.be/productions/view/demandeurs-d-asile-demandeurs-de-cultures](http://www.cultureetdemocratie.be/productions/view/demandeurs-d-asile-demandeurs-de-cultures)

liaison entre culture et développement, Marcel De Munnynck propose une réflexion critique sur une *interculturalité* qui, dans les carnivals, peut n'être que de pure apparence : le souhait profond de voir s'établir des liens interculturels ne doit pas faire tomber dans le piège de certaines images médiatisées à des fins marchandes. Fondateur de la Zinneke Parade de Bruxelles, il souligne que si les carnivals « ont été et sont encore des outils de rébellion, de révolution, de recherche de leurs racines par les peuples esclaves », leur « *touristication* a un effet pervers » : là où ils avaient inversé le rapport de domination, ils sont, pour certains, devenus de purs « spectacles de divertissement » – inaccessibles financièrement aux pauvres – obéissant aux modes de production dominants, avec le risque supplémentaire de renforcer « le sentiment nationaliste à usage touristique. Encore un marché d'artifices ! »

Posant un regard critique cette fois sur les festivals, Marcel De Munnynck rappelle qu'« une longue et dramatique histoire se cache [...] derrière l'image pluriculturelle donnée par les artistes porte-paroles de l'avancée des droits démocratiques, chantres de la démocratie et de la solidarité ». Ce rappel le pousse à insister sur le principe essentiel d'une programmation qui soutienne une « démarche d'humanité, de rencontre et veut "dé-étouffer" les prises de paroles d'artistes africains ». « Dans la relation entre citoyenneté et démocratie, il faut relever le défi de la diversité culturelle » et y célébrer les différences, pour à terme « construire une histoire commune ». En ce sens, le fondateur de la Zinneke Parade relie *inter-* et *trans-*culturalités, *l'ici et maintenant* et le futur.

### LES ESPACES DE SOLIDARITÉ PAR L'ART

« Annoncer la couleur » rappelle que la démocratie se vit au quotidien (Journal 14) et c'est aussi au quotidien que des lieux culturels se sont progressivement attachés à s'ouvrir à la population qui les environne, leur démarche artistique et/ou plus largement culturelle créant des espaces naturels d'*interculturalité*. Leurs pratiques relient des professionnels et des amateurs, gens des quartiers, jeunes des écoles proches, qui s'approprient peu à peu le lieu et les multiples facettes de la création artistique. Ainsi du Théâtre Océan Nord avec ses rencontres d'ateliers (Journal 7) : « le théâtre amateur est du théâtre professionnel à temps partiel » (Mohamed, animateur, membre d'un atelier de création), ou du Théâtre des Tanneurs, « une scène à la rencontre des publics », qui met la création artistique « au centre de la relation » avec les personnes habitant le quartier ou venues du CPAS (Journal 16), ou encore du Théâtre de l'Ancre à Charleroi, ou du KVS, un « théâtre ouvert sur la ville » qui entend valoriser une approche interculturelle tant dans les spectacles (dans les deux langues) qu'avec les publics (les gens des quartiers) et au cœur même de l'institution (démocratie interne) (Journal 18).

Musique plurielle asbl fait de la musique un message d'universalité « outil d'échange, de solidarité, de rencontre entre les différentes cultures, donc entre les gens » (Journal 16). Son « laboratoire interculturel » veut rendre possible « une nouvelle musique par mélange » sans mixage, le travail en commun permettant de mettre en valeur la richesse de la diversité musicale, renvoyant ainsi aux publics des quartiers ce que chacun apporte des rythmes et des chansons des pays d'origine. Des « petits lieux » de programmation et de diffusion culturelles font aussi partie de cette manière de

vivre une solidarité subtile dans ces espaces de proximité où se presse le public local : créés par des passionnés, ils sont des espaces « à vivre la culture » pour les gens sans distinction d'appartenance, entre lesquels le lien social se crée ou se renforce dans un partage culturel sans entrave (Journal 16).

Un lien social dans un partage culturel sans entrave, le souci d'*interculture*, la participation des plus démunis à la vie sociale et culturelle, l'art/rupture des solitudes, habiter plutôt que loger, l'échange des savoirs, la démarche d'humanité, savoir avec qui marcher, découvrir ensemble des savoirs propres, la démocratie qui se vit au quotidien, la création artistique au centre de la relation : le « chapeau » de la solidarité est bien le plus délicat, mais peut-être aussi le plus multiple et le plus humain des critères pour dire la place qu'y prennent la culture et les arts.



**Laurent Busine**

Directeur du Musée des Arts Contemporains au Grand-Hornu,  
ex-président de Culture & Démocratie



100.

Il va des collections d'œuvres d'art publiques (privées jusqu'à un certain point) et des musées comme d'un champ ou d'une relation amoureuse : on sème ou on s'aime sans savoir ce qu'il adviendra de ce qui fut déposé dans les labours et les labeurs, sans connaître quelle parcelle de quelle œuvre, de quelle herbe ou de quel enfant sera, plus tard – lorsqu'on aura simplement tourné la tête, fermé les yeux ou quand on m'aura mis la mentonnière –, celle qui emportera haut le désir qui fut à la base de son avènement.

Ce sont des objets minuscules accumulés, infiniment petits, comme des êtres imaginaires, ridicules en quelque sorte, grotesques parfois dans la démesure du monde, mais qui existent par leurs présences au même titre que le reste de l'univers qui nous est donné.

101.

Ce sont des choses éphémères, fugaces, imprécises, indifférenciées, incertaines, toujours curieuses car toute œuvre est une image fragmentée et accidentelle qui existe dorénavant en plus dans le monde, inconnue jusqu'alors et qui fait que le monde, inachevé par nature, est un peu plus complet par les signes et les marques spécifiques dont elle est formée et ornée, une image qui ouvre à des champs ou à des relations amoureuses.

Les dieux me sont témoins que je partage avec eux l'univers hasardeux car qui pourra dire quelles œuvres restent dans l'imaginaire de chacun aux différents moments de son existence où il les a côtoyées, chéries ou abhorrées ?

Ce n'est pas là la moindre des curieuses réalités des œuvres d'art que d'ouvrir le champ libre à l'intervention souveraine de la part infiniment personnelle du regardeur qui en modifie fondamentalement l'apparence. Je dis bien : fondamentalement l'apparence car c'est bien l'aspect même de ce que les yeux retiennent qui est transformé et pas seulement, comme on aurait tendance à le penser couramment, l'interprétation, l'évocation ou l'analogie qui en découlent.

Le noir devient clarté et la lumineuse peinture, obscurité ; la forme se déforme et se pare des atours de l'amour ou des figures de la malveillance ; le format rétrécit ou enfle ; les paroles et les silences bouleversent les couleurs, modifient les éclats, les matières et les sujets ; les pointes s'émeussent ; les lointains disparaissent, créent des paysages, font surgir une ombre ; un détail prend le pas sur l'ensemble.



Ainsi l'œuvre, sans rien perdre de sa qualité (peut-être même en y gagnant quelques autres), est modelée par le regard, pétrie par le désir et façonnée par le souvenir mais réglée par l'artiste que nous sommes quand nous nous emparons de l'œuvre de l'artiste créateur.

C'est sa présence qui importe : celle qui est parcourue par des champs inconnus et des amours insoupçonnées qui font que nous en sommes les dépositaires débutants dans une attitude qui ne peut se confondre avec aucune autre que notre voisin, qui la détient lui aussi, désigne et dépeint à sa manière car pour toujours, un détail infime, une trace subtile, une indication minuscule ou grave, confond le souvenir et le teinte d'une couleur personnelle, rare, tragique ou heureuse.

J'aime cette situation paradoxale où plus la culture organise des richesses singulières, plus sa communication est universelle. Autrement dit, si quelqu'un communique avec les autres de ce qui lui est intime, il s'enrichira, selon ce même principe, en recevant aussi des autres leur intimité. C'est un phénomène de notre vie en société qui me semble unique ; que ce soit à travers un livre, à travers une peinture ou une œuvre musicale... Peu importe pourvu qu'il s'agisse du rapport d'un individu à un autre.



## POLITIQUES CULTURELLES ET CIVILISATIONS

104. Culture & Démocratie ne s'éloigne pas de sa mission de vigie de la politique belge lorsque le Journal propose quelques détours par l'analyse du monde tel qu'il va. Ce qui atteint profondément les conditions et les pratiques de la démocratie et de la culture en FWB est identique à ce qui les touche et parfois les disloque ailleurs. Qu'il s'agisse de processus actifs dans le monde ou plus proches, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Même si, dans les vieilles démocraties occidentales, des décennies de démarches culturelles font encore obstacle à la déshumanisation marchande appuyée à des technologies produites en rafales. Ce qui est en question dans cette clé de lecture, est le combat pour une *culture de la démocratie*, ailleurs comme ici.

### Combat pour une culture-rempart contre des dérives mondiales

« La culture dont l'essence est d'interroger l'homme, sa raison, son environnement, peut-elle réinventer [notre civilisation] ? [...] Si, préférant la musique à la guerre, nous rêvons de voir les budgets culturels dépasser ceux des armées, il nous faudra oeuvrer pour un autre équilibre mondial. Allons-nous vers une guerre des civilisations ou vers la sérénité du village global ? » (Georges Vercheval, « Vents contraires », Journal 2)

Les clés précédentes ouvraient des champs particuliers du lien entre culture(s) et divers modes d'action de la démocratie. Avec la clé ouvrant aux débats sur la relation entre politiques culturelles et civilisation(s), Culture & Démocratie déborde du cercle de ses *bouillonnements* prioritaires, mais reste dans son rôle fondateur : l'association est « espace de réflexion », structure relais, plateforme intersectorielle, source d'actions ponctuelles ou à long terme, « un lieu à géométrie variable », ce qui ne dispense pas l'association de se préoccuper de questions plus politiques en rapport avec la démocratie comme la résurgence de l'extrême-droite, des intolérances, des nationalismes : « Face

aux déferlantes mousseuses de l'extrême-droite, la culture peut-elle être une arme, un rempart ? » (Georges Vercheval, éditorial du Journal 3)

Rempart, en tout cas le Journal s'y prête : relais de pétition contre la fermeture de la Minth (Maison internationale/Internationaal Huis), un projet ambitieux – et bicommunautaire – qui participe au « rayonnement des relations Nord-Sud », un « carrefour de rencontres ». Ou encore de l'opération « Artistes en Palestine » organisées par l'IETM qui, pour contourner l'étranglement des artistes palestiniens, encourage « le dialogue entre l'Occident et une communauté culturelle isolée du reste du monde ».

### Le désarroi démocratique<sup>26</sup>

« Février 2003. Le monde est suspendu entre guerre et paix. En cause, la question de l'Irak, cible privilégiée des USA. » Devant cette « menace d'une guerre aux retombées incontrôlables », une barbarie aux visages multiples, et « des gouvernements sous influence », Culture & Démocratie pressent le risque qui, de la résurgence des extrêmes droites à celle de la censure, fait craindre la « régression des valeurs démocratiques et culturelles » (Georges Vercheval, « Note sur l'état de la planète », Journal 5). L'Europe, dans ce terreau bourbeux, imprime un virage dangereux dévoyant son utopie fondatrice, passant « d'un projet politique censé garantir la paix à un projet technologique, "bâtir une société performante" » (Georges Vercheval citant Paul Magnette).

Le succès du FN aux présidentielles françaises est un autre signal dont s'empare le Journal 5.

Culture & Démocratie s'est en effet associée à son homologue néerlandophone mais aussi au MRAX, au Centre pour l'Égalité des Chances et à la Ligue des Droits de l'Homme, pour organiser une série d'ateliers sur les dérives du consumérisme – « le capitalisme de consommation », de la soumission aux lois du marché et de la légitimation exclusive des seules « formes monnayables » –, un double phénomène mondial qui, sous l'emprise des mutations économiques, influencent considérablement les idées et la culture (Georges Vercheval, « Extrême droite et culture »). Les documents préparatoires et les actes en pointent les effets : la solidarité qui se mue en rapports de forces, les institutions culturelles en entreprises, l'accès à la culture en accessibilité technologique, et souligne la confusion croissante entre culture(s) populaire(s) et production de masse. La démocratie y a tout à perdre qui, voyant ses arènes transformées en espaces de culte de la personnalité, ouvre à « la tentation totalitaire ».

Contre ce désarroi démocratique, Culture & Démocratie veut croire aux « actions communes de résistance chez les acteurs culturels, les artistes, les intellectuels, dans un esprit d'engagement sociétal » et, « en réaction à la démocratie "médiatisée et commercialisée", *reconquérir le droit à sa propre voix* ». L'éditorial du Journal 6 poursuit l'appel angoissé à l'implication des intellectuels démocrates, les incitant à « se mouiller » devant « le discours d'en face [qui] est en train de se muscler » (Georges Vercheval, « Sale temps pour la démocratie ! Orages sur la culture »).

### Implications

Répondant à l'appel de Culture & Démocratie, le journaliste Hugues Le Paige donne sa lecture des débats qui, à l'occasion des cinquante ans de la RTBF, ont animé

26 Titre d'un ouvrage collectif, publié chez Labor (1995), sous la direction d'Hugues Le Paige.

des réflexions internes de la télévision publique « une pièce déterminante du débat démocratique » (Journal 7). Sur base d'une analyse tronquée de questions budgétaires et d'audience – notamment par le recours à des consultants privés –, elle s'est orientée vers des choix répondant à l'idéologie marchande fondée sur « la soi-disant “demande” du public, [...] rejetant toute velléité d'une politique de l'offre ». « Dommage pour la télévision publique et la démocratie et même pour une certaine idée de la modernité », conclut Hugues Le Paige.

Le Journal 7 donnera écho à plusieurs autres « implications » issues du terrain culturel. De la pièce de théâtre *Sang* de Lars Norèn par le Théâtre Jacques Gueux évoquant « l'autre 11 septembre », celui de l'assassinat par les chars de Pinochet de la démocratie chilienne présidée par Salvador Allende, à la « Liste rouge » des objets culturels volés dans des pays en guerre et au « Bouclier bleu » contre leur commerce illicite.

### Poursuite de la réflexion : les populismes, les indignés

Les exemples ne manquent pas et appellent à la poursuite de la réflexion sur le fond.

Une conférence-débat aux Facultés Notre-Dame de la Paix interroge le populisme et la démocratie dans leurs rapports avec la culture. À la fois protestataire et identitaire, le populisme fait appel tant aux traditions populaires qu'aux valeurs conservatrices, et repose sur un corps social réputé homogène. À l'inverse, « l'essence de la démocratie est d'être multiple et mouvante [...] Le corps social est considéré comme un bouillon de cultures, où se manifestent le pluralisme idéologique et le particularisme sociologique » (Journal 9). Le *télépopulisme*, dernier avatar du populisme, utilise la communication pour faire appel à une culture qui « donne plus à voir qu'à entendre », et aux illusions d'une « démocratie en direct » faite de techniques de séduction et de sondages. L'activité politique devient une industrie culturelle de spectacle, donnant l'« illusion de la fusion entre peuple et monde ». D'apparence peu agressive, sollicitant l'image, le symbole, l'approche culturelle, son action standardisatrice conduit « à l'étouffement de voies qui ont leur place dans la démocratie » (« Populisme, démagogie et démocratie », Axel Tixhon, professeur d'histoire contemporaine).

Une autre réponse au rapport entre culture et politique sera celle du « mouvement des indignés ». À l'opposé de la posture qui consiste à capter la parole pour l'assener par tous les moyens techniques possibles – une pratique associée au développement des fascismes –, le mouvement des indignés se caractérise par son exact inverse, où « comment parler sans donner des ordres » devient une forme de mise en pratique de la démocratie vivante, « rend[ant] aux sons leur valeur de lutte contre le pouvoir » (Gille Deleuze, cité par Guillermo Kozlowski, philosophe, dans le Journal 23). « La question n'est pas d'avoir le pouvoir d'imposer [ses idées], mais d'avoir la puissance de les créer. » Les indignés ont remis au jour une pratique « alliant le fond et la forme », où l'on n'impose plus sa pensée « par l'agression de la voix la plus forte ». « La conviction certes, mais proposée. [...] La tolérance [comme] une mesure juste entre le courage de ses opinions et l'attention vigilante à celles des autres. La démocratie ne serait plus jamais “avoir raison”, mais “donner ses raisons”. Et agir. » (Paul Biot, « Plaidoyer pour la mise en pratique ») Le mouvement des indignés a apporté à la participation à un mouvement des formes plus culturelles. « Les savoirs porteurs de changement ne disparaissent pas [quand le mouvement n'apparaît plus publiquement] mais se transmettent et peuvent renaître avec force. » (« On n'est pas groupe, on le devient », Amélie Mouton, journaliste)

### Retour sur la politique belge

Avant les élections de 2004 en Belgique, à la Bellone, lors de « La Culture en débat », on a entendu de belles promesses apportées par de grandes pointures politiques : preuve est faite que les moyens existent, ainsi que l'intérêt pour une grande politique culturelle et éducative, et la volonté de ne pas plier devant les contraintes de tous ordres. Cependant, précédemment échaudés, « soyons vigilants », demande Georges Vercheval dans l'éditorial du Journal 10 paru au temps des élections, car « tout reste possible, même la fuite en avant dans la marchandisation de la culture ».

Vigilance et aussi engagement : on les voit souvent à l'œuvre dans les « pratiques culturelles émergentes » qui sont « l'expression de toutes les cultures », et en même temps rendent effectif le droit à la création, résume Marie Poncin (alors coordinatrice de Culture & Démocratie). Telles quelles, par l'expérimentation concrète de la démocratie, elles apparaissent comme « des éléments clés pour la défense des valeurs démocratiques ».

Vigilance encore car la période est troublée, et dix ans plus tard, le sera encore. Sale temps pour les vigies. En 2004, les débats avaient appelé aux États Généraux de la Culture. Les entretiens de Culture & Démocratie avec la ministre Fadila Laanan visaient à redéfinir notre modèle culturel. Depuis le début des politiques culturelles dans les années 1970 (les retombées de Mai 68), s'étaient juxtaposés des strates de mesures sectorielles. La Communauté française avait besoin de stratégies nouvelles concertées entre les différents niveaux de pouvoir et de décloisonnement entre les secteurs. On percevait de toutes parts une formidable attente. Les priorités qui concluront les États Généraux de la Culture pointent l'émancipation comme objectif principal. La culture sera liée à l'action sociale, par une orientation ferme en faveur de la diversité culturelle et de l'accessibilité et la participation de tous. Quand viendra l'heure du bilan beaucoup de promesses auront été tenues, remarque Jacques Remacle (Journal 28). Mais la ministre a buté contre l'obstacle du refinancement de la culture, c'est-à-dire contre ceux qui détricotent la trame concrète de la démocratie, avançant sans garde-fou dans les voies de la marchandisation de la société, le contrôle « orwellien » des peuples, la gestion du non emploi – en particulier celui des travailleurs des arts –, ou la non redistribution des richesses par l'impôt collectif. Ces « détricoteurs » pour qui la culture ne semble souvent constituer qu'un adjuvant, et sa défense, un leurre de bon ton.

### Malaises dans la culture

Une des dernières grandes réformes de la législature Laanan fut le nouveau Décret cadrant le fonctionnement des centres culturels, fondé sur l'effectivité des droits culturels et traduisant dans les faits l'impératif d'une participation active de la population aux choix programmatiques des centres culturels. Dès 2007, Didier Decoux, enseignant et plasticien, posait la question de la présence des arts (plastiques) contemporains dans ces institutions de proximité, « dans l'intérêt de la création comme dans celui de la démocratie culturelle » (Journal 18).

Didier Decoux exprimait le point de vue d'une sorte d'esthétique de la politique culturelle associant culture, démocratie et dynamique sociale dans des rapports qui ne soient « pas perçus comme figés », en « reconfiguration permanente ». Or jugeait-il, « le rendez-vous de la démocratie culturelle avec un art audacieux et ancré dans le présent était dès le départ manqué », glissant progressivement vers une mission de

médiation, entre œuvres et public, entre celui-ci et les artistes, entre les artistes et leurs propres productions. » Le terme *médiation* risque de devenir un fourre-tout qui laisse sans réponse l'approche par le processus – éventuellement partagé – de création.

C'est une réflexion similaire qui a occupé le Journal 24 qui questionnait la gratuité épisodique dans les musées (cf. Clé 4 – Culture et citoyenneté). Le point de vue retenu ici est celui de la dimension politique d'un « musée en questions ». « Un musée est d'abord un lieu public où se conjuguent la culture et la démocratie. [...] Un lieu de questions, d'hypothèses, de diffusion et de médiation. C'est un lieu de construction de savoir donc d'émancipation. » C'est un lieu de démocratisation de la culture, mais qui vit une métamorphose au sein de laquelle le service public recule au profit de la rentabilité, « privilégiant l'événement, la didactique du *prêt à voir*, la multiplication des espaces dédiés au commerce et à la restauration (de bouche)... autant d'évolutions éloignées de l'idée que nous nous faisons de la culture et dans lesquelles le politique a sa part de responsabilité » (Sabine de Ville). Le musée est un « antidote au supermarché », dira Vincent Cartuyvels. Tout argent public vient de l'impôt des citoyens, rappelle François de Smet (« La gratuité n'existe pas », Journal 29). « Si les débats sur les musées sont à la mode, observe Joël Roucloux, c'est sans doute parce que l'on ressent confusément que l'exception muséale est emblématique de l'exception culturelle. L'attachement au principe d'inaliénabilité du patrimoine symbolise ce rôle d'îlot spirituel [du musée] dans un océan utilitaire. » (« L'exception muséale entre redéploiement et désenchantement », Journal 24).

#### Propos – à suivre – pour la défense d'une culture de la démocratie

C'est encore Joël Roucloux qui, opposant *modernisation* et *modernité*, introduit dans le débat sur la culture, celle d'une *culture de la démocratie*. « C'est une véritable aura totalitaire qui se dessine autour d'une certaine rhétorique de la modernisation. » « Remettre en cause le principe même de telle ou telle modernisation, c'est, nous dit-on, refuser la *modernité* elle-même. » Derrière le mot de *modernisation*, il y a l'idée d'adaptation et la stigmatisation des « “inadaptés” plus ou moins rééducables ». « La modernisation heurte [ainsi] de front un principe démocratique fondamental : le pluralisme. »

De même nature est aussi, dans le Journal 28, l'interrogation de Pierre Hemptinne, directeur de la médiation culturelle à PointCulture (ex-médiathèque) : « Les coupes budgétaires qui affaiblissent les métiers non-marchands de la culture et de l'éducation [...] révèlent un peu plus à quel point nous vivons dans un système politique qui ne croit plus possible [de] bâtir l'avenir du vivre ensemble. » (« Des agoras du sensible, pour de nouveaux lieux de critique et de rassemblement ») Et Pierre Hemptinne de plaider pour la mise en commun des savoirs universitaires et ceux des collectifs associatifs via des agoras où développer de « nouvelles sciences du sensible ». À propos de ces métiers non-marchands de la culture, Baptiste De Reymaeker relève les dérives de l'éducation permanente : permanente pour ne pas dire populaire, formulation qui écarte l'aspect politique de « l'éducation par et pour le peuple, la reconnaissance d'une culture populaire, source légitime de transmission, d'organisation, de formation et interlocutrice valable de la “Culture d'élite” ». Un échec heureusement relativisé par le Décret de 2003 sur l'éducation permanente, redéfinie selon les critères de l'éducation populaire. Mais que dit la culture de l'éducation permanente ? En France, Jack Lang (ministre de

la Culture en 1981), avait, consciemment ou non, substitué l'action culturelle à l'action politique. Le travail d'éducation populaire y devient « un travail d'animation socio-culturelle, de pacification, qui a sa pertinence mais ne produit aucun effet en termes de démocratie, de citoyenneté, de mouvement social » (Luc Carton, cité par Baptiste de Reymaeker, est inspecteur en FWB et un peu « gourou » en la matière vu de France).

« En Belgique, l'éducation populaire, c'est la lutte des femmes, la lutte des chômeurs, [...] et la culture, ça comprend les luttes d'émancipation. » (Luc Carton) A contrario, pour Jean Delval (Théâtre des Rues, compagnie de théâtre-action, également cité par Baptiste De Reymaeker), l'éducation permanente, organisée autour des piliers politiques, conduit à « une démocratie émasculée, évanescence ». Baptiste De Reymaeker s'inquiète pour le secteur où se trouve accueilli Culture & Démocratie et qui soutient son travail d'analyse critique : l'organisation « managériale » du travail d'éducation permanente a pour effet de déconnecter peu à peu le secteur de son public et d'isoler les structures, conséquences des logiques du management appliquées au secteur non-marchand. « L'évaluation entretient un imaginaire d'endettement. » À quoi ressemblera la privatisation de l'éducation populaire après la suppression de l'exception culturelle ?

On ose à peine poser l'autre question : « Et la culture, à quoi ressemblera-t-elle ? »

## CLÉ DE LECTURE 7

EUROPE /  
INTERNATIONAL

LES PRIVATISATIONS AVAIENT ÉTÉ BON TRAIN...  
LES FEMMES ET LES HOMMES D'EUROPE APPRENT  
AVEC SURPRISE QU'APRÈS LES TRANSPORTS, LA POSTE,  
L'ÉNERGIE, LA CULTURE... C'ÉTAIT L'AIR LUI-MÊME  
QUI NE LEUR APPARTENAIT PLUS...

C'est à une approche un peu particulière qu'est convié le lecteur arrivé au terme de cette constellation d'extraits du *Journal de Culture & Démocratie*. Ceux relevés ci-après concernent quelques aspects de la politique européenne de la culture, analysés du point de vue de leur contribution – ou non – au processus démocratique. Cette clé de lecture refermera notre trousseau imaginaire sur quelques extraits de contributions au Journal abordant des aspects internationaux de l'action culturelle en Fédération Wallonie-Bruxelles.

## EUROPE

## Une politique culturelle européenne aux accents contrastés.

Le premier numéro du Journal s'ouvrait sur un débat où Rudy Demotte, alors ministre de la Culture (2001), était invité à présenter son ouvrage *Culture(s)* dans le cadre de la préparation de la présidence belge de l'Union européenne. Martine Lahaye (alors directrice générale du ministère de la culture) appelait à passer d'une « Europe des intérêts à celle des valeurs ». Elle constatait que, confrontée à des injonctions paradoxales entre impulsions de nature culturelle et règles de concurrence, la culture en Europe demeure « une compétence mineure malgré une fonction et une utilité sociale implicitement reconnue ». Rudy Demotte, qui assurera la présidence du Conseil Culture de l'UE lors de la présidence belge, rappelait que le développement de l'économie est conditionné par celui de la culture, lequel, outre ses effets sociaux et sociétaux, permet de « dépasser l'esprit mercantile européen ou les risques de repli identitaire ». Il soulignait les impasses des traités précédents en matière de culture et ferait inscrire à l'ordre du jour de la présidence belge la reconnaissance des droits culturels dans les textes des traités de l'UE.



Les États membres et la Commission ont de fait affirmé leur intention de voir la culture considérée comme un élément essentiel de l'intégration européenne. Mais cette orientation continue de s'opposer au principe du respect de la diversité culturelle, un paradoxe – parmi d'autres tel celui opposant deux droits de l'homme en matière de droits d'auteurs –, qui ne facilite pas la reconnaissance de la culture comme champ de compétence spécifique. Cette opposition est obsolète, selon Rudy Demotte, appelé à se confier à l'issue de la présidence belge : qui peut affirmer que chaque culture, respectée dans sa différence mais inconnue des autres, sans partage, sans rencontre, sans métissage, pourra survivre aux pressions du marché ? La résolution sur la place de la culture ne répond pas à des questions telles le statut des artistes – seule leur mobilité a été traitée – ou l'harmonisation fiscale pour la création et la diffusion artistique. Personne ne s'étonnera cependant que l'on ait signé la résolution sur la Culture et la Société de la connaissance, qui inscrit la culture dans la dynamique des nouvelles technologies. Une signature qui a peut-être permis d'éviter que la culture soit omise totalement du champ législatif européen. « On s'est seulement assuré qu'on pourra encore en parler. » (Rudy Demotte)

Un an et demi plus tard, Paul Magnette confirmera, lors d'un débat préparatoire à un colloque international proposé par Culture & Démocratie, que l'Europe semble bien « se construire de plus en plus loin du citoyen, et de ses préoccupations sociales. À la recherche permanente du consensus (mou), ne fait-elle pas le lit de l'apolitisme, donc de l'extrême droite ? » (« Extrême-droite et culture », Journal 5)

Il n'est donc pas étonnant que, partageant ces constats, la députée européenne Olga Zrihen et Daniel Lhost du Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté, aient rallié le MAC's du Grand-Hornu en décembre 2001 pour poser la question d'un contrat de citoyenneté avec l'Europe. « Peut-on parler de progrès quand tant de décisions aggravent le déséquilibre des richesses et accentuent le déficit démocratique ? » (Georges Vercheval, Journal 2) Ricardo Petrella évoque plus abruptement la « contre-révolution réactionnaire » de la Commission européenne opposée aux services publics. Les débats touchent au cœur du message : « Il est urgent de mettre en place des structures efficaces pour qu'aux chancres industriels et au désert économique ne s'ajoutent pas des friches culturelles ! » (Georges Vercheval) Faisant sienne la distinction entre grande culture et culture populaire, cette journée au MAC's se clôture sur la reconnaissance de cette culture portée par les peuples, comme une grande force pour la construction de l'Europe.

Grande culture et culture populaire ? Distinction, oui ; opposition, non. Richard Kalisz observe qu'une extrême droite européenne présente dans toute l'Europe, a préparé son ascension par des campagnes qui relèvent du domaine de la culture, et que dans cette logique de repli, vient alors la haine fondamentale de la culture opposant « l'élitisme culturel » – aux accents de Mai 68 – et une « soi-disant culture populaire » ou plutôt populiste<sup>27</sup>. Il souligne le danger que fait planer la résurgence de ces mouvements aux visages multiples « dont la pensée simpliste, démagogique, haineuse, excluant l'autre, se banalise et cherche à se parer des habits neufs de la respectabilité ». (« Extrême-droite et populisme : Haine de la culture ? ») Il craint la falsification de la culture populaire dans une Europe où croît, comme un terreau propre aux semences les plus troubles, l'insécurité économique et sociale.

<sup>27</sup> Richard Kalisz, « Extrême-droite et populisme : Haine de la culture ? », in *Culture, extrême droite et populismes aujourd'hui en Europe*, publication électronique de Culture & Démocratie, 2003. [www.cultureetdemocratie.be/documents/extreme\\_droite\\_populisme.pdf](http://www.cultureetdemocratie.be/documents/extreme_droite_populisme.pdf)

### Des paradoxes qui tuent

Fin 2001, la place de la culture en Europe se pose après l'arrivée de nouveaux États membres et la mise en place du Programme Culture 2000. Selon le Forum européen FEAP partout en Europe le secteur culturel est déçu de la place assignée à la culture dans la future Constitution européenne. Le sujet de l'exception culturelle reste sensible et Culture 2000 ne favorise pas les petits opérateurs ni les projets innovants. L'Europe reste confrontée au dilemme opposant une plus grande accessibilité à la culture à des exigences financières incontournables : pour être un succès, le prochain Programme devra englober une stratégie favorisant des politiques d'égalité et de citoyenneté. Mais le prochain c'est, alors, en 2007.

Février 2005 : sur le continent européen aussi le dialogue des peuples et des cultures est présenté – avec prudence ? – comme un processus. Concluant le Colloque de Brxlbravo, Robert Palmer, conseiller culturel international, appelle à investir davantage dans la culture comme composante centrale de la politique de l'Union européenne et en particulier dans la dimension interculturelle, là « où les artistes se préoccupent des publics les plus vulnérables » (Journal 13).

En 2010, promesse tenue, du moins pour cette année-là : l'objectif de la nouvelle stratégie (2010-2020) est l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté. Mais cette orientation reste à la marge des politiques européennes : « Les objectifs sociaux et durables ne [sont] pas transversaux à toutes les lignes directrices de la Stratégie 2020. » (Fintan Farrel, cité par Marie Poncin, « L'Europe et la lutte contre la pauvreté », Journal 21) Si « le rôle positif de l'action culturelle semble faire l'unanimité [...] [et] si l'apport de l'art et de la culture semble évident, la question du développement des droits culturels doit encore être traduite en objectif concret et effectif. » Le contraste entre la réalité de la politique européenne et une attention ponctuelle à l'exclusion et la pauvreté grandissantes est trop évident, et la campagne promotionnelle ne fait pas illusion. La présidence belge, dans la ligne des traditions sociales et socioculturelles propres à la Belgique, a voulu qu'une année soit consacrée à une situation qui ne pouvait plus être tue, mais le sujet se heurte au niveau européen à de telles contradictions que l'écoeurement perce de tout côté.

C'est Jean Hurstel, président de Banlieues d'Europe, qui démonte le paradoxe européen d'une année de la lutte contre la pauvreté face à plus d'une génération humaine de mesures politiques et économiques produisant pauvreté et exclusion, et dénonce la culture convoquée « pour masquer et sublimer la misère du monde » (« L'Europe, la pauvreté, la culture, 7 thèses pour ouvrir un débat », Journal 21). Il rappelle que le sort réservé aux plus démunis est « l'indicateur principal de l'état d'une société et de l'action de l'État » et constate qu'aucune des voies traditionnelles de la démocratisation culturelle n'arrive à « franchir l'insurmontable barrière sociale ».

Pour Jean Hurstel, qui, avec la création théâtrale collective *36/68, d'une oppression l'autre*, fut l'un des premiers à pratiquer le théâtre d'intervention en France dès 1968, la lutte commence dans le secteur culturel lui-même et doit « dépasser les clivages » pour « mettre la culture au centre de la Cité », « au cœur d'un combat idéologique contre l'inégalité et l'injustice ».

C'est Philippe Hensmans (directeur d'Amnesty International) qui « sort sa barre de fer » pour protéger la culture, constatant que : « Nombreux sont les hommes et les femmes qui, parce qu'ils croient à ce processus de création collective qui tienne

compte des spécificités des plus démunis, se retrouvent chaque jour en prison, un peu partout dans le monde. Pour avoir voulu lutter contre la *culture de la pauvreté*. » (« Quand j'entends le mot culture, je sors ma barre de fer. Pour la protéger. », Journal 21)

C'est Joël Roucloux qui reproche à l'Europe d'être le lieu où « la sphère économique s'est *désencastrée* des autres sphères d'activité humaine pour finalement imposer sa logique à ces dernières sous la forme de l'*économisme* caractéristique de la *culture bourgeoise* », unissant à la fois naturalisme et utilitarisme (« L'idéal européen face à la banqueroute du naturalisme bourgeois », Journal 25). Il conclut qu'il est temps de s'apercevoir que « l'économie c'est aussi, c'est d'abord, de la culture au sens socio-anthropologique du terme ».

C'est Jean-Michel Lucas (économiste, Université de Rennes 2), pour qui « la rationalité économique (créative) ne prend pas en considération [les] valeurs culturelles » (« Rationalité économique et fondements culturels de l'Union européenne », Journal 25). « L'apport du secteur culturel, par son inventivité, est devenu une arme de la croissance intelligente, durable, inclusive, portée [par] la concurrence entre les entreprises. » Soulignant qu'il ne suffit pas d'affirmer des valeurs culturelles universelles pour qu'elles soient entendues, il caricature à peine lorsqu'il constate qu'en Europe : « Un acteur culturel peut aisément se revendiquer des valeurs de dignité et de reconnaissance des personnes, il peut aussi affirmer sa volonté d'être non lucratif [...] Sauf que, dans la mise en œuvre, il se verra opposer pour chacune de ses activités la suprématie souveraine de la rationalité économique. »

### Un projet de civilisation, malgré tout ?

Bernard Focroulle, lucide, craint bien que « la crise financière et économique qui a commencé à faire des ravages dans le secteur de la culture » menace la légitimité de son soutien public (« Placer la culture au cœur du projet européen », Journal 25). Mais il maintient avec force l'impératif de « placer la culture au cœur du projet européen », pour qu'une Europe fondée sur la culture soit « un projet de civilisation et pas seulement un agenda économique ». Plus que son espoir d'une civilisation nouvelle, ce sont cependant ses craintes qui semblent davantage justifiées par le programme 2014-2020 Europe creative. Selon Jean Blairon (directeur de la RTA) « La proposition législative pour le Fonds social européen ne reconnaît pas le rôle que joue la culture dans l'éducation et le développement des compétences, ni celui qu'elle joue dans l'inclusion sociale. [...] Le langage de la Commission européenne à propos de la culture et de sa production ne masque plus guère le projet de l'aligner, de l'instrumentaliser, de l'exploiter même au prix de sa destruction, pour renforcer la domination et les inégalités. L'emploi arrogant de schèmes de pensée comme celui de la cohésion sociale relève dans son chef de l'obscénité la plus grande. »

Ce n'est pas la vision que – on s'en doute un peu – en ont Jan Trzuczyński, directeur général de la DG éducation, formation, culture et jeunesse de la Commission européenne, pour qui « l'échange de bonnes pratiques, la coopération ou la mise en réseau au niveau de l'UE, tels que [favorisés] dans le cadre de [l']*Agenda européen pour la culture*, sont des outils particulièrement appropriés », ou Stéphanie Pécourt et Bénédicte de Brouwer (Point Contact Culture Wallonie-Bruxelles), pour qui « rien n'est tracé, rien n'est fatal » dans cette « voie inédite vers des pratiques résolument ancrées

dans un esprit d'ouverture et de diversité » susceptible de « ré-enchanter l'Europe » et de « briser le dogme de l'inéluçabilité ».

Ré-enchanter : musical et poétique, le terme étonne un peu dans une Europe en manque de citoyenneté. L'appel de Sabine de Ville à l'Europe en faveur d'une « nouvelle culture du politique, de l'économique et du social [à] imprimer à tout l'espace européen » tente bien de chanter son espoir pour « susciter l'émergence d'une citoyenneté européenne fondée sur des solidarités et des logiques nouvelles » (Éditorial du Journal 25) mais, les mêmes raisons produisant les mêmes effets, risque bien de rester encore quelque peu du domaine de l'utopie. « Le grand théâtre du marché est complètement archaïque et suranné, les metteurs en scène sont essouffés, les acteurs, cacochymes, il devient urgent d'écrire collectivement un nouveau texte, de choisir des metteurs en scène plus innovants et des acteurs plus fringants qui puissent renouveler le grand théâtre de l'Europe par leur imagination. » (Jean Hurstel, « Europe, Culture, Démocratie, points d'interrogation »)

## INTERNATIONAL

L'Europe est notre destin immédiat. Le monde la suit de peu. Mais la dimension militante d'un certain nombre d'actions culturelles y est beaucoup plus évidente lorsqu'elle situe la place de la culture sur le plan international dans une vision clairement plus engagée, plus déterminante. Cet engagement est présent dans des projets qui, avec les moyens de la création et de la diffusion culturelles, imaginent des formes inédites de compagnonnage et de coopération, à l'écoute des appels de ceux qui, « lâbas », résistent et de ce qui se construit malgré tout, parmi les peuples.

### Les voyages immobiles

Ce titre est repris d'un spectacle réalisé en Palestine par la compagnie Theater for Everybody, avec la complicité du Théâtre du Public (Belgique), qui, lors du Festival international de théâtre-action 2002, a fait découvrir aux spectateurs de Belgique et de France la réalité d'un peuple emprisonné « à ciel ouvert ». Les photos de Véronique Vercheval illustreront le Journal 3 pour évoquer « l'aggravation de l'occupation israélienne en Cisjordanie », « encourager le dialogue entre l'Occident et une communauté culturelle isolée du reste du monde », et donner écho à la visite d'urgence et de soutien de comédiens, de photographes, de réalisateurs, à des artistes et organisateurs culturels palestiniens à Jérusalem, Gaza, Ramallah, etc., et à travers eux au peuple palestinien, immobilisé dans les murs de la peur.

Le projet « 100 artists in Palestine » (organisé par l'IETM) sera la rencontre entre artistes palestiniens et israéliens. Avec Artistes contre le mur (une asbl et, depuis 2005, un programme pérenne) des artistes d'ici se rendent chaque été à Qalqilya, une ville agricole de Cisjordanie, entourée d'une muraille de béton de huit mètres de haut qui la sépare de la moitié de ses terres cultivées. Les artistes y ouvrent leur art aux enfants qui n'ont contre « l'isolement psychologique de cet enfermement » que la réponse de la violence, et veulent témoigner de cette situation inacceptable (Rend Haffar, administrateur d'Artistes contre le mur, Journal 26). Ils rêveraient bien, eux, d'immobiliser le temps pour suspendre les luttes fratricides, et construire d'autres logiques que l'enfermement à vie d'une population entière.

Bien d'autres prisons, d'autres isolements, existent dans le monde. Dans les monts de l'Atlas au Maroc, elle prend la forme de la misère éducative (Daniel Soil, WBI) ; en Afrique Centrale, elle se cache sous la défroque militaire des enfants-soldats (Théâtre de Poche : *Allab n'est pas obligé*, adaptation théâtrale du roman d'Ahmadou Kourouma) ; en Inde, en Palestine, au Burundi, les paysans la vivent dans la détresse des puits asséchés ou interdits (Théâtre du Public : *L'Or Bleu?* création transcontinentale collective) ; le travail de Mariska Forrest dans les camps de réfugiés en ex-Yougoslavie a fait surgir des images des silences immobiles des enfants traumatisés, « chassés d'un pays qui ne s'appelle plus ». Au Rwanda, où l'horreur a été si totale que le sens de toute chose s'inverse, la prison, lieu de l'immobilité par essence, devient espace de liberté dans lequel les réalités, d'écrasantes, deviennent, par un processus de passage – de langues, de mémoire, entre communautés – une douleur à raconter « pour retrouver une place que l'on pensait avoir perdue » (Frédérique Lecomte, « *Théâtre et réconciliation* : une entreprise de passage dans la légèreté », Journal 30).

Culture & Démocratie profite du X<sup>e</sup> Festival international du théâtre-action pour faire le point sur d'autres arts en résistance, ces démarches qui revendiquent, pour entendre le monde, une même pratique artistique que celle, politique, de la démarche de théâtre-action. En route pour l'Espagne depuis la Maison des Jeunes des Marolles « 13 km pour un aller simple » avec l'appui du Centre Vidéo de Bruxelles, une aventure quasi initiatique de découverte de la vie des clandestins issus des pays d'origine de leurs parents. La Zinneke Parade et Bruxelles nous appartient pour renouer l'ici et l'ailleurs, le présent et l'histoire, et qui font sortir d'une ville enserrée le bruissement de sa vitalité interculturelle. Le happening des peintures vivantes au Petit Château (CBAI, cf. Clé de lecture 5 – Culture et solidarité). Retour encore vers le théâtre-action : un spectacle, interdit de nom et de sortie, réalisé par les Acteurs de l'Ombre (Liège) avec les demandeurs d'asile d'un centre d'accueil, partageant pendant des semaines leur vie recluse. Le monde entier est ici aussi, combien immobile et comme en suspens d'avant la vraie vie. Le premier geste internationaliste est, en ces lieux où seul existe le temps de l'attente, de reconnaître en ceux qui attendent l'incessante marche nomade du monde.

### Les langages de la reconnaissance

Le Journal 9 prend pour thème « culture et développement ». Par habitude sans S comme si « la » culture rencontrait « le » développement, une notion « liée à "l'occidentalisation" et aux valeurs qu'elle véhicule depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, siècle des Lumières : la raison instrumentale, le capitalisme, l'individualisme, la maîtrise de la nature, etc.. Or, pour les autres cultures, l'ordre de ces valeurs est inversé : une relation forte avec la nature, la solidarité sociale, une ouverture au-delà du rationnel » (Thierry Verhelst, Réseau Cultures). Une inversion que, quelques années plus tard, il appellera à appréhender : l'art « peut aider à une mutation culturelle profonde ». En 2004, l'article de Thierry Verhelst s'intitule « Cultures, arts et citoyennetés », tout au pluriel, bien entendu. Les langues véhiculent, à leur insu le plus souvent, des processus de domination. La relation internationale, ou plutôt inter-peuples, sous-tendue par un préalable démocratique, appelle à ce que les impératifs de « développement » apparaissent pour ce qu'ils sont : des rapports d'exploitation. Seul leur degré d'aboutissement les rend plus ou moins supportables, faute d'un autre horizon. La reconnaissance culturelle y trouve rarement son compte.

Maurice Boyikassé, conteur, veut « Exorciser Babel » et mettre le mot développement en jachère. « La Tour de Babel s'appelle aujourd'hui la Tour de Développement. Elle s'érige dans nos écoles, centres culturels et familles en jouant les modestes. Or, ce mot "développement" est un mot raciste. [...] Il ne concerne que les peuples mourant de faim ou de soif. Les riches, tous de l'Occident, en sont exclus. Ils appartiennent aux États développés. Et c'est là, ô paradoxe, que j'ai rencontré la culture. » Entre le pays et le reste du monde, la culture se fait ambassade lorsqu'elle s'exprime dans le verbe reconnaître, enfanté par trois autres, connaître, naître, et être. « Voilà la vraie poésie du monde. Elle est à la fois symbolique et très concrète », celle de la magie orale, venue des ancêtres griots, et à travers elle la capacité, égale à celle de la rationalité, à décoder le monde. L'oublier serait « renoncer à une partie de sa citoyenneté ».

### Culture(s) et développement(s) quand même...

Une autre relation internationale, bâtie sur le dialogue des cultures, apporte toutefois une réponse différente lorsque, dans des initiatives reliant culture(s) et développement(s), aucun de ces deux termes n'apparaît comme incarné ici ou ailleurs. « Annoncer la couleur » cherche à sensibiliser les jeunes aux relations Nord-Sud par une succession de campagnes : « Penser les migrations autrement », « Droits et développement », « Les gens d'abord » (Journal 14). La campagne « La démocratie c'est pas que des mots, au Nord comme au Sud » fait découvrir les mouvements sociaux dans les pays du Sud : « Les jeunes découvriront que, pour favoriser un développement solidaire de la société, la démocratie se vit et s'apprend au quotidien. » La Charge du Rhinocéros, une asbl de coopération artistique, développe le compagnonnage entre artistes dans le but de « dresser des ponts vers les artistes du Sud ». Le Festival des Quatre chemins que l'asbl a créé à Port-au-Prince, en Haïti, est pour elle et leurs partenaires locaux un acte de solidarité militante. L'asbl Quinoa vise à « affûter l'esprit critique et d'analyse face aux différentes réalités socioculturelles, politiques et économiques du monde contemporain, et à encourager de nouveaux comportements ». Elle coopère avec des partenaires d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Cette coopération nourrit ses créations collectives réalisées à Cuba avec la compagnie théâtrale Los Elementos, qui est aussi une communauté paysanne, ou au Burkina-Faso, avec la compagnie burkinabé Marbayassa qui travaille sur les migrations interafricaines.

Cet esprit de dialogue et d'ouverture n'est pas propre aux projets initiés en Europe. Acte Sept est une association de développement culturel fondée en 1993 au Mali, sous l'impulsion d'artistes et d'opérateurs culturels, dirigée par Adama Traore. Espace « de création, de formation, de promotion de toutes les pratiques artistiques », Acte Sept vise notamment à « faciliter les échanges culturels Sud-Sud et Nord-Sud » : son principe est de « placer la culture au cœur du développement durable » (Journal 12). Le théâtre trouve sa pleine mesure de vecteur de ces échanges dans le Festival du Théâtre des Réalités, qui met l'accent sur le dialogue des cultures entre les peuples.

### Tentatives de réconciliation : l'oralité, l'accompagnement

Elzbiéta, auteure-illustratrice d'origine polonaise, a étudié le langage du conte. Elle le décrit comme « le reliquat de modes de transmission des temps d'avant l'écrit ; des trésors à niveaux multiples, enchâssés dans nos cultures et traversant les siècles » (Journal 30). Dans la littérature orale des Berbères du Haut Atlas, le langage l-maana

est celui de l'implicite, qui permet de « voyager dans l'ailleurs », offrant l'occasion de « s'entraîner à d'autres cohérences », pour s'identifier au différent, sans jugement préalable, sans réticence. « Quant à l'étranger, l'inconnu, le différent, il est indispensable à toute aventure. »

Dans les rencontres internationales du théâtre-action (les FITAs), les spectacles en langues d'ailleurs ne sont pas traduits mais accompagnés. Cette pratique à formes multiples traduit un souci partagé de saisir l'implicite au-delà de l'expression orale. Cette démarche continue sur d'autres plans, celui des ateliers locaux de création collective. Elle a été particulièrement développée avec la compagnie Natya Chetana (en sanscrit : théâtre de conscientisation) qui crée ses spectacles au départ de problèmes de survie rencontrés par les villageois de l'État d'Orissa (est de l'Inde). Au théâtre, le texte a un sens particulier. Sa traduction n'est qu'un des aspects de sa compréhension. Cette approche sensible reconnaît au plus profond la culture de l'autre et a pour effet « d'éloigner le risque de voir l'émotion exotique l'emporter sur l'implication du spectateur devant des spectacles qui sont aussi des actes de militance » (Paul Biot, « Traduction/Accompagnement », Journal 26).

L'accompagnement par des instruments musicaux créés par les villageois fait aussi partie de la démarche que développe Adama Traore, fondateur d'Acte Sept au Mali (cf. *supra*), dans un projet de coopération avec l'asbl Quinoa (Belgique) (cf. *supra*). Une initiative qui met l'accent sur l'échange de savoirs et de savoirs-faire pour préserver l'héritage des griots, « ceux qui maîtrisent la force vitale » de la parole et transmettent leurs savoir dans les vestibules, le lieu de passage obligé et d'attente dans les demeures à l'architecture de type soudanais (« Le son dans le vestibule ou leçon dans le vestibule », Journal 26).

Cette volonté d'inscrire les cultures dans leur continuum historique n'a cependant rien de figé. Par contre, faisant suite à la colonisation des êtres et des biens, les langages et les cultures dominantes déversées *ad nauseam* par des systèmes de communication de plus en plus répandus et de plus en plus uniculturels colonisent l'invention des nouveaux langages quand elle ne l'interdit pas : « La nécessité de créer des spectacles avec l'aide technique des structures étrangères impose un modèle qui freine l'émergence d'un langage singulier. [...] Mais cette hiérarchie est en train de se renverser. » (Nicolas Ancion, « Au Burkina Faso, l'Afrique réinvente son théâtre », Journal 26) Aux Récréatrices (Burkina Faso), un festival créé à l'initiative d'Étienne Minoungou et dédié à la création, incluant formation, diffusion et rapport nouveau au public, « l'imagination est possible là où d'habitude la précarité l'entrave. À Ouagadougou, c'est une révolution qui couve ».

### Diagonales et inversions.

La relation entre les notions de culture de coopération et de développement a inévitablement provoqué de nombreux débats dont le Journal s'est fait l'écho. Georges Vercheval, dans le premier éditorial de 2004 (« Art et politique », Journal 9), rappelle que, « quand nous parlons de culture, [...] celle dont nous parlons, et qui a pour complément direct la démocratie, c'est aussi la culture comme lien social. [...] Elle nous différencie, sans pour autant nous opposer à l'autre. [...] Comment envisager une société démocratique – donc conviviale – si l'on ne reconnaît pas l'autre? Si l'on méconnaît et si l'on méprise sa culture? [...] Serons-nous tous égaux, un jour? Ceux et celles du

nord et du sud de l'hémisphère nord et de l'hémisphère sud, de l'Europe du Nord et de l'Europe du Sud, du nord et du sud de notre propre pays? » Olivier Bailly, journaliste à *Demain le Monde/CNCD*, tente de trouver le lien qui relie culture et développement à démocratie : « [Elles] réclament des conditions analogues pour fleurir. » La démocratie est un concept un peu moins « spongieux » que les deux autres, potentiellement utilisables pour servir tous les intérêts. Ils « réclament donc une vigilance constante » : « Il n'y a pas de démocratie sans culture du populaire. Pas de développement endogène sans démocratie. » (« Culture, démocratie et développement », Journal 9)

Dans son éditorial du Journal 26, Sabine de Ville pose que le mot même de coopération lève d'inévitables questions et peut faire craindre le pire. Soit « Politique par laquelle un pays apporte sa contribution au développement économique, culturel de nations moins développées », soit « action de participer à une œuvre commune, collaboration, concours, aide, contribution », une acception que Culture & Démocratie préfère nettement. « Comment nouer des projets en pleine réciprocité avec des partenaires d'ailleurs? Comment s'enrichir mutuellement dans le partage et l'échange des représentations et des pratiques? [...] Comment intéresser les publics à ces métissages artistiques et culturels? » (« Coopération culturelle ou collaboration culturelle? »)

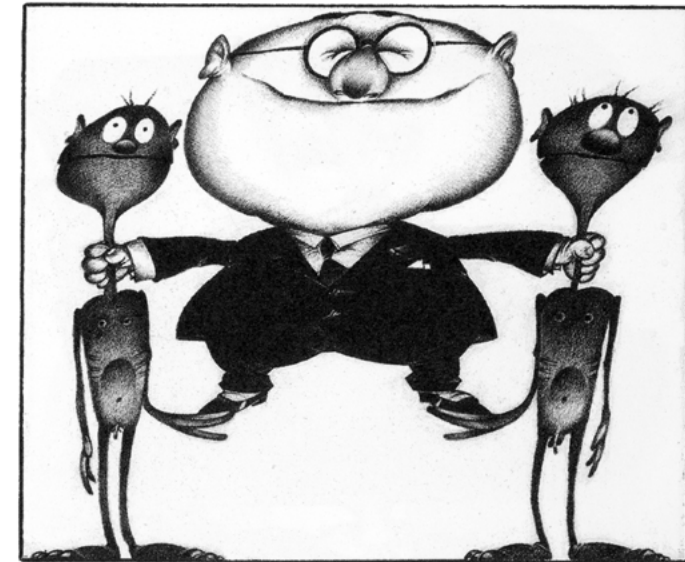
Mirko Popovitch (directeur d'Africalia) répond : « Ce qui interpelle dans les pratiques de coopération culturelle Nord-Sud, ce sont les différences de conditions de vie des opérateurs culturels Nord et Sud et les malentendus qu'elles génèrent. » Ils sont nombreux à commencer par « la question du public : à qui s'adresse le projet? » En Afrique, il n'existe pas ce qui fait foison chez les Occidentaux, à savoir des artistes autistes politiquement, des créateurs qui ne se préoccupent pas du rôle social de l'art. Les artistes et opérateurs culturels en Afrique sont à 99% des femmes et des hommes engagés sur des réalités de terrain [qu'ils] vivent et portent comme s'ils étaient les chantres d'un changement possible. [...] La liberté de tout artiste devient un facteur de développement et de démocratie lorsque celui-ci a la capacité d'exercer sereinement son art, son destin. » (« Échange, troc ou coopération culturelle avec le Sud? ») Huit années plus tôt, Mirko Popovich, alors directeur du Centre culturel de la Vénérie, déjà très tourné vers les fraternités africaines, avait lancé un cri d'alarme : « Nous devons penser autrement, partager plus, nous inquiéter du devenir des autres. [...] Je réclame un état d'alerte, que l'on déclare une période rouge, que l'on organise un couvre-feu et que ça bouge... quoi! » (« C'est pas juste et c'est pas près de changer », Journal 9) Il aura tout fait, et les esprits ont changé et font cheminer des attitudes et nouvelles : Olivier Van Hee (alors directeur du Centre culturel du Brabant wallon) met en pratique « les vertus de la ligne diagonale ». Celle dont le sens de la flèche qui relie les partenariats est « celui de la diagonale ascendante » qui, partant de la base, les gens et les artistes, « suit un mouvement ascendant et prend l'orientation oblique de la discussion, de la rencontre, de la palabre ». Elle a « l'avantage inégalable d'avoir choisi [la] préparation collective, commune, respectueuse des points de vue divergents » (Journal 26).

Dans le théâtre-action, cette diagonale s'appelle le compagnonnage Sud-Nord, histoire d'inverser symboliquement le regard, parallèlement au renversement des formules. L'essentiel, écrit Laurent Wanson, metteur en scène (Théâtre Épique), est de « mettre sur pied la structure singulière qui permettra la rencontre tant artistique qu'humaine, entre les cultures. [...] C'est l'expérimentation, l'expérience elle-même » qui définit « notre capacité commune à remettre sur le métier nos propres certitudes,



nos acquis, nos pré-requis, nos savoirs-faire ». « C'est parce que nous forçons une forme de rupture dans le regard que ces projets prennent leur sens tant artistique que politique » (« Dis-moi la ville dont tu rêves mais ne la rêve pas comme je voudrais qu'elle soit ») Le théâtre comme une grande agora, une extension de la place publique où les histoires seraient racontées pour que les gens retrouvent leur juste place, sans phantasme et sans déni.

Agir ensemble, rendre visibles des richesses méconnues voire dénigrées, faire entendre des voix étouffées. Ces projets ont juste tenté de réparer le lien des gens avec leur histoire, là-bas comme ici.



—  
© Roland Breucker

« Je suis tiers-mondiste et homme d'affaires. Pour survivre, je suis bien obligé de faire des bénéfices. J'ai connu certaines fins de saisons où j'étais vraiment pris à la gorge. » Extrait de *L'homme est bon mais le veau est meilleur*, Le Daily Bul - Claude Bourgeyx, 1997.



## POSTFACE

*Le pire aurait été de les oublier.*

Au moment de clôturer cet ouvrage, on est saisi d'un profond sentiment de reconnaissance et d'un autre, tout aussi ample, de modestie. Incroyable que tant fut écrit, tant de combats furent menés, tant furent semés de certitudes et de doutes aussi, tant fut labouré ce petit « & » reliant culture et démocratie, tant furent osées ces questions provocantes – bouteilles lancées à la mer –, tant ont été déposés de ces mots qui disent la recherche, le besoin de comprendre, de partager, de contester, de convaincre, mots de luttes, mots d'inquiétudes,...

Incroyable mais vrai, comme on dit dans les spectacles de magie. Il ne se pouvait pas que l'oubli passe sur eux parce que le temps pose son manteau sur toute chose, et la poussière sur les exemplaires du Journal. Mais il faut se départir du bonheur d'avoir parcouru ces centaines de pages de témoignages, de propos philosophiques, politiques, sociologiques, poétiques, ou pour le dire plus brièvement, ces mots de culture et d'exigence de démocratie, et s'offrir à ces assises de papier les voies futures de l'association.

122. L'histoire des objectifs de l'association a révélé un enjeu qui grandissait dans le terreau des questionnements portés par le Journal. Aujourd'hui plus que jamais, les plaidoyers en faveur de l'investissement public dans la culture semblent ne plus reposer que sur ce qu'elle peut *rapporter* économiquement. À titre d'exemple majeur, l'argumentation autour des capitales européennes de la culture le prouve à l'envi. Est-il utopique que, revenant de cette impasse délétaire, on envisage la fonction culturelle comme un investissement par nature essentiel à la construction de toute vie commune ? Est-il déraisonnable de vouloir appliquer dans ses termes les plus aboutis une obligation que répètent les traités internationaux ? La domination marchande et financière qui a gangrené la quasi-totalité de la vie des peuples n'a-t-elle pas encore assez montré le gouffre où elle les plonge, ses effets erratiques et dévastateurs de niveau planétaire, pour devenir à son tour *l'exception* que les grandes institutions financières et marchandes aux ordres contestent au domaine culturel ? « Les coupes budgétaires qui affaiblissent les métiers non-marchands de la culture et de l'éducation révèlent à quel point nous vivons dans un système politique qui ne croit plus possible de bâtir un vivre-ensemble », lit-on avec une réelle appréhension dans le Journal 28.

L'argument démocratique ne suffirait donc plus ?

Dans le parcours accidenté de ce « & » entre culture et démocratie, il est apparu assez clairement que l'association des deux termes allait encore devoir être revisitée, exigeant un approfondissement de leur environnement sémantique et politique. « La démocratie reste fondamentalement inaccomplie si elle n'intègre pas aussi les droits culturels », martèle aujourd'hui celui qui fut aux origines de Culture & Démocratie. Un constat porté au rouge par Dēmos, son alter ego néerlandophone : « L'accès à la

connaissance, à l'art et à la culture, reste un privilège et non un droit. » Une exigence aujourd'hui devenue pourtant bien insuffisante lorsque la soumission du champ culturel aux dictats de la rentabilité économique oppose culture et émancipation : lorsque le « spectaculaire économiquement rentable » devient la norme indépassable de la culture, la démocratie elle-même devient spectacle.

Autrement dit, un jeu, ou plutôt politiquement parlant une mise *hors-jeu* des peuples.

Cette question a depuis longtemps déjà été portée par Culture & Démocratie dans cette autre partie du champ culturel que couvre le domaine de l'enseignement scolaire. L'année des vingt ans de l'association est aussi celle d'une nouvelle espérance – ou d'une nouvelle utopie – bâtie sur la déclaration gouvernementale de politique communautaire de la législature. La réunion de la culture et de l'enseignement sous une seule autorité devrait engendrer des initiatives et des inflexions puissantes dans la manière dont l'école peut s'emparer de la dimension artistique et culturelle. Culture & Démocratie parie sur le dépassement du temps de crise par une révolution intérieure, attendant du politique qu'il s'interroge – et définisse son action – sur ce qu'est la culture dans la société, ses sources et ses formes, sur ce qu'elle peut réaliser en termes de liens avec soi-même, avec les autres, avec le monde. Une fois de plus Culture & Démocratie se propose de participer à tout ce qui peut être débattu et mis en œuvre pour que son utopie fondatrice en ce domaine se traduise en action concrète. Mais les mots s'épuisent à leur répétition, et les meilleures intentions se délitent à rencontrer l'indifférence ou la seule apparence.

La citoyenneté commence à l'école mais se bâtit en tout lieu et à tout moment. Elle est avant tout devoir de vigilance, et pour les « travailleurs des arts », chaque jour davantage, un devoir d'insolence. Beaucoup d'entre eux, confrontés à la dégradation de leur statut, n'en sont pas moins devenus particulièrement attentifs au risque d'instrumentalisation de la culture par sa marchandisation. Ce n'était pas évident, le star system étant bruyamment à l'œuvre. Ils ne semblent pas l'être moins à la gestion socioculturelle des problèmes sociaux, et tout autant à éviter l'utilisation du domaine social par les milieux culturels. Avec la participation à des plates-formes de luttes collectives d'un nombre conséquent de ces travailleurs de l'imaginaire que l'on avait pu croire éloignés du réel, il n'est pas exclu de voir surgir des formes de contestation qui toucheront au cœur des choses, là où s'élaborent la pensée critique et les voies d'un nouveau siècle des lumières. La symbolique en est osée, mais elle est à la dimension de l'exigence de la contestation d'un système planétaire immatériel qui menace jusqu'à l'espèce humaine. Sur le plan immatériel, à l'idéologie débridée de la mondialisation, opposer les idées est prioritaire. C'est aussi cela le devoir d'insolence.

Un devoir qui n'interdit nullement le désir profond de solidarité et l'audace de l'interculturalité. La clé de lecture par l'entrée de laquelle cet ouvrage traitait de l'exigence d'une démocratie qui se vit au quotidien se concluait sur l'impératif du partage culturel sans entrave, la participation des plus démunis à la vie sociale et culturelle et la détermination de tout art à rompre les solitudes. Elle déclinait les formes multiples de la démarche d'humanité « habiter plutôt que loger, échanger et découvrir ensemble

des savoirs propres », et plaçait la création artistique au centre de la relation. Au final, la solidarité apparaissait bien comme le plus délicat, mais peut-être aussi le plus multiple et le plus humain des critères pour dire la place que prennent la culture et les arts dans l'exigence démocratique.

Elle n'est pas moins juste, appliquée au domaine des relations internationales, entre les peuples : agir ensemble, rendre visibles des richesses méconnues voire dénigrées, faire entendre des voix étouffées, pour tenter de réparer le lien des gens avec leur histoire, là-bas comme ici.

Culture & Démocratie recherche la précision et travaille sur le sens des mots. Trop souvent pris en défaut de sens, ils apportent la confusion. À celle-ci il est trop prêté. Les approximations favorisent le consensualisme mais, évitant le débat, retardent le conflit productif. On confond encore trop souvent – et les déclarations politiques montrent que ce n'est pas fini – *démocratisation de la culture et culture démocratique*. La seconde, qui procède historiquement de la première, la complète pour aboutir à ce que Culture & Démocratie désigne par une *culture de la démocratie*. La formule décrit le sens de l'action.

Chaque mot compte.

124.

*Modernisation* n'est pas *modernité* : « Derrière le mot de modernisation, il y a l'idée d'adaptation et la stigmatisation des inaptes résistant au changement plus ou moins rééducatibles. » *Transculturalité* n'est pas *interculturalité* : tous deux utilisés pour traduire l'inquiétude et la nécessité du rapport à l'autre, le présent ouvrage fait le choix de rapporter la première à la citoyenneté, croisement de symboles et de réalités, en construction permanente, dans un temps long et continu. Et de retenir la seconde, l'interculturalité, pour son rapport direct à l'ici et maintenant, indispensable aux comportements individuels et collectifs de solidarité, s'appliquant à des actions et des enjeux qui dépassent les particularismes culturels. La place de chaque terme dans la phrase compte.

Culture & Démocratie se cogne aux mots comme elle se confronte aux interdits. Une des similitudes de la pensée sur la culture et la démocratie semble être la difficulté à mettre en cause les évidences. Il faut voir comment sont accueillies les critiques sur l'un et l'autre de ces deux concepts, ici associés à *vie*. Il est vrai que dans ce domaine de la critique indispensable, on côtoie parfois le pire, quand la mise en question est la voix du mépris et la voie du négationnisme.

Chaque contexte, chaque sous-texte compte.

De la critique des concepts il faut user avec vigilance pour garder l'essentiel. On en aura besoin lorsque, sous peu, accord transatlantique ou pas, ou le même sous d'autres oripeaux encore plus occultes, après avoir totalement réussi à étendre les logiques du management au secteur non-marchand, on aura enfermé la culture dans les logiques parallèles de l'évaluation imposée par le haut, et confondu les savoirs et l'expertise.

Il faudra oser dire qu'il n'y a d'évaluation acceptable que par ceux dont la culture, comme la démocratie, sont le dernier rempart : les gens avec qui se fait chaque jour l'invention d'une commune culture et d'une démocratie en constant devenir, les gens, le public, ou, pour le dire en termes politiques, le peuple, travailleurs des arts compris. À moins de cela, en ce domaine comme en bien d'autres parcourus tout au long de ces vingt années, culture et démocratie se retrouveront vidées de leur substance.

Le chemin est parsemé d'embûches.

L'espoir de cet ouvrage est que, rappelant la moisson de vingt ans de paroles et d'écrits, de la liberté et de la force des mots retrouvant ici une seconde vie naîtront des pensées justes et des actions fondées et légitimes.

Cela pour demain, un demain déjà bien présent.

125.



126.

## DES IMAGES EN PARALLÈLE

Dans la presse généraliste, quotidienne ou périodique, l'image est la grande absente. Ou plutôt, elle existe, mais en tant qu'appoint ou que simple illustration, souvent redondante, d'un texte auquel on s'efforce de la faire coller. On la retouche, on en modifie le cadrage, on la surcharge de textes divers. On lui manque de respect. Le plus souvent, son auteur n'existe pas. Sa signature est « oubliée ». Au mieux, le nom de l'agence ou d'un organisme distributeur est indiqué. Au pire, tout est évacué au bénéfice d'un simple DR (droits réservés)...

Sous un titre tel que « Culture & Démocratie », il ne pouvait en être ainsi ! Dès la décision prise d'éditer un journal pour l'association, il était clair que l'image devait y trouver sa juste place. Une place importante et néanmoins différente. Sans souci de hiérarchie. Nous avons donc affirmé son existence en tant que discours à part entière. Certes, le choix de briser le « tout-à-l'écrit » par l'intrusion d'une image autonome, qui parle autrement, suggère, sollicite l'imaginaire et, au-delà du raisonnement, fait appel au sentiment, a pu surprendre le lecteur. Ce ne pouvait être que positif : le texte existe pour lui-même. L'image aussi !

Sauf exception (il y en a), chaque numéro a été jalonné par les œuvres d'un(e) seul(e) auteur(e), qu'elles soient figuratives ou non, proches du sujet traité ou délibérément distancées. Qu'elles soient de l'ordre du symbolique, du documentaire, de la création pure. Certes, il y a eu des contraintes, celle du noir et blanc notamment, impérative : le Journal a été longtemps monochrome. Nous nous sommes donc naturellement orientés vers le dessin, le cartoon, la photographie, la gravure, des disciplines où le noir et blanc est une option fréquente. Un peintre est cependant intervenu.

Il fallait aussi – mais on y pensait avant – que l'artiste sollicité soit en accord avec la philosophie de Culture et Démocratie, sa participation étant un engagement à nos côtés. Ayant été de ceux qui, en 2001, ont décidé de créer ce Journal, j'ai assumé la subjectivité de la plupart de ces choix. Découverts par hasard ou faisant partie de mon parcours personnel, ces auteurs sont des gens de qualité qui ont, pour les uns, décidé de dire les choses de la vie ou de raconter le monde qui les entoure, pour les autres de transmettre leurs sentiments en fonction de ces mêmes réalités.

### Georges Vercheval

Nous ont accompagnés dans cette aventure, Alain Bornain ; Alain Janssens ; Antonio Segui ; Anne-Catherine Van Santen ; Anne-Sophie Costenoble ; Atelier Contraste (Marie Ozanne, Fabrice Kada, Rose Vandepitte, Dario Fulci, Ilse Roels, Michel Van Reysen) ; Christophe Smets ; Frédéric Pauwels ; Gaël Turine ; Hélène Amouzou ; Olivier Sonck ; Gilbert Garcin ; Isabelle Detournay ; Jean-Claude Salemi ; Jean-Louis Vanesch ; Jim Sumkay ; Kikie Crevecoeur ; Klet & Co ; Laure Tixier ; Lucia Radochonska ; Marie-Pierre Despret ; Marin Strebelle ; Olivier Deprez & Adolpho Avril ; Olivier Sonck ; Pascal Lemaître ; Péji ; Philippe Coumans ;

127.

Pol Piérart ; Raymond Dakoua ; Roland Breucker ; Salvatore Salamone ; Sergine Laloux ; Tatia Paule ; Thierry Lenoir ; Thomas Chable ; Vasco Ascolini ; Véronique Vercheval ; Vero Vandegh ; Vincenzo Chiavetta.

## CONTRIBUTEURS DU JOURNAL DE CULTURE & DÉMOCRATIE

### Journal 1

- BUSINE Laurent
- CARPENTIER Joëlle
- DE MUNNINCK Marcel - *Directeur de la Zinneke Parade*
- DIEZ Claire
- FLYNN Aideen
- FOCCROULLE Bernard - *Fondateur et président de Culture et Démocratie/Kunst en Democratie*
- FRÉDÉRIC Claire
- GOBAN Tanju - *Animateur au CBAI*
- GONZE Paul - *Commissaire de l'exposition*
- HEYMANS Wendy
- JANSSENS Ivo
- KALISZ Richard - *Metteur en scène*
- LALOUX Sergine - *Photographe*
- VERCHEVAL Georges - *Président de Culture & Démocratie*
- VERHELST Sabine - *Coordinatrice de Culture & Démocratie*

### Journal 2

- ADAM Laurence - *Coordinatrice Article 27 pour la Région bruxelloise*
- CENTRE CULTUREL ARABE
- LEMÂÎTRE Pascal - *Illustrateur*
- RAE Penny - *Cultural Adviser, British Council*
- SCUTENAIRE Benoît - *Coordinateur Article 27 pour la Région wallonne*
- USAGEXTERNE
- VERCHEVAL Georges - *Président de Culture & Démocratie*
- VERHELST Sabine - *Coordinatrice de Culture & Démocratie*
- ZNAMENSKI Éric

### Journal 3

- BUDIN Pascale
- DE BOEVÉ Edwin - *Directeur de Dynamonde*
- CAPRIOLI Nathalie
- DE MUNNINCK Marcel - *Directeur de la Zinneke Parade*

- FRÉDÉRIC Claire - *Coordinatrice pédagogique de Dynamonde*
- KALISZ Richard - *Metteur en scène*
- LORENT Claude - *Journaliste et critique d'art*
- PONCIN Marie - *Collaboratrice de Culture & Démocratie*
- SPRINGAEL Ria
- VERCHEVAL Georges - *Président de Culture & Démocratie*
- VERCHEVAL Véronique - *Photojournaliste*
- VERHELST Sabine - *Coordinatrice de Culture & Démocratie*

### Journal 4

- ANDRÉ Marc
- DE BODT Roland - *Écrivain*
- DE WASSEIGE Alain
- GUÉRIN Michel - *Coordinateur de Culture et Citoyenneté et directeur-adjoint de l'Observatoire des Politiques culturelles*
- KULAKOWSKI Christine - *Directrice du CBAI et Administratrice de Culture & Démocratie*
- PAUWELS Frédéric - *Photographe*
- PONCIN Marie - *Collaboratrice de Culture & Démocratie*
- VERCHEVAL Georges - *Président de Culture & Démocratie*
- VERHELST Sabine - *Coordinatrice de Culture & Démocratie*

### Journal 5

- EUSTAZE Isabelle
- FOCCROULLE Bernard - *Fondateur et Président de Culture et Démocratie / Kunst en Democratie*
- GARCIN Gilbert - *Photographe créateur*
- PONCIN Marie - *Collaboratrice de Culture & Démocratie*
- REBOURG Emmanuelle
- VERCHEVAL Georges - *Président de Culture & Démocratie*
- VERHELST Sabine - *Coordinatrice de Culture & Démocratie*

**Journal 6**

- CORIJN Eric – *Philosophe et sociologue de la culture*
- GONZE Paul
- JANSSENS Ivo
- PIÉRART Pol – *Photographe*
- PONCIN Marie – *Collaboratrice de Culture & Démocratie*
- REBOURG Emmanuelle
- VANMOLKOT Rik – *Secrétaire du Conseil d'Administration de Kunst en Democratie*
- VERCHEVAL Georges – *Président de Culture & Démocratie*
- VERHELST Sabine – *Coordinatrice de Culture & Démocratie*

**Journal 7**

- KALISZ Richard
- LE PAIGE Hugues – *Journaliste*
- PONCIN Marie – *Collaboratrice de Culture & Démocratie*
- REBOURG-JAPPERT Emmanuelle
- SMETS Christophe – *Photographe*
- VAN ZUYLEN Bernadette
- VERCHEVAL Georges – *Président de Culture & Démocratie*
- VERHELST Sabine – *Coordinatrice de Culture & Démocratie*

**Journal 8**

- AUBENAS Jacqueline – *Maître de conférences – Faculté de Philosophie et Lettres – ULB*
- CRAMER Evelyn – *Docteur en Philosophie et Lettres, chargée de l'Unité de Recherche en Didactique de l'Histoire de l'art et de l'archéologie à l'Université Libre de Bruxelles*
- DE BODT Roland – *Écrivain*
- ÉCLAT ASBL
- FIERENS Jacques – *Professeur au FUNDP et à l'ULg, avocat*
- JAPPERT Emmanuelle
- HARFORD Alain
- NABULSI Layla – *Écrivain*
- PAULE Tatia – *Photographe*
- VAN DAEL Nicole – *Institutrice, psychopédagogue, vidéaste*

- VAN DER HORST Marion – *Coordinatrice de AMALIA-Maison de la création ASBL*
- VERCHEVAL Georges – *Président de Culture & Démocratie*
- VERHELST Sabine – *Coordinatrice de Culture & Démocratie*

**Journal 9**

- AERTS Claudine
- BAILLY Olivier – *Journaliste*
- BOYIKASSÉ Maurice – *Conteur Itinérant*
- BUSINE Laurent
- DAKOUA Raymond – *Photographe*
- DUMOULIN Philippe
- FOCCROULLE Bernard – *Fondateur et Président de Culture et démocratie / Kunst en Democratie*
- LECOMTE Frédérique – *Auteur et metteur en scène*
- MATARASSO François – *Consultant pour Living Heritage*
- MUS-E BELGIUM
- POPOVITCH Mirko – *Directeur du Centre culturel La Vénérie et Président de l'asbl Ti Suka*
- ROCMANS Anne – *Attachée de production – Théâtre de Poche*
- TIXHON Axel – *Professeur d'histoire contemporaine*
- VERCHEVAL Georges – *Président de Culture & Démocratie*
- VERHELST Sabine – *Coordinatrice de Culture & Démocratie*

**Journal 10**

- FULCI Dario – *Photographe*
- GENARD Jean-Louis – *Directeur de l'Institut supérieur d'architecture « La Cambre »*
- HURSTEL Jean – *Président de Banlieues d'Europe*
- KADA Fabrice – *Photographe*
- MECHBAL Lamia – *Collaboratrice Scientifique à la Faculté des Sciences sociales, politiques et économiques (ULB) et Chargée de mission pour Culture & Démocratie*
- MONNIEZ Séverine – *Collaboratrice de Culture & Démocratie*

- OZANNE Marie – *Photographe*
- PONCIN Marie – *Collaboratrice de Culture & Démocratie*
- ROELS Ilse – *Photographe*
- VANDEPITTE Rose – *Photographe*
- VAN REYSEN Michel – *Photographe*
- VERCHEVAL Georges – *Président de Culture & Démocratie*
- VERHELST Sabine – *Coordinatrice de Culture & Démocratie*

**Journal 11**

- BREUCKER Roland – *Illustrateur*
- DEDEURWARDER Céline
- FOULON Pierre-Jean – *Conservateur au Musée royal de Mariemont et Maître de conférences aux Facultés universitaires de Namur*
- MONNIEZ Séverine – *Collaboratrice de Culture & Démocratie*
- VERCHEVAL Georges – *Président de Culture & Démocratie*
- VERHELST Sabine – *Coordinatrice de Culture & Démocratie*

**Journal 12**

- COLASSE Sarah – *Directrice du CDWEJ*
- MONNIEZ Séverine
- PANIER Christian – *Juge à Namur, et enseignant à l'UCL et à l'IHECS*
- PONCIN Marie – *Collaboratrice de Culture & Démocratie*
- PÉJI – *Illustrateur*
- VERCHEVAL Georges – *Président de Culture & Démocratie*
- VERHELST Sabine – *Coordinatrice de Culture & Démocratie*

**Journal 13**

- BOERMANS Michel – *Professeur à l'INSAS*
- COLOT Marie
- DEVILLEZ Virginie – *Docteur en Histoire*
- GÉRIMONT Patricia – *Responsable du secteur des centres d'expression et de créativité à la Communauté française*
- KALISZ Richard – *Metteur en scène et Président de la CCAPT*

- DE MUNNINCK Marcel – *Directeur de la Zinneke Parade*
- LENOIR Thierry – *Illustrateur*
- MONNIEZ Séverine
- MORON Werner – *Plasticien et éducateur*
- PALMER Robert – *Conseiller culturel international*
- ROUCLOUX Joël
- SEMPOUX André
- VERCHEVAL Georges – *Président de Culture & Démocratie*

**Journal 14**

- BIOT Paul – *Membre effectif de Culture & Démocratie, ex-directeur et administrateur délégué du Centre de Théâtre-Action, co-fondateur et délégué du Mouvement du théâtre-action*
- CLOSE Marie
- CROS Carine
- D'ANGELO Mathieu – *Artiste musicien*
- DELAUNOIS Jean-Marie – *Licencié en Histoire de l'UCL et en Journalisme et Communication Sociale de l'ULB*
- DE MUNNINCK Marcel – *Directeur de la Zinneke Parade*
- DETOURNAY Isabelle – *Photographe*
- HEYMANS Patsy
- IMPE Anne-Marie – *Directrice et rédactrice en chef d'Enjeux internationaux*
- MARTHOZ Jean-Paul – *Directeur éditorial d'Enjeux internationaux*
- NÉRAC Fabienne
- JOËL Roucloux
- VANDEMEULEBROUCKE Martine – *Journaliste*
- VERCHEVAL Georges – *Président de Culture & Démocratie*
- VERHELST Sabine – *Coordinatrice de Culture & Démocratie*

**Journal 15**

- BIOT Paul – *Membre effectif de Culture & Démocratie, ex-directeur et administrateur délégué du Centre de Théâtre-Action, co-fondateur et délégué du Mouvement du théâtre-action*
- BLAIRON Jean – *Directeur de l'asbl RTA*



- CHAMPAGNE Pascale - *Praticienne de la psychanalyse, et metteuse en voix de spectacles avec des jeunes en difficulté*
- DE BODT Roland - *Écrivain*
- DELFORGE Hugues - *Chercheur au Centre de sociologie de l'éducation (ULB)*
- DERU Jean-Pierre
- D'HOOP Roland - *Responsable du programme jeunesse Amnesty International Belgique francophone*
- LAPIOWER Alain - *Directeur de l'asbl Lézarts Urbains*
- ROLLIN Pierre-Olivier - *Directeur du B.P.S. 22*
- SAMARCANDE asbl
- SERVICE DE LA JEUNESSE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
- SOIL Daniel
- STREBELLE Marin - *Illustrateur*
- VERCHEVAL Georges - *Président de Culture & Démocratie*
- WALTHÉRY Claire - *Photographe, CEC Graffiti et enseignante à l'ESAS*

**Journal 16**

- BALLETTI Patricia
- BIOT Paul - *Membre de Culture & Démocratie, ex-directeur et administrateur délégué du Centre de Théâtre-Action, co-fondateur et délégué du Mouvement du théâtre-action*
- CHEVALLIER Laurence - *Chorégraphe, artiste associée au Centre Dramatique de Wallonie pour l'Enfance et la Jeunesse et à Pierre de Lune pour la Danse à l'École*
- CHIAVETTA Vincenzo - *Photographe*
- COUMANS Philippe - *Photographe*
- MATHIEU Dominique
- MÉLON Marc-Emmanuel - *Université de Liège, Service Cinéma et arts audiovisuels*
- NICOL Richard
- MONNIEZ Séverine
- PONCIN Marie - *Collaboratrice de Culture & Démocratie*
- QUINTAS Eva
- SALAMONE Salvatore - *Photographe*
- VANDER GUCHT Daniel - *Docteur en sociologie chargé de cours à l'ULB*

- VERCHEVAL Georges - *Président de Culture & Démocratie*
- VERCHEVAL Véronique - *Photographe*
- VERHELST Sabine - *Coordinatrice de Culture & Démocratie*

**Journal 17**

- ABOUNOUR 1<sup>ER</sup> SULTAN DE BOUILLON - *Architecte, administrateur délégué et directeur artistique de l'asbl Cirques Divers*
- AERNOUDT Rudy - *Philosophe et économiste, et secrétaire général du Département économie, sciences et innovation de l'Administration flamande*
- BARÉ Françoise - *Journaliste, archéologue et historienne de l'art de l'Université Libre de Bruxelles*
- BODSON Jean-Marc - *Photographe*
- BREËS Gwenaël - *Co-fondateur du Cinéma Nova, membre de Radio Panik, réalisateur et journaliste*
- BUSINE Laurent - *Directeur du Mac's*
- CAPRIOLI Nathalie - *Journaliste*
- CHABLE Thomas - *Photographe*
- D'AUTREPPE Manu - *Animateur au Centre culturel régional de Verviers et co-animateur des éditions Yellow Now*
- D'URSEL Laurent - *Loeuverttiste*
- D'UTOPIE Aurore - *Anartiste, muse de l'asbl « TOUT... les rêves se vivent...-t-ils ? »*
- DELAUNOIS Alain - *Journaliste*
- DE SMET François - *Chercheur en philosophie politique (ULB) et vice-président de l'asbl Article 27*
- EMBRECHTS Wim - *Architecte d'intérieur et urbaniste*
- EMONTS Claude - *Licencié en sciences sociales et politique de l'ULg*
- FRENNET Lydwine - *Professeuse d'arts plastiques*
- FOCCROULLE Bernard - *Fondateur et Président de Culture et démocratie / Kunst en Democratie*
- FONTENEAU Pascale - *Écrivaine*
- KESTEMAN Michel - *Directeur de l'Espace social Télé-Service, coordinateur du réseau Canal-santé et écrivain*

- LANSMAN Emile - *Directeur des Éditions Lansman*
- MARTINIELLO Marco - *Directeur de recherches du Fonds National de la Recherche Scientifique à l'ULg, directeur du CEDEM à l'ULg*
- NICE Françoise - *Journaliste*
- SIDIBÉ Fatoumata - *Journaliste, présidente du Comité belge « Ni Putes Ni Soumises »*
- VANANDRUEL Catherine - *Comédienne*
- VERCHEVAL Georges - *Président de Culture & Démocratie*

**Journal 18**

- CARRACILLO Carmelina
- CARTUYVELS Vincent - *Historien de l'art*
- CHIAVETTA Vincenzo - *Photographe*
- D'OTREPPE Isabelle
- DE BODT Roland - *Écrivain*
- DECOUX Didier - *Enseignant et plasticien*
- ESKÉNAZI Marie-Paule - *Directrice de l'asbl Tourisme autrement*
- LAMBERT Stéphane - *Écrivain*
- MONNIEZ Séverine - *Coordinatrice de Culture & Démocratie*
- MUSSCHE Dominique - *Productrice Musiq3, RTBF*
- PONCIN Marie - *Coordinatrice de Culture & Démocratie*
- ROMÉAS Nicolas - *Directeur de Cassandre / Horschamp*
- TURINE Roger-Pierre - *Critique d'art*
- VERCHEVAL Georges - *Président de Culture & Démocratie*
- WANSON Lorent

**Journal 19**

- AUSTER Paul - *Écrivain*
- BAUMERDER Joëlle - *Directrice de la Maison du Livre*
- CASIELLES Nancy
- DE BODT Roland - *Chercheur et écrivain*
- DEUTSCH Xavier - *Écrivain*
- FAFCHAMPS Claude - *Directeur d'Arsenic*
- FIERENS Jacques - *Avocat, professeur extraordinaire aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur, chargé de cours à l'ULg*

- GUILMAIN Nancy - *Metteur en scène, sociologue*
- IMPE Anne-Marie - *Rédactrice en chef d'Enjeux internationaux*
- KROONEN Cali - *Chargée des Publications à la Chambre de Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse (CTEJ), formatrice pour le Centre de Dynamique des Groupes et d'Analyse institutionnelle, membre du Groupe TOC*
- LAMARCHE Caroline - *Romancière et nouvelliste*
- LUCZAK Dorotheë
- MECHBAL Lamia - *Membre de l'Assemblée Générale de Culture & Démocratie*
- MORON Werner - *Artiste et paracommand'art*
- PIZZUTI Pietro - *Comédien et metteur en scène*
- ROMAINVILLE Céline - *Aspirante F.N.R.S. à l'UCL, et assistante à la Faculté de droit (UCL)*
- SPOTO Estelle - *Attachée de communication*
- SUMKAY Jim - *Photographe*
- TORREKENS Michel - *Nouveliste et journaliste*
- VAN DER MEEREN Didier - *Coordinateur de l'asbl Le Monde des Possibles, Centre de formation pour personnes primo-arrivantes*
- VERCHEVAL Georges - *Président de Culture & Démocratie*
- VERSAEN Frédérique - *Attachée scientifique au B.P.S.22*
- VIENNE Claire - *Directrice du Théâtre de la Communauté (Seraing)*

**Journal 20**

- BUSINE Laurent - *Directeur du MAC's*
- CANONNE Xavier - *Directeur du Musée de la Photographie, Charleroi*
- DELRUELLE Edouard - *Philosophe, professeur à l'ULg*
- DE MUNNINCK Marcel - *Animateur culturel*
- DE REYMAEKER Baptiste - *Collaborateur à Culture & Démocratie*
- DE REYMAEKER Michel - *Conservateur des Musées Communaux, Mons*
- DI RUPO Elio - *Président du PS*
- DORY Willy - *Bénévole, responsable des expositions à l'Orangerie, à Bastogne*
- DURANT Isabelle - *Co-présidente d'Ecolo*
- GESCHÉ Nicole - *Professeuse à la Ville de Bruxelles et assistante chargée d'exercices à l'ULB*

- HEMPTINNE Pierre - *Directeur des collections de la Médiathèque*
- JAVAUX Jean-Michel - *Co-président d'Ecolo*
- LUNTUMBUE Michel
- MILQUET Joëlle - *Présidente du Cdh*
- PÉJI - *Illustrateur*
- POLEGATO Lino - *Galeriste et éditeur de la revue d'art Flux News*
- PONCIN Marie - *Coordinatrice de Culture & Démocratie*
- QUINTIN Odile - *Directrice générale de la DG « Enseignement et Culture » de la Commission européenne*
- REYNDERS Didier - *Président du MR*
- VANHOONACKER Isabelle - *Responsable du service éducatif des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique*
- VERBEKEN Pascal - *Écrivain, journaliste au magazine Humo*
- VERCHEVAL Georges - *Président de Culture & Démocratie*
- VERHAEGEN Isabelle

**Journal 21**

- BONHEURE Emmanuelle - *Comédienne et metteuse en scène*
- BORDEAUX Marie-Christine - *Chercheur en sciences de la communication au Gresec Grenoble 3*
- DASSONVILLE Chantal - *Architecte, directrice adjointe Cellule Architecture - Communauté française Wallonie-Bruxelles*
- DE BODT Roland - *Chercheur et écrivain, Président de Culture & Démocratie*
- DE BOE Françoise - *Coordinatrice du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale*
- DE MUYLDER Régis
- DE REYMAEKER Baptiste - *Collaborateur à Culture & Démocratie*
- DE SMET Noëlle - *Présidente de Changement pour l'égalité (CGé)*
- DE VOS Bernard - *Délégué général aux droits de l'enfant*
- FRANÇOIS Catherine - *Professeure à la Haute École Prigogine, EOS*

- HENSMANS Philippe - *Directeur d'Amnesty International Belgique francophone*
- HERSCOVICI Anne - *Députée écolo au Parlement de la Région bruxelloise, Conseillère au CPAS d'Ixelles*
- HURSTEL Jean - *Président de Banlieues d'Europe*
- PAUWELS Frédéric - *Photographe*
- PONCIN Marie - *Coordinatrice Culture & Démocratie*
- SEGUI Antonio - *Illustrateur*
- VERCHEVAL Georges - *Vice-président de Culture & Démocratie*
- VERNIERS Christiane

**Journal 22**

- BARÉ Françoise - *Journaliste à la RTBF*
- DE BODT Roland - *Président de Culture & Démocratie, chercheur et écrivain*
- COBUT Gérard - *Conservateur au Musée des Sciences naturelles*
- CORIJN Eric - *Philosophe de la culture, sociologue, professeur à la VUB*
- COYETTE Olivier - *Écrivain, comédien, metteur en scène*
- DELVAL Jean - *Directeur du Théâtre des Rues, administrateur délégué des Éditions du Cerisier*
- DE REYMAEKER Baptiste - *Coordonateur à Culture & Démocratie*
- DESPRET Marie-Pierre - *Photographe*
- DE VILLE Sabine - *Vice-présidente de Culture & Démocratie*
- D'URSEL Laurent - *Artiste belge débilingue, trublion non assujéti*
- GINSBURGH Stéphane - *Musicien*
- HARCQ Nathanaël - *Directeur adjoint du Conservatoire royal de Liège, Responsable de la formation d'acteurs (ESACT), Secrétaire général de Théâtre et Publics*
- HÉLIN Daniel - *Auteur compositeur*
- LAMARCHE Caroline - *Écrivaine*
- ROUCLoux Joël - *Historien de l'art et des idées politiques*
- VAN CRUGTEN Alain
- VERCHEVAL Georges - *Vice-président de Culture & Démocratie*

**Journal 23**

- BIETLOT Mathieu - *Philosophe et politologue*
- BIOT Paul - *Membre de Culture & Démocratie, ex-directeur et administrateur délégué du Centre de Théâtre-Action, co-fondateur et délégué du Mouvement du théâtre-action*
- BRÜLL Christelle - *Coordinatrice de Culture & Démocratie*
- CHERENTI Ricardo
- DE VILLE Sabine - *Vice-présidente de Culture & Démocratie*
- DE REYMAEKER Baptiste - *Coordonateur de Culture & Démocratie*
- KOZLOWSKI Guillermo - *Philosophe*
- LENOIR Thierry - *Artiste contemporain*
- MEYER-BISCH Patrice - *Philosophe*
- MOUTON Amélie - *Journaliste*
- PLATEAU Nadine - *Membre de l'équipe du festival de films de femmes « Elles tournent / Dames draaien »*
- VERCHEVAL Georges - *Vice-président de Culture & Démocratie*
- ŽIŽEK Slavoj - *Philosophe*

**Journal 24**

- CARTUYVELS Vincent
- COURTENS Laurent - *Historien de l'art, critique d'art, responsable de la médiation à l'iselp*
- DE CONINCK François
- DE VILLE Sabine - *Présidente de Culture & Démocratie*
- ÉDITIONS KLET&KO
- FACHE Catherine
- GUESCHÉ-KONING Nicole - *Administratrice de Culture & Démocratie*
- GOB André - *Professeur à l'ULg*
- GONZE Paul - *Anartiste papawète*
- KULAKOWSKI Christine - *Directrice du Centre bruxellois d'Action interculturelle asbl*
- LAPIOWER Alain - *Directeur de l'asbl Lézarts Urbains*
- MAGNETTE Paul - *Ministre des Entreprises publiques, de la Politique scientifique et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes*

- METTENS Philippe - *Président du Comité de direction du Service public fédéral*
- OSTEAX François
- ROUCLoux Joël
- VANHOONACKER Isabelle - *Chef de département a.i., Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique*
- VERCHEVAL Georges - *Vice-président de Culture & Démocratie, fondateur du Musée de la Photographie à Charleroi*

**Journal 25**

- BLAIRON Jean - *Directeur de l'asbl RTA*
- BRUNET Philippe - *Chef de cabinet de la Commissaire européenne Androulla Vassiliou chargée de l'éducation, de la culture, de la jeunesse, du multilinguisme et du sport*
- DE BROUWER Bénédicte
- DE VILLE Sabine - *Présidente de Culture & Démocratie*
- DE REYMAEKER Baptiste - *Coordonateur de Culture & Démocratie*
- FOCCROULLE Bernard - *Directeur du Festival d'art lyrique d'Aix-en-Provence*
- HURSTEL Jean - *Président des Banlieues d'Europe*
- LUCAS Jean-Michel - *Économiste, Maître de conférences à l'Université de Rennes 2*
- MARTEL Frédéric - *Chercheur et journaliste*
- MEYER-BISCH Patrice - *Coordonateur à l'Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme de l'Université de Fribourg et fondateur de l'Observatoire de la diversité et des droits culturels*
- PÉCOURT Stéphanie
- ROUCLoux Joël - *Essayiste*
- SALEMI Jean-Claude - *Dessinateur, graveur et illustrateur*
- TRUSZCZYŃSKI Jan - *Directeur général de la DG EAC (éducation, formation, culture et jeunesse) de la Commission européenne*
- VAN SANTEN Anne-Catherine - *Dessinatrice, graveuse, illustratrice, bédéiste et cartooniste*
- VERCHEVAL Georges - *Vice-président de Culture & Démocratie*

**Journal 26**

- ANCION Laurent - *Journaliste*
- BIOT Paul - *Administrateur de Culture & Démocratie*
- BLIN Olivier - *Administrateur de la Charge du Rhinocéros*
- DESMET François - *Administrateur de la Charge du Rhinocéros*
- DE VILLE Sabine - *Présidente de Culture & Démocratie*
- DODART Philippe - *Directeur-général de l'ENARTS*
- FAVART Christine - *Directrice WBI pour l'Afrique, l'Amérique latine et le Vietnam*
- GUESCHÉ Nicole - *Administratrice de Culture & Démocratie*
- GOOSSENS Jan - *Directeur du KVS*
- HAFFAR Rend - *Administrateur d'Artistes contre le mur*
- MAHAUDEN Roland - *Directeur artistique du Théâtre de Poche*
- POPOVITCH Mirko - *Directeur d'Africalia*
- SAMZUN Yanic - *Administrateur de la Charge du Rhinocéros*
- SCHEIN Françoise
- THIEÛ NIANG Thierry - *Danseur et chorégraphe*
- TRAORÉ Adama - *Président d'Acte Sept*
- TURINE Gaël - *Photojournaliste*
- VAN HEE Olivier - *Directeur du Centre culturel du Brabant wallon, Commissaire belge pour l'opération Ewa Ayiti*
- VERCHEVAL Georges - *Vice-président de Culture & Démocratie*
- WANSON Laurent - *Metteur en scène*

**Journal 27**

- BASTIN Jean-François - *Auteur-réalisateur*
- BISET Sébastien - *Historien de l'art et médiateur culturel*
- DE BODT Roland - *Chercheur et écrivain*
- DELVAL Jean - *Comédien-animateur au Théâtre des Rues, administrateur délégué des Éditions du Cerisier*
- DE VILLE Sabine - *Présidente de Culture & Démocratie*
- D'URSEL Laurent - *Artiste*

- ESTEVENY Hugues - *Travailleur social*
- FRANSSSEN Abraham - *Sociologue*
- GONZE Paul - *Anartiste, papowète, valet des Rêves de l'asbl TOUT (Les rêves se vivent)*
- GUIOT Marc - *Blogueur (DiverCity)*
- KOZLOWSKI Guillermo - *Philosophe, CFS asbl*
- LENEJ Jacques - *Artiste, historien de l'art*
- PARLAKU Nimetulla - *Cinéaste*
- PIOLAT Jérémie - *Musicien, auteur du livre « Portrait du colonialiste »*
- PUAUT David - *Doctorant en Anthropologie (EHESSD-CEAF), éducateur-spécialisé*
- RENOIR Milady - *Poétesse organique, coordinatrice du réseau Kalame*
- ROUCLOUX Joël - *Essayiste*
- SONCK Olivier - *Artiste*
- VANANDRUEL Catherine - *Comédienne et formatrice en lecture à haute voix pour le Service de la Lecture publique, spécialisée en Littérature jeunesse*
- VERCHEVAL Georges - *Vice-président de Culture & Démocratie*

**Journal 28**

- BAUMERDER Joëlle - *Directrice de la Maison du Livre*
- BIOT Paul - *Membre de Culture & Démocratie*
- COSTENOBLE Anne-Sophie - *Photographe*
- COYETTE Olivier - *Directeur du Théâtre de Poche de Bruxelles*
- DE REYMAEKER Baptiste - *Coordinateur de Culture & Démocratie*
- DE VILLE Sabine - *Présidente de Culture & Démocratie*
- FORREST Mariska - *Coordinatrice et co-animatrice des Ateliers de la Banane*
- HEMPTINNE Pierre - *Directeur des Collections de La Médiathèque/Point Culture*
- REMACLE Jacques - *Journaliste et administrateur indépendant de projets culturels, Observateur avisé des politiques culturelles et agitateur d'idées*
- ROUCLOUX Joël - *Enseigne la muséologie à l'UCL*
- SEMAL Claude - *Auteur, acteur et chanteur*
- VERCHEVAL Georges - *Vice-président de Culture & Démocratie*

**Journal 29**

- BIOT Paul - *Membre de Culture & Démocratie*
- BRÜLL Christelle - *Coordinatrice de Culture & Démocratie*
- DELVAL Jean - *Comédien-animateur au Théâtre des Rues, Administrateur délégué des Éditions du Cerisier*
- DE REYMAEKER Baptiste - *Coordinateur de Culture & Démocratie*
- DE SMET François - *Philosophe, Membre du CIERL à l'ULB*
- DE VILLE Sabine - *Présidente de Culture & Démocratie*
- HENNEBERT Bernard - *Président d'Arts et Publics*
- JANSSENS Alain - *Photographe*
- KALANTARAN Ardan - *Une petite main / frappe de la culture et de la démocratie*
- MUSÉE ET SOCIÉTÉ EN WALLONIE
- RICHIR Luc - *Auteur*
- ROMAINVILLE Céline - *Chargée de recherches du Fonds de la Recherche Scientifique (FNRS), Professeure invitée à l'UCL et à l'ULB*
- ROUCLOUX Joël - *Membre de Culture & Démocratie*
- VERCHEVAL Georges - *Vice-président de Culture & Démocratie*
- YOUNG Frédéric - *Délégué général pour la Belgique de la SACD et de la SCAM*

**Journal 30**

- AMOUREUX Annie - *Formatrice au CBAI*
- AMOUZOU Hélène - *Photographe*
- BIETLOT Mathieu - *Philosophe et politologue, Bruxelles Laïque*
- BOUSSET Sigrig - *Directrice Passa Porta*
- BRÜLL Christelle - *Coordinatrice de Culture & Démocratie*
- DE VILLE Sabine - *Présidente de Culture & Démocratie*
- ELZBIETA
- LECOMTE Frédérique - *Metteur en scène*
- LUNDE Helge - *Directeur exécutif ICORN*
- NOIRET Tina - *Écrivain et formatrice*
- PONCIN Marie - *Enseignante au sein d'un DASPA (Dispositif d'Accrochage Scolaire pour Primo-Arrivants)*

- VERCHEVAL Georges - *Vice-président de Culture & Démocratie*

**Journal 31**

- ANSAY Pierre - *Auteur*
- BORNAIN Alain - *Artiste plasticien*
- DE REYMAEKER Baptiste - *Coordinateur de Culture & Démocratie*
- DE VILLE Sabine - *Présidente de Culture & Démocratie*
- FOCCROULLE Bernard - *Fondateur de Culture & Démocratie*
- IMPE Anne-Marie - *Professeur de « journalisme d'éducation permanente » à l'IHECS, membre de Culture & Démocratie*
- JANSSENS Ivo - *Ancien directeur de Kunst en Democratie/Dāmos*
- RUBY Christian - *Docteur en philosophie et enseignant (Paris)*
- RUWET Eva - *Étudiante en communication socio-éducative; stagiaire chez Culture & Démocratie*
- SPOTO Estelle - *Journaliste et traductrice, membre de Culture & Démocratie*
- VAN ELST Chantal
- VERCHEVAL Georges - *Vice-président de Culture & Démocratie, directeur honoraire du Musée de la Photographie à Charleroi*

**Journal 32**

- ABEL Gilles - *Philosophe, animateur, médiateur et formateur dans le champ du théâtre jeune public*
- CAROSIN Emilie - *Chercheuse en psychologie*
- CHIAVETTA Vincenzo - *Photographe*
- COLLEAUX Christelle - *Pédagogue, formatrice et coach, spécialisée en développement du potentiel*
- DECHAMPS Caroline
- DE VILLE Sabine - *Présidente de Culture & Démocratie*
- GESCHÉ Nicole - *Historienne de l'art et anthropologue, professeuse à la Ville de Bruxelles et assistante chargée d'exercices à l'ULB*
- GOLDFARB Sarah - *Directrice artistique et pédagogique de ReMuA*

- LEMONCHOIS Myriam - Professeuse agrégée à l'Université de Montréal
- PIERAERTS Patricia
- THÉVAL Arnaud - Artiste et maître assistant à l'École supérieure nationale d'architecture et de paysage de Bordeaux
- TOUSSAINT Benoît - Co-concepteur et professeur de Pédagogie Nomade
- VERCHEVAL Georges - Vice-président de Culture & Démocratie
- WINANT Lauranne - Ancienne responsable du pôle théâtral de l'ASBL Indications, corresponsable de Têtes Pressées ASBL

**Journal 33**

- BIOT Paul - Membre du Bureau de Culture & Démocratie
- BOUCHAIN Laurent - Metteur en scène et dramaturge, coordinateur du service culturel L'Écheveau Hôpital psychiatrique Saint-Jean-de-Dieu (ACIS) ASBL
- BOUTELOUP Philippe - Musicien et directeur de Musique & Santé
- BRÜLL Christelle - Coordinatrice de Culture & Démocratie
- CABAUX Christine - Guide et coordinatrice du programme Comète, Éducateam, Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique
- EHX Aurélie - Chargée de projets pour L'Autre « lieu » - RAPA (Recherche-Action sur la Psychiatrie et les Alternatives) ASBL
- FRIZE Nicolas - Compositeur
- GIRAULT Sylvie - Sociothérapeute et écrivaine
- MASSON Florence - Coordinatrice du projet Docteurs Zinzins (Lapsus Lazuli ASBL)
- PARDOU Anne - Néonatalogiste et conteuse, professeur honoraire à l'ULB
- REY Isabelle - Cinéaste
- VANANDRUEL Catherine - Coordinatrice des Clowns à l'hôpital
- VANDEGH Vero - Artiste plasticienne
- VERCHEVAL Georges - Vice-président de Culture & Démocratie

**Journal 34**

- BRIGGS Benjamin

- BROSSAT Alain - Professeur de philosophie émérite à l'Université Paris 8 Saint-Denis
- DE REYMAEKER Baptiste - Coordinateur de Culture & Démocratie
- DANTHINE Nicolas
- EL ANDALOUSSI R.
- FOX
- GEERTS Laure - Photographe et membre du Collectif Caravane
- HARFORD Alain - Coordinateur du Réseau Art et Prison et du Réseau Détention et Alternatives, membre du Conseil central de Surveillance des prisons
- JEAN-MARIE
- MAHY Jean-Marc
- MANUEL BALO Claudio
- PÉRIOT Jean-Gabriel - Cinéaste
- SCHEER David - Criminologue, aspirant FNRS, ULB
- SPRONCK Vincent - Directeur de la prison de Forest-Berkendael
- TIXIER Laura - Artiste
- VERCHEVAL Georges - Vice-président de Culture & Démocratie
- VILA-GIMÉNEZ Bibiana - Coordinatrice de projets culturels, Artatouille ASBL, conseillère morale laïque en prison, FAMD

**Journal 35**

- AVRIL Adolpho
- BIOT Paul - Administrateur de Culture & Démocratie, membre de la commission Culture et travail social au sein de Culture & Démocratie
- BOGAERT Alexandre - Étudiant du MIAS
- CREUX Gérard - Docteur en sociologie, professeur à l'IRTS (Institut Régional du Travail Social) de Franche-Comté
- DE CLERCQ Marie-Catherine - Étudiante du MIAS
- DE HALLEUX Ysaline - Étudiante du MIAS
- DEPREZ Olivier - Écrivain, peintre, théoricien de l'art
- DE REYMAEKER Baptiste - Coordinateur de Culture & Démocratie asbl
- DEVILLE Adèle - Étudiante du MIAS

- DE WAELE Dinora - Coordinatrice et professeur du post-graduat « l'Art et les Gens », Haute École Thomas More, Geel
- DOUMERGUE Didier - Formateur à l'Institut Régional du Travail Social de Lorraine
- DUQUESNE Patrick - Comédien et metteur en scène au Collectif Libertalia
- GILSON Laura - Étudiante du MIAS
- HEINRICH Bernadette - Artiste conteuse, chargée de cours à la HELHa, membre de la commission Culture et travail social au sein de Culture & Démocratie
- JANUS Frédéric - Enseignant à l'HENALLUX section assistant social et à la HELHa département Communication, membre de la commission Culture et travail social au sein de Culture & Démocratie
- KAISIN Aline - Étudiante du MIAS
- MAES Renaud - Sociologue, chercheur au Centre de Recherche en Psychologie des Organisations & des Institutions [CEREPOI], ULB
- MAHIEU Nathalie - Enseignante, Institut Cardijn, HELHa
- ORLANDI Giovanni - Comédien-animateur, Compagnie du Campus
- RAVENEL Romain - Intervenant artistique théâtre, directeur artistique, auteur et dessinateur à « James & Cie - les écarts »
- RIXHON Sophie - Étudiante du MIAS
- SIMON Jean-François - Enseignant, HE P-H Spaak, catégorie sociale, membre de la commission Culture et travail social au sein de Culture & Démocratie
- SYLIN Michel - Psychologue, directeur du Centre de Recherche en Psychologie des Organisations & des Institutions [CEREPOI], ULB
- VERCHEVAL Georges - Vice-président de Culture & Démocratie
- DE VILLE Sabine - Présidente de Culture & Démocratie
- HIESSLER Hélène - Chargée de projets à Culture & Démocratie
- HURSTEL Jean - Président d'honneur de Banlieues d'Europe
- KERLAN Alain - Philosophe, professeur des universités à l'Université Lumière Lyon 2
- MEYER-BISCH Patrice - Coordinateur de l'Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme et de la Chaire UNESCO pour les droits de l'homme et la démocratie, Université de Fribourg (Suisse)
- ROMAINVILLE Céline - Juriste, chargée de recherches du FNRS, chargée de cours à l'UCL, l'ULB et aux Facultés Saint-Louis, administratrice de Culture & Démocratie
- VANDERVEKEN Mark - Médecin, coordinateur médical à Fedasil, membre de l'AG de Culture & Démocratie
- VERCHEVAL Georges - Vice-président de Culture & Démocratie
- VRANCKEN Bernadette - Animatrice-directrice de centre culturel, membre de l'AG de Culture & Démocratie
- ZASK Joëlle - Philosophe, maître de conférences à l'Université de Provence Aix-Marseille I

**Journal 36**

- ASCOLINI Vasco - Photographe
- BROSSAT Alain - Auteur
- DE BODT Roland - Chercheur et écrivain, membre de l'AG de Culture & Démocratie
- DE REYMAEKER Baptiste - Coordinateur de Culture & Démocratie

## AUTRES PUBLICATIONS DE CULTURE & DÉMOCRATIE

### Hors collection

- Manifeste de Culture et Démocratie/Kunst en Democratie, 1994.
- *Culture, extrême-droite et populismes*, 2003.
- *Répertoire « Cinéma et dialogue interculturel »*, 2004.
- *Participation culturelle, sportive et sociale. Nouvel horizon pour les CPAS. Guide pratique*, 2005.
- *Art sans marges*, 2007.
- *Art et Santé : pratiques artistiques en milieu de soin. Regards croisés*, 2011 (1<sup>re</sup> éd. 2007).
- *Code de déontologie de l'artiste intervenant en milieu d'accueil d'aide et de soins*, 2008 et 2010.
- *Art et prison. Échos et résonances*, 2008.
- *Culture et vous ?*, 2009.
- *Caverne et Démocratie*, 2013. Édition papier 2015.

### Les Cahiers de Culture & Démocratie

- 01 - Les arts contemporains pour qui, pour quoi ? Les arts plastiques en débat, 2009.
- 02 - La culture au cœur de l'enseignement, un vrai défi démocratique, 2009.
- 03 - L'indispensable révolution. Culture et création au cœur de l'enseignement, 2011.

### Collection « Neuf essentiels »

- Roland de Bodt, *Neuf essentiels pour déconstruire le choc des civilisations*, 2009 et 2011.
- Céline Romainville, *Neuf essentiels pour comprendre les « droits culturels » et le droit de participer à la vie culturelle*, 2013.
- Sabine de Ville (dir.), *Neuf essentiels pour l'éducation artistique et culturelle*, 2014.

### En coédition

- *Labiso 103-104* - Culture et travail social, un rendez-vous à ne pas manquer, 2009.
- *Cahiers internationaux de Symbolisme* (n°128-129-130) : «Penser librement sous la censure», 2011.

- *Travailler le social* n°45-46 - Festif'Art Culture et Travail social, Réenchanter le social, 2013.

### Films

- *Jail House Rap et Slam*, de Nimetulla Parlaku, prod. Culture & Démocratie, 2007.
- *L'artiste dans les milieux de soins, une cartographie*, d'Isabelle Rey, prod. Culture & Démocratie, 2014.

> TOUTES LES PUBLICATIONS DE CULTURE & DÉMOCRATIE PEUVENT ÊTRE COMMANDÉES SUR LE SITE, WWW.CULTUREETDEMOCRATIE.BE, RUBRIQUE « PRODUCTIONS », OÙ ELLES SONT ÉGALEMENT DISPONIBLES EN ACCÈS LIBRE AU FORMAT ÉLECTRONIQUE.



**Production**

Culture & Démocratie asbl  
(rue Émile Féron, 70, 1060 Saint Gilles)

Ont collaboré à cette publication : Paul Biot,  
Laurent Busine, Baptiste De Reymaeker, Sabine de  
Ville, Noémie Elfathi, Bernard Focroulle, Hélène  
Hiessler, Pierre Mertens, Jean-Marie Piemme,  
Mélissa Santantonio, Georges Vercheval

**Illustrations**

- Frédéric Pauwels
- Pol Piérart
- Roland Breucker
- Péji
- Marin Strebelle
- Thierry Lenoir
- Anne-Catherine van Santen
- Jean-Claude Salemi
- Gaël Turine
- Olivier Sonck
- Anne-Sophie Costenoble
- Alain Janssens
- Véronique Vercheval

**Date d'édition**

2014

**Graphisme**

Salutpublic

**Impression**

Jan Verhoeven

**Dépôt légal**

D/2014/13.047/2

**Contact**

info@cultureetdemocratie.be



---

**CET OUVRAGE RÉDIGÉ PAR PAUL BIOT À L'OCCASION DES 20 ANS DE CULTURE & DÉMOCRATIE ANALYSE L'ÉVOLUTION DES IDÉES ET DES CONCEPTS TRAVAILLÉS PAR L'ASSOCIATION DEPUIS SA CRÉATION EN 1993.**

**LES ANNIVERSAIRES SONT L'OCCASION DE REGARDER LE PASSÉ AVEC LE SAVOIR DU PRÉSENT. L'ÉVÉNEMENT EN SOI N'EST PAS ESSENTIEL, MAIS IL CONSTITUE UNE OPPORTUNITÉ TRÈS UTILE : PENSER L'AVENIR DE L'ASSOCIATION À LA LUMIÈRE DE SON PASSÉ ET DE SON PRÉSENT. LES 20 ANS DE CULTURE & DÉMOCRATIE ONT ÉTÉ MIS À PROFIT POUR ANALYSER L'ÉVOLUTION DES CONCEPTS FONDATEURS DE L'ASSOCIATION : LA CULTURE, LA DÉMOCRATIE ET CE QUI LES RELIE OU AU CONTRAIRE, CE QUI LES TIENT À DISTANCE. DES CERTITUDES, DES CONVICTIONS BIEN PRÉSENTES EN 1993 ONT ÉTÉ MISES EN QUESTION. CETTE ÉVOLUTION N'EST EN SOI NI BONNE NI MAUVAISE. SON ANALYSE EST STIMULANTE : ELLE OBLIGE À LA RÉFLEXION, INVITE AU DÉBAT ET APPELLE À LA VIGILANCE. LA MISE EN AVANT DU CONCEPT DE DROITS CULTURELS COMME « FIL ROUGE » DE LA RÉFLEXION SUR LA CULTURE ET LA DÉMOCRATIE AU SEIN DE L'ASSOCIATION ET DE SES COMMISSIONS S'INSCRIT LOGIQUEMENT DANS CETTE ÉVOLUTION.**

Paul Biot est docteur en droit et licencié en droit international. Dramaturge, comédien, animateur théâtral et auteur de nouvelles ainsi que d'ouvrages et d'articles divers sur le théâtre-action. Il est le co-fondateur du Mouvement du théâtre-action en Belgique francophone et l'instigateur de Théâtres en Mouvement en France et du rassemblement autour du Théâtre d'intervention au Québec. Il est membre du Comité de Concertation des Arts de la Scène en Belgique, dont il été le premier président. Il est administrateur de Culture & Démocratie, où il est particulièrement actif dans les commissions Culture et travail social et Droits à la culture.